|  |
| --- |
| René-A. SAINT-LOUIS  Diplômé d'Études supérieures de droit international et d'ethnologie, Docteur en sociologie (Sorbonne)  (1970)  La présociologie haïtienne ou Haïti et sa vocation nationale  *Préface de Roland Lamontagne*  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par *Rency Inson Michel*, bénévole, étudiant en sociologie à la Faculté des sciences humaines à l’Université d’État d’Haïti et fondateur du Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haït, [Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_michel_rency_inson.html). Courriel: [rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

à partir de :

René-A. SAINT-LOUIS

**La présociologie haïtienne ou Haïti et sa vocation nationale**

Préface de Roland Lamontagne. Montréal : Les Éditions Leméac inc., 1970, 128 pp. Collection : “Présence du Québec”.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 12 mars 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Merci aux universitaires bénévoles  
regroupés en association sous le nom de:

**Réseau des jeunes bénévoles  
des Classiques des sciences sociales  
en Haïti**.

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

Rency Inson Michel : [rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

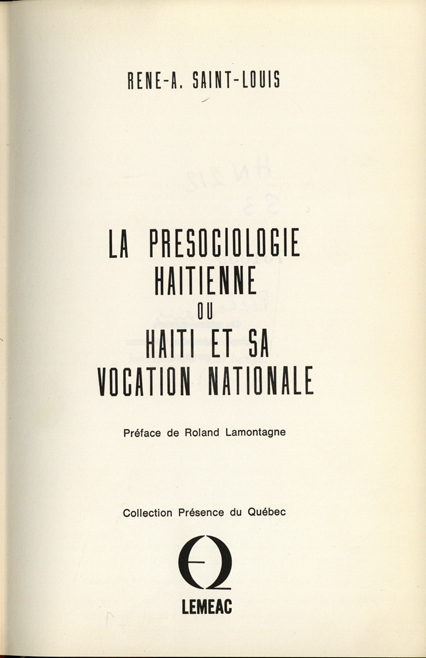
Anderson Laymann Pierre : [andersonpierre59@gmail.com](mailto:andersonpierre59@gmail.com)

Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

René-A. SAINT-LOUIS

Diplômé d'Études supérieures de droit international et d'ethnologie,  
Docteur en sociologie (Sorbonne)

La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale



Préface de Roland Lamontagne. Montréal : Les Éditions Leméac inc., 1970, 128 pp. Collection : “Présence du Québec”.

|  |
| --- |
| Un grand merci à [**Ricarson DORCÉ**](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Dorce_ricarson/auteur_photo/dorce_ricarson_photo.html), directeur de la collection “[***Études haïtiennes***](http://classiques.uqac.ca/contemporains/etudes_haitiennes/etudes_haitiennes_index.html)”, pour nous avoir prêté son exemplaire de ce livre afin que nous puissions en produire une édition numérique en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.  jean-marie tremblay, C.Q.,  sociologue, fondateur  Les Classiques des sciences sociales,  Rency_2016_med12 mars 2019. |

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

*Cet ouvrage a bénéficié d'une subvention  
du ministère des Affaires culturelles du Québec  
au titre de l'aide à la publication.*

*Dépôt légal* — *1er trimestre 1970*

*Bibliothèque Nationale du Québec.*

Tous droits de traduction, de production et d'adaptation réservés pour tous pays.

© Copyright Ottawa 1970, par Les Editions Leméac Inc.

[127]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Table des matières

[Préface](#presociologie_haiti_preface) [7]

[Appendice](#presociologie_haiti_appendice) [9]

[Introduction](#presociologie_haiti_intro) [11]

Chapitre I. [Fondements des structures sociales et apparition des classes à Saint-Domingue](#presociologie_haiti_chap_I) [13]

Chapitre II. [Formation des classes sociales et début de l'industrialisation à Saint-Domingue](#presociologie_haiti_chap_II) [23]

Chapitre III. [Les colons et l'indépendance de Saint-Domingue](#presociologie_haiti_chap_III) [29]

Chapitre IV. [La classe des Noirs et l'indépendance haïtienne](#presociologie_haiti_chap_IV) [37]

Chapitre V. [Les Métis et l'indépendance de Saint-Domingue](#presociologie_haiti_chap_V) [53]

Chapitre VI. [L'expédition Française et la prise de conscience de la nation Haïtienne](#presociologie_haiti_chap_VI) [71]

Chapitre VII. [Le triomphe du « gauchisme » et l'Indépendance Haïtienne](#presociologie_haiti_chap_VII) [83]

Chapitre VIII. [Les idéologies haïtiennes](#presociologie_haiti_chap_VIII) [111]

[Bibliographie](#presociologie_haiti_biblio) [125]

[4]

Du même auteur :

Sociologie Culturelle Haïtienne

*(à paraître).*

[5]

*À la mémoire de*

*Toussaint Louverture*

*fondateur de l'État haïtien.*

[6]

[7]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cet ouvrage de Monsieur le Professeur René A. Saint-Louis, diplômé d'Études supérieures de droit international et d'ethnologie, Docteur en sociologie (Sorbonne), constitue un apport remarquable à la compréhension de l'histoire sociale d'Haïti et à l'analyse de modalités du processus de civilisation. Très tôt formé par un père humaniste et juriste et par M. Placide David, auteur de *L'Héritage colonial,* de *Sur les rives du passé* et aussi de brillantes études encore manuscrites, M. Saint-Louis atteint, grâce à son talent, le niveau de qualité scientifique qu'avait établi dans ce domaine de recherche l'historien brésilien Gilberto Freyre ; déjà l'expérience universitaire acquise auprès de Pierre Renouvin, Jacques Vernan, René Barre, Claude Lévi-Strauss, André Leroy-Gourhan, Emile Sicard, Roger Bastide, Georges Gurvitch l'orientait vers cette forme de pensée interdisciplinaire.

Au même titre que la Nouvelle-France, Saint-Domingue fut une division administrative du Ministère de la Marine. Replacée dans ses perspectives coloniales, Haïti s'insère dans le cadre naturel de l'histoire atlantique. À cause de la confrontation de l'Europe et de l'Afrique, elle forme une vie collective issue de nombreuses vagues de migrations humaines qui, dans les avenues du pouvoir et des classes sociales, luttent et s'entrechoquent.

Ce bel ouvrage de M. René Saint-Louis ne s'adresse pas seulement aux historiens et aux sociologues. Il renferme implicitement des axes de réflexion sur les limites de la vie collective. Politiquement indépendante depuis 1804, Haïti est profondément bouleversée et sa diaspora en est un vivant [8] témoignage. En raison de leur politesse d'esprit et de cœur, de leur lucidité, de leur formation intellectuelle, bien des Haïtiens enrichissent les divers domaines de la connaissance et des communications à Montréal, à New York, à Washington, à Paris, à Genève, en Afrique et autres lieux. Les Haïtiens sont devenus les juifs « noirs » d'aujourd'hui, soulignait une haïtienne, de l'Université de Montréal.

Quel est le contrepoids, dans l'État haïtien, de cette déperdition de talent et d'énergie humaine ? M. Saint-Louis en recherche les causes dans le temps historique. Même s'il est difficile d'entrevoir une solution, l'auteur nous achemine à la poursuite d'un idéal de mise en œuvre de l'interdépendance au plan de la condition humaine.

Roland Lamontagne,  
Directeur,  
Département d'histoire,  
Université de Montréal.

[9]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

APPENDICE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Affranchis : Classe composée en majorité de Métis (fils de Blancs et de Noirs) et d'une minorité de Noirs qui avaient acheté leur liberté ou qui l'avaient obtenue de la générosité de leurs maîtres. Cette classe au moment de la révolution possédait le tiers de la fortune de la colonie.

Beauvais (Jean-Louis) : Fils de Blanc et de Métisse refusa de participer aux luttes politiques entre la classe des affranchis et celle des ci-devant esclaves.

Boukman : prêtre vaudou qui a été à l'origine du premier soulèvement des esclaves.

Boisrond Tonnerre : Fils de Blanc et de Métisse secrétaire de Dessalines. Auteur de l'Acte de la proclamation de l'Indépendance.

Blanc créole (Créole) : Blanc né dans la colonie.

Colon : Blanc établi dans la colonie et généralement propriétaire de plantations.

Cacique : Nom donné aux chefs des Indiens du Mexique et des Antilles.

Dessalines (Jean-Jacques) : Esclave probablement né en Afrique, d'origine peuldy (Côte d'or). Il prit une part [10] importante à la révolte des esclaves et fut lieutenant de Toussaint Louverture. Il devint chef du mouvement révolutionnaire après la reddition de celui-ci, pour procla­mer officiellement l'indépendance d'Haïti (1804).

Engagés (trente-six mois) : Se dit des Blancs qui, au début de la colonisation française en Amérique, avaient vendu leur liberté pour 36 mois.

Firmin (Anténor) : Homme d'état haïtien, auteur de « L'Égalité des Races Humaines ».

Hommes de couleur : Terme utilisé à Saint-Domingue pour désigner les mulâtres (métis) ainsi que toute la gamme des nuances allant du Noir plus ou moins métissé au Noir presque blanc.

Leclerc : Beau-frère de Bonaparte, général français, chef de l'Expédition de 1801 contre Toussaint Louverture.

Marronage : Situation des Noirs en « rupture d'esclavage » qui s'enfuyaient de chez leurs maîtres pour se réfugier dans les campagnes ou les montagnes.

Mentor : Noir élevé aux États-Unis, secrétaire de Dessalines.

Santhonax : Commissaire français, jacobin, représentant de la Convention française à St-Domingue.

Vaudou : Religion importée d'Afrique pratiquée surtout par les paysans haïtiens.

Vincent Ogé : Leader des Métis qui fut, au début de la révolution de St-Domingue, mis à mort et écartelé pour avoir demandé l'égalité des droits civils et politiques avec les Blancs.

[11]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Au moment où Haïti, naguère Saint-Domingue, traverse une des phases les plus singulières de son existence, bon nombre de gens s'interrogent sur son avenir et scrutent son horizon social pour essayer de trouver une explication et peut-être une réponse aux problèmes socio-politiques que confronte la République noire. Si, dans cette présociologie haïtienne, nous essayons de faire revivre la société domin-guoise, c'est pour mieux comprendre le prétendu échec de sa libération. Cette évocation du passé ne constitue-t-elle pas l'apport de l'histoire à la sociologie ? Or, nous ne connaissons pas de sociologie qui soit ahistorique. Saint-Domingue et Haïti se présentent à l'étude de telle sorte que nous n'en sommes encore qu'à l'étape de l'observation sociale et singulièrement dans le passé, mais un passé assez proche pour qu'il se lie au présent qu'il faudra bientôt appréhender. D'ailleurs, depuis l'indépendance officielle — il y a 166 ans — peu de changements importants se sont produits dans la vie du peuple haïtien.

Ce retour au passé nous permet de dégager un principe essentiel qui sous-tend la sociologie de Saint-Domingue et d'Haïti : la liaison des classes sociales et des groupes épidermiques. Qu'on ne s'étonne pas de nous voir évoquer l'élément de couleur, comme facteur de classe sociale. Il ne s'agit pas de voir dans le fait biologique la cause du fait social, ni non plus une liaison intrinsèque entre telle nuance épidermique et tel fait social. Est-il besoin de souligner que l'affirmation de cette liaison n'est pas une manière de racisme noir. À la vérité, les interprétations occidentales et notamment européennes [12] du phénomène de classe sociale ne tiennent pas toujours compte de cette concomitance active entre éléments ethniques et faits sociaux. Parce que rarement les différences raciales marquées apparaissent dans les pays européens.

La plupart des penseurs occidentaux, et parmi les plus grands, [Lénine](http://classiques.uqac.ca/classiques/lenine/lenine.html), [Halbwachs](http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/halbwachs.html), Gurvitch, [Sorokin](http://classiques.uqac.ca/classiques/sorokin_pitirim/sorokin_pitirim.html), etc., ne font pas allusion à l'incidence ethnique sur la formation des classes, sauf Gumplowitz. Cependant, un auteur plus proche de nos champs d'observation puisque mexicain, S. Mendieta Y Nuñez compte parmi les facteurs de la classe sociale le facteur ethnique à un moment de l'histoire. Il en est de même des professeurs [Marcel Rioux](http://classiques.uqac.ca/contemporains/rioux_marcel/rioux_marcel.html) et M. [Jacques Dofny](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dofny_jacques/dofny_jacques.html) de l'Université de Montréal. Ainsi, à des degrés divers chez les Slaves de la période pré-révolutionnaire et chez les Latino-Américains connaissant l'Amérindien, ce même élément a joué et joue encore dans la détermination des classes sociales et plus encore dans leur maintien.

Haïti est un exemple typique où les incidences épidermiques ont été manifestes et le sont encore sur la formation des classes sociales, pour ne pas dire de la nation, à telle enseigne qu'elles ont été à l'origine de ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui l'idéologie haïtienne.

[13]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre I

Fondements des structures sociales  
et apparition des classes  
à Saint-Domingue

[Retour à la table des matières](#tdm)

[14]

[15]

Aussi longtemps qu'existeront des sociétés basées sur le profit, les classes en seront l'expression réelle. Au cours de l'histoire, seules varient les formes sous lesquelles elles se manifestent, selon qu'il s'agit d'un système esclavagiste, féodal, semi-féodal, pré-capitaliste, para-capitaliste ou capitaliste. [[1]](#footnote-1)

Que l'on remonte à Saint-Domingue, où le colon et l'« affranchi » exploitaient l'esclave noir ; à Rome, où le patricien refusait de reconnaître le droit du plébéien ; au Moyen-Age, où les serfs se révoltaient contre le baron ; on retrouve les mêmes conflits qui ont toujours opposé exploiteurs aux exploités avec des variantes résultant des conditions spécifiques du milieu.

Apparente ou non, cette division en classes n'en est pas moins constituante des sociétés : apparente dès qu'au moins une des classes prend conscience de son existence, non apparente, lorsque, entre les groupes en présence, se maintient une sorte de « modus vivendi ». On dira probablement, en face d'une telle prise de position, qu'il s'agit là d'un postulat. À quoi nous répondrons que ce postulat se fonde sur l'expérience historique d'une part, qu'il jouit de l'autorité d'un nombre sans cesse croissant d'auteurs parmi lesquels des hommes aussi différents quant à leur idéologie générale que K. Marx, G. Gurvitch, M. Halbwachs, J. Lhomme, L. Mendieta, Simiand, M. Mougin, et bien d'autres.

Il n'est pas étonnant que Saint-Domingue, à l'instar d'autres colonies américaines aujourd'hui indépendantes, ait été depuis longtemps le théâtre de nouvelles formes de lutte qui ont marqué les structures économico-sociales de l'époque [16] actuelle. Nous n'entrerons pas dans les détails morphologiques ni dans les questions de terminologie pour nous demander si, au lieu de classes, il y aurait eu des castes, des états, des ordres ou des groupements d'affinités économiques. Tout ce que nous pouvons affirmer et prouver, c'est que, dans cette ancienne colonie française, se sont manifestées des entités dont les intérêts économiques, politiques, sociaux, culturels, ont été nettement opposés, et, avec la majorité des auteurs, nous opterons pour le terme « classe ».

Contrairement à ce qui se passe en Europe, la question de classes ou de groupes se pare d'une question de couleur. En effet, en Europe, la couleur au sens strict, n'a pas caractérisé les diverses classes ; mais l'ethnie a été longtemps, et en diverses régions, l'une des bases de la différenciation des classes. [[2]](#footnote-2)Ce qu'il y a lieu de faire apparaître ici, c'est la liaison des particularités ethnique, épidermique et sociale. D'où l'intérêt de ces précisions qui font d'Haïti un cas type.

Et pour bien comprendre le rôle que jouent la race et la couleur dans la formation des classes à Saint-Domingue, on doit se rappeler que cette colonie est née, comme les anciennes colonies américaines d'ailleurs, sous le signe de l'exploitation d'une race au détriment d'une autre. À Saint-Domingue et plus particulièrement à Haïti, la loi de la continuelle circulation des élites mise en lumière par Pareto n'affecte pas les traces de l'élément ethnique et épidermique. Les traits essentiels de la classe ne sont pas seulement économiques et culturels.

Ce sont ces conditions spécifiques du concept « classe » que Lucio Mendieta y Nunez a fait ressortir dans son ouvrage « *Théorie des Groupements sociaux »* : « La conclusion qui découle de ces considérations, c'est que les groupements sociaux n'ont pas tous la même nature et qu'ils ne présentent pas tous le même concours de circonstances ». [[3]](#footnote-3)

[17]

Louis Gumplowicz met en évidence le rôle de la lutte de races dans la formation des classes : « En répondant, écrit-il, aux conditions et aux origines historiques de cette division sociale et en les étudiant, nous trouvons partout, dans la composition ethnique, une hétérogénéité qui résulte de la domination primitivement exercée par une tribu étrangère, généralement sur les indigènes. La coïncidence des classes et des castes professionnelles, continue-t-il, avec les différences ethniques et raciales dans la population d'un État, provient de ce que, en égard uniquement à la division économico-politique du travail, il a été nécessaire d'organiser sous forme de contrainte la domination ». [[4]](#footnote-4) Et le même auteur va jusqu'à affirmer que « toute exploitation d'autres hommes, partout où elle a lieu, cherche toujours ses victimes hors de sa sphère synégétique ». [[5]](#footnote-5) Sans doute, à l'origine de toute société, apparaît une lutte d'ethnies. Lucio Mendieta y Nunez admet ce point de vue : « Au Mexique, les groupes indigènes organisés qui existaient à l'arrivée des conquérants espagnols, se trouvaient déjà divisés en classes sociales : la noblesse, le clergé, l'armée, les commerçants et le peuple composé de plébéiens et d'esclaves. Le grand choc racial entre Ibères et Indiens détruisit cette organisation et plaça dans les classes supérieures les conquérants espagnols et leurs descendants, et dans la classe inférieure l'indigène vaincu. Plus de cent ans après l'Indépendance, le destin ethnique subsiste dans les classes mexicaines puisqu'aujourd'hui comme au temps de la conquête, les aborigènes forment la classe inférieure. » [[6]](#footnote-6) Le phénomène se constate, remarque-t-il, aux États-Unis où, après la destruction des Indiens, les Blancs devaient assumer leur suprématie sur les Noirs. Si Mendieta y Nunez admet la théorie de Gumplowicz « à partir du moment où apparut la lutte entre groupes humains organisés », celle-ci perd de sa portée dans la société moderne. Sans doute la théorie de Gumplowicz est intéressante dans certains cas mais ne saurait être appliquée totalement à une société industrialisée. Elle est valable éventuellement pour les pays insuffisamment développés, [18] particulièrement de l'Amérique latine où vivent les descendants des races conquérantes et conquises et accidentelle­ment pour les États-Unis d'Amérique.

Nous constatons ainsi une lutte de classes sur laquelle vient se greffer une lutte de races, avec des variantes importantes et complexes, que fait naître le métissage. Ces deux constantes définissent le régime esclavagiste. Les Noirs sont en majorité esclaves ; la loi leur impose de travailler la terre des Blancs et des Métis sans aucune rémunération. Mais ceux-ci, en raison de leurs origines ancillaires, (ils sont fils de colons et d'esclaves noires), furent frappés d'une *Capitis diminutio :* les droits civils et politiques leur étaient formellement interdits, autant que certaines prérogatives sociales. La situation se complique du fait que deux groupes théoriquement opposés sont liés vis-à-vis d'un tiers par des intérêts au moins momentanément communs. Le Blanc et le Métis comme le Noir propriétaire n'avaient qu'un seul lien qui les unissait : l'esclavage. Ainsi, à Saint-Domingue, on rencontre alors une réduction des antagonismes à ceux de deux classes principales : la classe des esclaves et la classe des propriétaires d'esclaves.

Les propriétaires d'esclaves se subdivisent en deux groupes qui constituent une manière de castes : celle des Blancs et celle des Métis appartenant par ailleurs à une même classe, phénomène qui n'est surprenant qu'en apparence : « Sur la base d'une classe déterminée, fondée sur des rapports de production, peut s'élever, théoriquement et s'élève en fait, une superstructure de castes qui exprime les contradictions internes de cette classe. » [[7]](#footnote-7)Et apparaissent dans ces conditions, un parti noir et un parti métis. Le premier, révolutionnaire, le second, réformiste, réclamant l’égalité des droits avec le Blanc dans le cadre esclavagiste. Ce que veut seulement cette fraction de couleur de la classe des propriétaires d'esclaves, c'est de ne plus être opprimée civilement et politiquement à cause de ses origines africaines. Rien d'autre.

Que l'on ne pense pas que c'est à Saint-Domingue seulement que la question de race a influé sur la société : il y a [19] là un phénomène courant, même général. Le système des castes en Inde aurait eu pour cause la différence de races, peut-être de couleur, et on peut supposer que les classes inférieures comprennent les descendants des peuples conquis. [[8]](#footnote-8)Certains auteurs ont même admis qu'en Inde les castes doi­vent leur naissance à la volonté des conquérants aryens de préserver leur race de tout mélange. [[9]](#footnote-9)

Les mêmes analogies peuvent être relevées dans le système général des castes et même dans certains états américains où l'élite dirigeante appartient à la race des conquérants. Rien de paradoxal à ce que la question de couleur, séquelle du colonialisme, ait déterminé la formation des groupements sociaux, ou plus exactement des classes. Ce fut là l'une des causes apparentes de la guerre dénommée « guerre du Sud », prélude de l'Indépendance d'Haïti, entre Métis et Noirs ci-devant esclaves.

Dans un tel pays, la couleur devait être un indice de valeur et les prérogatives que confère l'épiderme blanc deviennent si évidentes que le « Mulâtre » s'interroge sur la cause de sa déchéance. Secrètement, naissait en lui une gêne pour tout ce qui rappelait ses origines africaines, et il était évident qu'à la longue, lui qui a été victime du préjugé des Blancs, eût des réactions contre tout ce qui rappelait l'Afrique. Ce­pendant, l'Afrique noire persistait en lui, élevé par sa mère noire qui ne manquait pas de lui révéler les traditions de ses ancêtres africains.

Ceux qui étaient presque blancs et qui s'efforçaient de traverser la ligne (phénomène qui se constate encore aux U.S.A.) vouaient au mépris leurs frères aux nuances plus sombres. Cette attitude vieille de trois siècles près n'a pas manqué d'avoir une influence néfaste sur la société haïtienne. C'est ainsi que le préjugé de couleur existe encore, enveloppant la notion de classe d'un contenu émotionnel. Il est vrai que ce préjugé n'est ni agressif ni virulent, et même inexistant en certains endroits ; le monde paysan haïtien est très peu sen­sibilisé par ce problème, de même certains secteurs de la dite classe moyenne. Il serait exagéré de comparer ce préjugé à la [20] ségrégation féroce qui se constate dans les états du Sud des U.S.A., en Afrique du Sud et même dans certains états latino-américains où les éléments noirs et indiens sont refoulés. En Haïti, le préjugé de couleur dérivé du préjugé de race est plus subtil et plus tolérant ; il est même une affaire économique et politique. Par accord tacite, Métis et Noirs se sont bien souvent alternés au pouvoir ; dans la formation des cabinets ministériels on a toujours tenu compte d'un « dosage » des représentants des deux groupements. Rien n'empêche que sur le plan individuel les relations les plus étroites existent entre Métis et Noirs mais, s'ils peuvent facile­ment être frères, ils acceptent difficilement d'être beaux-frères...

Karl Marx, dans son ouvrage du « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », s'est exprimé sur les circonstances spécifiques qui peuvent conditionner la question des classes dans un milieu donné : « Sur les différentes formes de propriété, sur les conditions sociales d'existence comme fondement s'élève une superstructure de sentiments diversifiés et caractéristiques, d'illusions, d'habitudes, de pensées et d'opinions sur la vie en général. La classe dans son ensemble les crée et les construit en partant de ses fondations matérielles et des relations sociales qui y correspondent. .. L'individu chez lequel ils s'épanouissent à travers la tradition et l'éducation, s'imagine qu'ils sont de véritables déterminants, l'origine réelle de son activité ». [[10]](#footnote-10)

Ainsi s'explique que la question de couleur ait du moins durci les rapports entre classes ou groupements sociaux à Saint-Domingue. Les colons s'en sont servis pour maintenir leurs privilèges contre les Métis et ceux-ci contre les Noirs : c'est à une tâche d'apaisement de ces rapports qu'à l'occasion de la Constitution de 1801 et jusque dans cette Constitution, Toussaint Louverture se livrera pour concilier tant d'anti­nomies.

Mais nous n'avons là que posé le problème dans ses élé­ments fondamentaux : la présence de ces groupes ethniques qui remplissaient toutes les conditions d'une lutte, mais en puissance seulement, ne suffisait pas, par elle-même, à établir [21] une véritable lutte. Certes, il est possible théoriquement que ces groupes ethniques demeurent sans antagonisme violent, en une opposition seulement larvée. Tel ne fut pas le cas de Saint-Domingue. Il nous reste à voir, maintenant, comment les classes et leur opposition fondamentale apparurent dans leur réalité vivante à Saint-Domingue. Et là, il nous faut remonter plus haut dans l'histoire.

[22]

[23]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre II

Formation des classes sociales  
et début de l’industrialisation  
à Saint-Domingue

[Retour à la table des matières](#tdm)

[24]

[25]

Pour se faire une idée convenable des luttes qui ont amené l'indépendance du deuxième état libre de l'Amérique, on doit se rappeler les circonstances dans lesquelles cette île devint une colonie française.

Aujourd'hui encore, et dans une sociologie du présent, on a peine à concevoir que quelques milliers de Noirs et de Métis aient pu proclamer dans un monde esclavagiste leur volonté de vivre libres et indépendants. Rappelons brièvement quelques faits historiquement établis qui permettront une meilleure compréhension de l'apparition des classes à Saint-Domingue.

Au début du XVIème siècle, un certain nombre de marins français, anglais, hollandais, s'étaient rendus maîtres de la mer des Caraïbes, en s'attaquant aux navires espagnols. À cette époque, l'Espagne entendait maintenir le monopole exclusif du commerce de ses possessions américaines. Après maintes luttes, ces aventuriers s'établirent, en 1625, sur l'île de la Tortue et sur la Côte Nord-Ouest de Saint-Domingue, dont la partie orientale était déjà aux mains des Espagnols depuis la découverte du Nouveau-Monde. De guerre lasse, ils se rangèrent sous la bannière de la Couronne française qui accorda à l'île une autonomie de fait. [[11]](#footnote-11)

Un des dirigeants des colons, au plus fort des luttes contre la métropole, rappela le pacte primitif dans une lettre au Gouverneur Peyrier, datée du 30 décembre 1789 : « Saint-Domingue est une belle et grande contrée dont les premiers propriétaires se sont attachés à la domination française par choix et inclination, sous la condition expresse de ne recevoir [26] aucune imposition que leur propre détermination ». [[12]](#footnote-12) Plus tard, un colon des Gonaïves, le sieur Cocherel, reprit dans son ouvrage *Aperçu de la Constitution de Saint-Domingue* la même thèse, en soutenant que ce pays ne pouvait être considéré comme une colonie puisqu'il n'avait jamais été conquis, mais comme une province franco-américaine ayant droit à un statut spécial.

Le fait est qu'au début de la colonisation, la partie française de l'île jouissait d'une entière autonomie que ne connaissait aucune colonie américaine. Les colons élisaient leurs propres représentants aux conseils de l'île qui pouvaient nommer des syndics, des receveurs, et des trésoriers pour la perception des taxes et qui avaient le droit de voter le budget de l'île, la création des nouvelles taxes.

La situation privilégiée dont jouissait la colonie à ses débuts cessa dès qu'elle connut le développement de la culture intensive de la canne à sucre, ce qui eut pour conséquence une très forte immigration blanche et noire. [[13]](#footnote-13)

Vers le milieu du XVIIème siècle, arrivèrent des paysans, des fils de marchands et d'officiers judiciaires originaires du Poitou, de l'Aunis, de la Saintonge. Pour payer leur voyage, ils s'engageaient à travailler pendant trois ans pour des colons. Ainsi se pratiquait déjà une sorte de servage, mais alors du Blanc par le Blanc, et qui ne fut que momentané puisqu'après le terme convenu, l'engagé devenait un colon.

À partir du XVIIIème siècle, la main-d'œuvre blanche arriva nombreuse à St-Domingue quand les sucreries, qui remplaçaient les petites entreprises d'indigoterie et de tabac, offrirent des gages sûrs et alléchants aux ouvriers du fer, du bois, aux maçons et aux chirurgiens. Ainsi, le système des « engagés » ne fut qu'une étape, répondant à une phase de développement de la colonie, antérieure à l'exploitation de la canne à sucre par grandes « habitations ». Debien, dans son ouvrage *Les engagés pour les Antilles,* a nettement exposé le rôle que joue le développement de la monoculture sucrière dans la disparition de cette catégorie [27] sociales appelée « engagés » ou « trente-six-mois » et la naissance de la classe des Noirs. Les « engagés », rapporte-t-il, suffisaient amplement pour assurer la culture du tabac, du coton, de l'indigo et même du cacao. Mais, à partir du moment où se développe la culture de la canne à sucre, où se fabriquent le sucre brut et le sucre raffiné, la colonie passe du stade agraire au stade industriel. Dès lors, il faut une main d'œuvre spécialisée, disciplinée, abondante, une série de tâches pénibles nécessitant une étroite surveillance. C'était donc là une révolution économique et sociale qui, dans la répartition du travail, allait bouleverser le cadre agricole de Saint-Domingue. Non seulement la main-d'œuvre était insuffisante pour les plantations de canne, mais un problème se posait aussi par suite de la rareté des ouvriers spécialisés dans les délicats travaux « de moulin, de cuite, de raffinage et de mise en fût ». On confia les tâches agricoles aux Noirs qui arrivaient d'Afrique et qui avaient une certaine expérience dans l'agriculture tropicale. Les Blancs, notamment les « engagés », s'occupèrent d'abord de la transformation de la canne. Ils furent par la suite en partie remplacés par des Métis et des Noirs créoles. [[14]](#footnote-14)

On voit la liaison de la répartition et de la division du travail d'une part, et de la différenciation ethnique d'autre part, encore qu'il arrivât que l'engagé, qui n'était pas spécialisé, n'eût aucun rôle à jouer dans le développement industriel du pays. Mais la plantation de canne à sucre, en devenant plus rationnelle, réclamait un nombre croissant d'ouvriers. Elle était devenue une entreprise fondée sur de gros capitaux et ne pouvait s'accommoder de la petite propriété en honneur à l'époque des plantations d'indigoterie et de tabac.

L'apparition de l'industrie sucrière porte donc un coup mortel à la petite propriété et rend le colon plus assoiffé de terre et de profits. Le temps n'était plus où il se contentait de quelques hectares de terre, de quelques esclaves et d'engagés. Il lui fallait de vastes superficies qui nécessitaient l'emploi de milliers de travailleurs. On comprend qu'à partir de 1760 les petites plantations aient complètement disparu et que la situation de l'engagé devînt tragique, jusqu'à sa dispa­rition complète. [[15]](#footnote-15)

[28]

Telles sont les bases des bouleversements économiques qui allaient transformer la physionomie sociale et politique de la colonisation. Sans le vouloir, les colons poussés par le souci du rendement maximum, allaient devenir les artisans de leur propre perte. Avec l'industrialisation des moyens de production, ou du moins son début, va naître la formation des classes qui, par leurs antagonismes et leurs luttes, seront à l'origine d'un des événements importants de l'Histoire moderne : « l'Indépendance de Saint-Domingue ».

[29]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre III

Les colons et l’indépendance  
de Saint-Domingue

[Retour à la table des matières](#tdm)

[30]

[31]

Bon nombre d'écrivains ont essayé de définir soit en historiens soit en sociologues ce qu'on pourrait appeler l'esprit des colons. Ce qui nous intéresse surtout ce n'est pas le récit des événements qu'ils ont mis en lumière mais plutôt leurs considérations sur l'idéologie des colons.

Ervin Rush dans *Die Revolution von St-Domingue* étudie l'histoire de la révolution dominguoise en fonction de ce qu'il appelle un « individualisme insulaire » [[16]](#footnote-16)

Les *Deux concepts de* l'indépendance [[17]](#footnote-17) de Saint-Victor Jean-Baptiste, servis par une documentation abondante, mettent en lumière les deux mouvements de l'indépendance : celui des colons et celui des esclaves. Les points de vue sociologiques donnent à l'ouvrage une valeur incontestable.

Placide David dans un style limpide et évocateur retrace l'origine de l'esprit d'indépendance des colons et l'explique par les conditions dans lesquelles le pays devint une colonie française. La première manifestation de cette tendance est ce qu'il appelle « l'esprit démocratique » ; il est regrettable que son étude s'arrête à la première période de la colonie. [[18]](#footnote-18)

Signalons l'article de M. L. Leclerc *La trahison des colons aristocrates de Saint-Domingue en 1793-1794*[[19]](#footnote-19) où l'auteur réfute la thèse selon laquelle la révolution des colons a été le contrecoup de la révolution de 1789. D'après lui, les colons, en faisant appel aux Anglais pour assurer l'indépendance, n'ont fait qu'obéir à leurs intérêts socio-économiques [32] plutôt que d'accepter la libération des Noirs et l'égalité des droits civils et politiques avec les Métis.

Mais l'étude qui nous semble la plus importante c'est *Esprit colon et esprit d'autonomie* de G. Debien. [[20]](#footnote-20) Il y relate les événements en analysant les idées et sentiments qui animent les démarches des colons. L'auteur démontre que les antagonismes entre les différents groupes sociaux sont présents dès l'origine de la colonie et deviennent profonds et virulents à partir du moment où la révolution de 1789 essaie de niveler les conditions sociales. Il atteint la question fondamentale quand il reconnaît que ce n'est même pas l'esprit d'indépendance qui porta les colons à trahir la France mais bien la crainte d'une guerre de couleur.

La lutte des colons pour l'indépendance se confond donc avec la lutte pour la protection et le maintien de leur suprématie raciale, d'où leur inquiétude croissante devant les mesures de plus en plus libérales émises par la métropole. Lorsque la Constituante, non satisfaite d'accorder aux Métis et aux Noirs propriétaires les droits égaux à ceux des Blancs, autorise de surcroît les esclaves à exprimer leurs doléances contre les gérants d'habitation, le mécontentement est à son comble chez les colons.

« Comment contenir les Nègres s'ils veulent acculer les Blancs ? Tout le lien d'obéissance est rompu... La confrontation d'un gérant avec ses Nègres est une absurdité. Croire aux accusations des Nègres c'est les élever contre les Blancs. Si l'ordonnance est maintenue, le sort du Nègre est préférable à celui d'un gérant, d'un procureur, même d'un propriétaire. Il faut connaître le pays pour sentir la justice de ce que j'avance. Plus je vais plus je vois que l'on veut affranchir les Nègres et mettre le Blanc sous le joug. » [[21]](#footnote-21)

Voulant endiguer l'insubordination croissante, l'autorité coloniale prit des mesures qui ne firent que l'aggraver. Oubliant alors leurs divergences d'intérêts les colons font l'unanimité sur les trois points suivants : refus des droits civils et politiques aux Métis et aux Noirs libres ; maintien de l'esclavage ; [33] autonomie commerciale de Saint-Domingue. La légitimité de cette dernière revendication s'appuyait sur une récente mesure du gouvernement colonial qui, à la suite d'une pénurie de farine, venait d'ouvrir les ports de l'île aux goélettes américaines. Par ailleurs, l'indépendance des États-Unis d'Amérique offrait un exemple encourageant aux autonomistes de l'île qui profitaient de toute occasion pour faire l'apologie de la souplesse du système colonial anglais. Le vote par la métropole de deux lois favorables aux Métis et aux Noirs libres aggrava la situation et ne fit qu'accélérer l'escalade vers l'indépendance. Ce fut la révolte armée. Dans une ultime tentative pour contrôler la rébellion des colons, le gouvernement fut contraint de faire appel aux Métis et aux Noirs. Le concours de ces deux groupements lui permit de maintenir un équilibre précaire jusqu'au sou­lèvement général des Noirs esclaves.

Pour reprendre la question initiale de la vocation des colons à l'indépendance, jusqu'à quel point voulaient-ils l'indépendance complète ? Tout laisse croire qu'au départ ils entendaient maintenir les liens avec la France tout en préservant la liberté de commerce, le maintien de l'esclavage et le statut politique des hommes de couleur. Dans le document appelé « Bases constitutionnelles » ils réclamaient somme toute un statut du type « Dominion » comme l'attestent les commentaires de Blin propriétaire à Saint-Domingue et député de Nantes : « Les colonies ne sont ni ne peuvent en aucune sorte être rangées dans la classe des provinces d'un même empire. Les colonies ne sont, je peux employer les termes comparatifs pour me faire entendre, ni des espèces de puissances alliées, de parties fédératives de la Nation ; on pourrait comparer les colonies à l'Irlande qui a sa législation particulière et un gouvernement qui sous le nom de vice-roi représente le chef du pouvoir exécutif quoique l'Irlande obéisse au même roi que l'Angleterre. [[22]](#footnote-22)

On ne saurait nier les revendications autonomistes des colons ; ils les ont manifestées très antérieurement même aux bouleversements politiques de la métropole. Il est un fait, comme le remarque Debien, qu'ils recherchaient au début [34] une indépendance commerciale vis-à-vis de la France, et une autonomie interne s'appuyant sur la protection de la France. F. Carteaux l'a formellement exprimé : « La colonie est trop éclairée sur ses intérêts pour ne pas sentir que la France est celle qui convient, celle sous laquelle elle sera plus heureuse, celle qui lui offre des avantages que n'ont jamais obtenus et dont ne jouissaient pas les autres colonies des Européens. Elle a d'ailleurs ses habitudes formées, ses relations établies ». [[23]](#footnote-23)

Mais, à partir du moment où les colons se sentent vraiment menacés dans le fondement de leurs intérêts, ils ont compris que la rupture avec la France révolutionnaire était plus que nécessaire. On ne peut pas affirmer qu'au début de la révolution française, les colons avaient déjà entrepris des démarches auprès de l'Angleterre. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils en avaient peut-être l'intention et que l'Angleterre a été pour eux une solution de rechange. D'ailleurs, rien ne relate de tels rapports. On doit cependant reconnaître que deux événements importants : le soulèvement des Métis et des Noirs libres, la révolte des esclaves, vont définitivement les jeter dans les bras des Anglais.

Dès lors, l'appel aux Anglais n'était qu'une tactique pour arriver à l'indépendance qui seule pouvait éviter une guerre de race. Les colons commencent à demander l'aide de Cuba, de la Jamaïque et des États-Unis pour mieux masquer l'appel direct aux Anglais qu'ils sollicitent dès la reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre.

C'est en vain qu'on soulève le problème de l'autonomie des premiers colons et de leurs descendants, et que l'on fait intervenir des facteurs économiques. Les Noirs demeurant esclaves et les Métis, citoyens de seconde zone, jamais les colons n'auraient trahi la Mère-Patrie. Devant la montée des classes de couleur et la politique libérale de la France, il ne leur restait qu'une seule issue : l'indépendance. Il fallait empêcher coûte que coûte l'émancipation des esclaves sur lesquels reposait l'économie de la colonie, empêcher que les Métis et quelques Noirs, détenteurs du tiers des biens de la [35] colonie n'accèdent aux droits politiques. Sur ces deux problèmes, ils ne pouvaient transiger. C'était pour eux une question vitale dans leur perspective de lutte et de prééminence raciales. Et leur appel aux Anglais qui est bien une réaction de classe, devenait alors compréhensible. L'on peut conclure que le refus de considérer comme égaux Métis et Noirs est le facteur social qui, en fin de compte, a déterminé le colon à choisir la rupture complète avec la France.

Aucun autre motif ne semble avoir été déterminant. L'indépendance pour l'indépendance ? Les colons n'en voulaient pas ; au début des troubles du moins, elle ne se présentait pas comme une nécessité absolue. La possibilité de commercer avec les autres nations n'entraînait pas une rupture avec la France, révolutionnaire ou non. On peut faire le tour de toutes les motivations possibles : ou elles ne représentaient que des prétextes, ou elles nous ramènent à la décision révolutionnaire de l'égalité des hommes de Saint-Domingue, imposée par la Convention.

La question ne manque pas de gravité : elle se présente immédiatement comme une option et un jugement de valeur. Entre l'appartenance nationale d'un peuple issu d'une métropole et la sauvegarde des intérêts matériels immédiats de ce peuple, qu'est-ce qui, en cas de crise et lorsqu'un choix est à faire, l'emporte ? L'Histoire la plus contemporaine comme la plus ancienne, semble affirmer la primauté donnée par toute fraction d'une nation vivant hors du territoire de cette nation, à la satisfaction de ses intérêts immédiats. Surtout lorsqu'à ces intérêts matériels s'ajoute une lutte de prestige entre les divers groupes sociaux, économiques et ethniques en présence. Mais, trêve momentanée de discussion de principe, quelle est l'attitude des Noirs esclaves dans ces mêmes circonstances, face à l'idée d'indépendance de l'Ile ?

[36]

[37]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre IV

La classe des Noirs  
et l’indépendance haïtienne

[Retour à la table des matières](#tdm)

[38]

[39]

Au moment de l'indépendance haïtienne, les Noirs forment la classe servile. Ils sont considérés comme des choses et leurs noms figurent dans les statistiques comme des biens meubles. La grande majorité travaillent dans les usines sucrières, les plantations agricoles, les autres aux diverses tâches domestiques.

Dès leur arrivée dans l'île, à l'époque espagnole, plusieurs refusèrent cet état de chose. Il y en avait qui se faisaient tuer, faute d'obéir aux injonctions de leurs maîtres ou qui se suicidaient dans des moments d'indignation ou de nostalgie. Quelques-uns se joignirent aux Caciques indiens Henry et Hatuey sur les hauteurs du Bahoruco (à la frontière haïtino-dominicaine d'aujourd'hui) et luttèrent à leurs côtés pour préserver les Tainos et les Arawaks [[24]](#footnote-24) de l'extermination dont ils étaient menacés. Du croisement du Noir et de l'Indien sortit le Zambo. Un peuple a disparu et un autre a pris la relève. La traite avec son cortège de misère, se développait à une grande échelle. Des côtes d'Afrique et de l'océan indien, furent importés à Saint-Domingue des Caplaous, des Soudanais, des Dahoméens, des Fanges, des Mandingues, des Haoussas, des Peuls, des Malgaches, etc., autant de variétés de Noirs qu'il y a d'ethnies africaines. Au début de l'industrialisation agraire de Saint-Domingue, les statistiques coloniales révélèrent que plus de 30,000 hommes arrivaient chaque année ; ainsi le Zambo disparut rapidement dans ces masses noires qui forment aujourd'hui l'élément dominant. [[25]](#footnote-25)

[40]

Notons que le sentiment de liberté demeura très puissant chez les Noirs. Mais au fur et à mesure que les exploitations sucrières se développaient et que les colons se montraient plus âpres au gain, la situation des esclaves ne fit qu'empirer. Ils étaient si atrocement brimés et asservis qu'ils vinrent à un état de passivité quasi bestiale. Quelques-uns, cependant, étaient moins mal traités : c'était les esclaves de quelques rares ateliers et habitations et généralement les Noirs domestiques. Leur situation privilégiée leur permit de prendre conscience de l'asservissement dans lequel étaient maintenus leurs frères qu'ils vont inciter à la révolte et à la vengeance en leur donnant l'espoir de la liberté. D'ailleurs, les chefs d'une révolution sont toujours ceux qui ont profité des avantages culturels, économiques ou autres du système qu'ils attaquent. C'est là un phénomène aussi commun qu'apparemment surprenant. Aucun avantage matériel ou culturel consenti à une partie d'une population colonisée n'est jamais suffisant pour rompre la solidarité de l'ensemble des éléments colonisés au profit des colonisateurs. Le seul moyen de maintenir un régime colonial serait le blocage de l'évolution des indigènes au niveau le plus bas sans que soit admise la moindre exception individuelle ou collective ; mais c'est une impossibilité ou un espoir toujours déçu.

Le soulèvement des esclaves, au mois de juin 1771, n'était que le prélude de l'insurrection générale d'août 1771, préparée de longue date par des chefs d'atelier, et des Noirs en rupture et d'esclavage. Les circonstances politiques ont contribué largement à la réussite de ce mouvement : elles avaient déterminé quelques Métis à faire cause commune avec les esclaves depuis que leurs leaders qui réclamaient l'égalité politique avec les Blancs avaient été effroyablement suppliciés. L'homme qui décida alors de conduire la révolution s'appelait Toussaint Louverture.

Qui donc est Toussaint Louverture ? Un Noir que la révolution a surpris dans l'esclavage à cinquante ans. Contrairement au sort de l'immense majorité de ses congénères, il avait joui d'une situation privilégiée. C'était un nègre domestique, qui n'avait jamais connu le fouet du « commandeur ». Son père, fils d'un roi africain, avait été fait prisonnier au cours d'un combat. Transporté à Saint-Domingue, il fut vendu à un colon qui l'apprécia beaucoup ; [41] il devint catholique, se maria avec une esclave dont il eut cinq enfants. Toussaint en fut l'aîné ; grâce à son parrain, un vieux Noir lettré du Cap, il apprit le français, le latin, le dessin. Il était donc au-dessus de l'esclave moyen et avait lu les *Commentaires de César* et *l'Histoire des Indes* de l'abbé Raynald. [[26]](#footnote-26) Comme la plupart des chefs de révolution, Toussaint Louverture avait tiré profit des avantages culturels d'un système dont il allait être le destructeur.

Quand éclata la révolution à Saint-Domingue, il était parmi les chefs noirs les mieux préparés à comprendre la trame des événements. Il avait en outre une autorité innée qui lui permettait d'exercer une forte emprise sur les masses serviles. Aussi observa-t-il attentivement les conflits qui déchiraient la colonie. Il sut tirer profit des oppositions entre Blancs et Métis ; en quelques années, il devint le chef incontesté des Noirs, transforma leur sentiment de vengeance en une prise de conscience et en fit la plus grande force de l'île. Nous avons là un des meilleurs exemples peut-être du passage de la masse au peuple, c'est-à-dire d'une collectivité ou d'une juxtaposition d'individus à une structuration de personnes. Double transformation individuelle et collective par l'appa­rition de la conscience sous ses deux formes : psychologique et morale.

Jamais carrière ne fut plus éclatante et ne prit tant de formes diverses. Tour à tour, Toussaint Louverture fut royaliste avec l'Espagne, républicain avec la France, et même allié des Anglais. *À travers toutes ces positions reflétant les contradictions de la réalité politique et sociale, il ne cherche que la libération de l'homme noir.* Les Français firent de lui un gouverneur général jusqu'au jour où il s'affirma pleinement en unifiant l'Ile et en jetant par la Constitution de 1801, les fondements de l'État haïtien.

Rien n'a échappé à la sagacité de ce forgeur de peuple. Les actes qu'il a posés au cours de son gouvernement indi­quent le plan d'une politique sociale admirablement conçue, devant conduire progressivement Saint-Domingue à l'indépendance complète. S'il reprend la conception des colons en ce qui a trait à l'autonomie de l'Ile, il pense que le nouvel état de [42] Saint-Domingue sera l'œuvre de tous les groupes ethniques. Dans cette perspective, il entendait préserver toutes les forces économiques, intellectuelles, techniques nécessaires à son développement politique. Une telle conception avait deux objectifs qui semblent opposés selon qu'il s'agissait des classes possédantes et des nouveaux libres. Et dans cette contradiction interne, il y a probablement à trouver la cause de l'échec momentané de Louverture.

Quant au colon, il fallait garantir ses droits et lui faire comprendre que l'autonomie qu'il avait rêvée dans les premiers temps de la colonisation pouvait se réaliser avec lui. C'est ce qui explique les mesures, favorables aux planteurs, détenteurs des richesses du pays pour les deux tiers. Malgré le refus formel de l'agent français Hédouville, il réunit les planteurs traîtres à leur patrie qui traînaient misérablement leur existence aux États-Unis et dans les îles avoisinantes et il les remit en possession de leurs biens séquestrés. Cette politique s'intégrait dans les exigences du moment et répondait à la volonté de Toussaint de préparer ses frères de race à jouir des bienfaits de l'indépendance : il fallait coûte que coûte utiliser les techniques des Blancs et faire en sorte qu'ils servent de trait d'union entre la nouvelle classe des Noirs ci-devant esclaves et la classe de propriétaires métis disciplinés et intellectuellement préparés.

D'anciens esclaves, capables et énergiques, furent placés à tous les postes nécessitant un contact avec le peuple : commandants de département, inspecteurs des cultures, officiers d'armée, dont les plus illustres furent Dessalines, qui a consolidé les bases de l'État haïtien, Belair, Christophe, Paul Louverture, etc ...

Quant aux masses récemment sorties de l'esclavage, Louverture les soumettait à un régime éducatif qui rappelle par certains côtés le servage. Cette sévérité se justifiait largement si l'on pense au mépris que les jeunes Noirs manifestaient à l'égard de la terre qu'ils quittaient pour aller grossir le nombre des parias qui végétaient dans les ports. Ce régime les contraignait au travail agricole. Toussaint rendit obligatoire l'enseignement primaire et créa des écoles dans les fermes. Les cérémonies du Vaudou qui donnaient lieu aux libations et aux danses jusqu'aux petites heures du matin furent interdites [43] excepté le samedi. Il s'agit là de mesures d'austérité nécessaires à une période de transition difficile. Grâce à cette fermeté, Saint-Domingue connut la période la plus prospère de son histoire. [[27]](#footnote-27)

Tout l'effort de son administration se concentra sur le système agraire où l'accent est mis sur la grande propriété. Les grandes lignes de sa conception politique se résument dans la Constitution de 1801 où sont définis les rapports des classes en présence. Comme on le verra, l'Acte de 1801 texte de compromis a été le point d'arrivée et de départ de luttes politiques et sociales ; l'un des moteurs de la réalité sociale sinon le moteur principal comme semble l'être par exemple la constitution mexicaine de 1857. Disons, si l'on veut, que les textes constitutionnels ont au moins permis aux peuples en mouvement de faire le point de leur situation au milieu de bouillonnements révolutionnaires, en même temps que de marquer une pause dans le mouvement social : le texte juridique, entre autres avantages et entre autres influences, permet de concrétiser les conquêtes de telle sorte qu'elles soient bien établies et d'autant plus difficiles à renier dans des moments de réaction politique et sociale, qu'elles ont été consignées dans un texte. On oublie trop souvent dans les rapports du droit et du fait social, le rôle conservatoire du texte juridique et l'influence du fait et non de l'idée — contenu dans la vieille formule : « verba volant, scripta manent » — sur les développements ultérieurs. Rôle conservatoire, mais conservatoire de quoi, en l'occurrence ? De la liaison entre fait racial et fait social, de l'interdépendance des groupes ethniques et des classes sociales. Rôle conservatoire aussi, de telles positions sur la liberté, sur la liaison entre la propriété et la liberté, de plusieurs autres données qui, au milieu des luttes pour l'indépendance et la liberté, auraient été à reconquérir sans cesse si elles n'avaient pas été mentionnées dans un texte.

Œuvre d'un réalisme objectif, cette Constitution marque l'évolution d'un peuple et son adaptation à la vie moderne. Elle vise à concilier les antagonismes et n'admet pas la dictature d'une classe au détriment d'une autre. Pour le colon, [44] le Métis et le Noir privilégié, elle n'est que la consolidation de leurs intérêts et leurs aspirations. Quant à cette niasse informe, récemment sortie de la servitude, elle lui reconnaît son droit à la liberté (avec des restrictions) et favorise son apprentissage de la vie de citoyen. Et depuis l'accession des Noirs aux plus hauts postes de l'administration et de l'armée, les anciens esclaves pouvaient nourrir les plus belles espérances. Une autorité forte, dénuée de sectarisme, marquée par l'austérité des mœurs telle était la solution indiquée alors. Cette politique était toutefois appelée à s'assouplir au fur et à mesure des progrès réels des citoyens ; mais elle réclamait une action continue et dirigée puisqu'il s'agissait de contrôler des groupes aux intérêts divergents que seules des mesures appropriées pouvaient, avec le temps, finir par concilier. On comprend dès lors que la Constitution de 1801 en vue de la pérennité d'une telle politique accorde à Louverture le titre de Gouverneur Général à vie. C'est là un acte réfléchi tendant à raffermir le régime naissant.

Au dessus des groupes sociaux profondément opposés il fallait un arbitre. Voilà pourquoi, dans cette étape particulièrement difficile que traverse Saint-Domingue, la Constitution de 1801 considère le Gouvernement français comme un pouvoir supérieur, dont Toussaint est le représentant, afin d'arriver à établir l'équilibre des forces sociales. C'est déjà le système de « Dominion » que, deux siècles plus tard, se rappelant sa défaite en Amérique du Nord, l'Angleterre mettra en application et que la France tentera de reprendre, sous des formes diverses, de nos jours pour la Communauté française. C'était déjà « l'indépendance dans l'interdépendance », formule qui était chère, en esprit au moins, aux hommes d'état français de la IVème République.

Cette Constitution étant l'expression réelle du jeu des classes en présence, *accorde la priorité à l'économique sur les problèmes politiques.* Ainsi, préconise-t-elle un régime agraire qui, s'il n'était pas le servage, le rappelait par certains côtés. [[28]](#footnote-28) La discipline est exigée dans les plantations avec tout ce [45] qu'elle pouvait comporter de sévérité, les moyens de répression corporelle étant même tolérés. Une telle politique devait fatalement être très mal acceptée des officiers de Louverture, qui, ne voyant pas assez loin dans la perspective politique, vont jusqu'à dire qu'elle avait été faite pour favoriser les planteurs. De là chez les nouveaux libres, un fort courant qui réclame la propriété du sol et le droit de travailler pour leur compte. Un des principaux officiers de Louverture, Moïse, en fut le leader, et édifia une conception d'indépendance qui diffère totalement de celle de son chef. [[29]](#footnote-29)Son plan politique sur l'avenir de Saint-Domingue que Dessalines se chargea de mettre en application, devait triompher en 1804 après une guerre meurtrière contre les forces expéditionnaires du Premier consul. Il est né de l'hostilité à ce *souci d'équilibre social que traduit la Constitution de 1801.* Moïse avait des idées arrêtées sur les rapports des différentes classes de l'ancienne colonie. Pour lui, l'antagonisme entre les colons et leurs anciens esclaves était si vivace qu'il était impossible à ces deux éléments de vivre sur un même sol et que tôt ou tard, l'un devait avoir raison de l'autre, position compréhensible mais qui revêt ce que l'on nommerait aujourd'hui une manière de « gauchisme » empreint de démagogie et dénué de perspective politique. *Il* *préconisa l'entente des anciens esclaves avec la classe des propriétaires métis.* Ces derniers, d'après Moïse, pour avoir été victimes de la morgue raciale des colons, et à cause des liens de sang qui les rattachaient aux Noirs, étaient suscep­tibles d'être à l'avant-garde de la révolution nationale qui s'annonçait déjà prometteuse. Alors que la Constitution éta­blissait la grande propriété (arrêté pris par Toussaint à cette époque, demandant aux notaires de ne laisser passer que la vente de cinquante « carreaux [[30]](#footnote-30)\* »), Moïse, partisan de la petite propriété, réclamait le partage des grandes plantations en lots aux cultivateurs, à la pensée que *la notion de propriété était liée à celle de la citoyenneté.* La propriété est à ses yeux un attribut essentiel de cette liberté nouvellement conquise. [46] Cette position de Moïse adoptée plus tard par Dessalines, pour extrême qu'elle paraisse, correspond à l'idée que la liberté, sans les moyens de la mettre en œuvre et d'en jouir, n'est que factice. La liberté de travailler, par exemple, correspond-elle au droit imprescriptible lui aussi, qu'a tout homme de trouver du travail ? Il en va de même pour toute idée de liberté : celle-ci doit-elle demeurer théorique en conservant un caractère illusoire ou devenir pratique en se retranchant dans le relatif ? En ce qui concerne le présent cas, il semble bien que la libération sans terre n'aurait amené qu'une liberté théorique ou une simple proclamation de liberté dans un statut économique qui n'aurait point différé de l'ancien. La fin du servage dans l'ancienne Russie tsariste sans réforme agraire immédiate, a maintenu entre les mains des seigneurs la plupart des « terres » dont ils étaient antérieurement propriétaires... Mais le moment était-il venu à Saint-Domingue, alors, de franchir par une liaison liberté-réforme agraire, un pas qui ne fut franchi, en Europe même, qu'au milieu du XXème siècle ? On peut expliquer la mauvaise administration des plantations placées sous la supervision de Moïse et le soulèvement des cultivateurs de la province du Nord qui se produisit justement après son passage dans cette région : deux cents colons furent massacrés et Moïse en fut rendu responsable. Traduit devant une Cour militaire pour rébellion, il fut condamné et exécuté le 24 novembre 1801. La mort de Moïse ébranla le régime ; la plupart des officiers indigènes devinrent ses adeptes. C'est dans ces circonstances difficiles que se trouva Louverture à la veille de l'expédition de Napoléon. En vain le vieux Noir essaya de s'attirer la bienveillance des propriétaires Métis, de menacer les colons pro-français d'extermination, de consolider ses rapports avec les Anglais ; c'en est fait du régime louverturien dont le Traité de Lunéville marque l'ébranlement. L'on comprend les hésitations de certains officiers de Louverture au débarquement des troupes de la métropole pour la conquête de la colonie. Louverture lui-même se trouvait dans un dilemme angoissant. Fallait-il repousser l'armée expéditionnaire ? Fallait-il la recevoir ? On ne peut pas dire qu'il fut pris au dépourvu, car depuis plus d'un an il était renseigné par ses espions étrangers comme par les journaux anglais, et savait que la France préparait une très forte expédition et que les chantiers de Brest en France, de Flessing en [47] Hollande, travaillaient à plein rendement. Il était difficile à Toussaint de faire face à cette formidable expédition ; de plus et surtout dès que son autorité fut menacée, tous les groupes aux intérêts divergents qu'il avait su maintenir se liguèrent alors contre lui pour les mêmes raisons qui les divisaient antérieurement. *L'habileté dont usa Louverture à leur égard dans la Constitution de 1801 n'était plus suffisante ; il est des contradictions que l'habileté, si grande soit-elle, n'arrive point à résoudre.*

On a accusé Toussaint d'avoir été grisé par l'entourage des Blancs, à qui il avait accordé une place de choix dans la cité ou pour mieux nous exprimer, une mission sociale, tandis qu'il traitait ses congénères avec hauteur. En somme, tous ceux qui par leur valeur pouvaient contribuer au développement de Saint-Domingue, recevaient son appui [[31]](#footnote-31)quelles que fussent leur pigmentation, leur situation sociale ou leur puissance économique. C'est une erreur de penser qu'il suffisait d'être blanc pour avoir ses faveurs. Ses inspecteurs d'agriculture n'épargnaient pas les gérants d'habitations blancs, métis ou noirs, qu'ils surprenaient en défaut. Et si vraiment il accordait des préférences à une race, la race blanche, on ne voit pas pourquoi Kerverseau [[32]](#footnote-32)dans son réquisitoire contre Toussaint au Gouvernement français a parlé de « relever dans la colonie la considération et l'influence de la couleur blanche si impolitiquement et si injustement avilie », et croyait nécessaire d'ajouter que « si l'on veut faire respecter le gouvernement blanc résidant en Europe, il faut considérer les Blancs dans la colonie à proportion de leur mérite personnel, ne pas les écarter des emplois civils et militaires, ne pas souffrir qu'ils puissent être impunément et injustement vexés et ne pas perpétuer, en le transposant, le préjugé de la peau par la préférence absurde que l'on a successivement prodigué jusqu'ici d'abord aux Rouges, ensuite aux Noirs ».

Ce texte fait ressortir que dans cette société où les races s'entrecroisent, la question de pigmentation est palpitante [48] et qu'elle a été sans cesse exploitée par un groupe dès qu'il s'est senti lésé dans ses intérêts : le racisme, avec sa charge affective, n'est-il pas rapidement propre à toutes les excitations sentimentales ? Autre témoignage : De Laujon qui fut membre du Conseil Supérieur de Port-au-Prince, et par conséquent assez qualifié pour brosser le tableau social de la colonie, constate que les Métis étaient hautement considérés par Louverture bien qu'ils fussent poursuivis pendant la guerre du Sud. Les Blancs au contraire, y vivent dans l'oppression et dans l'avilissement : « Leur nombre, dit-il, consistait beaucoup moins en propriétaires qu'en négociants. Toussaint avait avec soin écarté les premiers, ayant divisé les propriétés de la colonie entre les chefs noirs et mulâtres qui lui payaient une ferme très modique. Le peu de Blancs qui avaient été admis à ce partage, et dont plusieurs occupaient des places dans l'administration, formaient une classe privilégiée distinguée par lui à raison des services particuliers et de la protection qu'ils avaient trouvée auprès de ceux à qui il accordait toute sa confiance. Quelques anciens habitants étaient rentrés en possession de leurs habitations ». [[33]](#footnote-33)

Même sous l'angle religieux, quoique la religion catholique fût religion d'État, Louverture se heurta à la majorité du clergé métropolitain dont l'idéologie n'était pas compatible avec la sienne car s'il avait compris au départ, la nécessité d'évangéliser les Noirs, sa conception était en fonction de l'émancipation des Noirs. Si, en effet, la Constitution de 1801 (article 22) reconnaissait le catholicisme comme religion officielle de l'Ile, Toussaint n'avait pas gagné pour autant l'amitié des prêtres quoiqu'il y en eût très peu depuis son accession au pouvoir. Le Père Lecu, préfet apostolique, se trouvait en conflit ouvert avec lui. N'avait-il pas laissé le pays en 1790 pour y revenir en 1801 ?

C'est là la caractéristique des rapports généraux entre une religion d'État et le pouvoir dans les périodes intermédiaires. Le concept même de religion d'État appartient à une phase du pouvoir dans laquelle celui-ci est issu de la volonté divine. « Omni potestas a Deo ». En pareil cas, il n'y a pas — ou [49] peu — conflit, parce que le Pouvoir et l'Église forment un tout. C'est la phase où ces « deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur » — pour reprendre Victor Hugo — représentant l'Autorité sur une masse inerte, ne peuvent travailler l'une sans l'autre. Cette forme de pensée et cette attitude sont caractéristiques du Moyen-Age — en quelque temps et en quelque lieu que se situe celui-ci — bien plus que des temps modernes. Au cours de l'évolution de la pensée politique, la division des pouvoirs s'opère : le pouvoir temporel d'un côté, le pouvoir spirituel de l'autre. Et toute tentative de conciliation n'est que précaire, car le troisième élément, la masse inerte de la phase précédente, devient objet d'utilisation par l'un ou l'autre des pouvoirs. En même temps que cette « masse inerte » devient « peuple » politiquement actif, elle tend à s'agréger à l'un des pouvoirs, éventuellement aux deux. Il devient difficile alors au pouvoir spirituel de ne plus être, en fait, soumis au pouvoir temporel, tout en prétendant continuer à exercer son magistère suprême. « Religion officielle » remplace le terme « religion d'État », ce qui marque bien la protection et l'indépendance que veut l'État sur la religion et vis-à-vis d'elle. [[34]](#footnote-34)Il s'agit bien d'une inévitable transition entre la Société de forme primaire aux pouvoirs confus et syncrétiques d'une part, et la Société de forme secondaire aux pouvoirs en train de se différencier. [[35]](#footnote-35)

Ainsi donc, la Constitution de 1801, œuvre mémorable de la conception politique de Louverture, est *le reflet fidèle de cette Société en gestation.* [[36]](#footnote-36) Ne fixe-t-elle pas d'abord un rôle aux colons qui n'étaient pas favorables au retour des Français, en raison même de leur attitude d'hostilité à l'égard de leur patrie d'origine. Le nouvel état voulait utiliser leurs connaissances et expériences sans léser les Métis et les masses noires. Quant à ces dernières, il était dans ses vues de leur faire [50] faire l'apprentissage de la vie sociale auprès des deux autres groupes. La Constitution de 1801 n'est qu'une œuvre de compromis et une étape dans la course de Saint-Domingue à l'indépendance. L'État haïtien est né, et malgré les tentatives de reconquête de Napoléon, il sera en peu de temps confirmé par des actes ; ce sera là l'œuvre de Dessalines.

La proclamation officielle de l'indépendance (1804) restitue à Saint-Domingue son nom indien d'Haïti et établit que tous les Haïtiens à quelque race qu'ils appartiennent sont Noirs. [[37]](#footnote-37) Son négrisme n'a rien d'offensif ni de raciste puisqu'il inclut dans la nouvelle nationalité haïtienne les Polonais et les Allemands qui avaient fait défection à l'armée française et dont les descendants métissés vivent encore paisiblement dans certaines régions du pays. Ce régime n'est pas opposé à l'idéal louverturien ni même à la Constitution de 1801 qui admet les Blancs dans l'État qui venait d'être fondé.

Il faut souligner que l'idéologie dominante pendant le règne de Dessalines était celle des Métis [[38]](#footnote-38) qui prennent alors la tête du mouvement d'indépendance.

Si les Métis et les Noirs libres ont été dans les luttes antérieures favorables au maintien de la souveraineté française, ils ont, en revanche, été hostiles aux colons : c'est là un phénomène général chez les colonisés : accord avec la culture et l'idéologie du peuple résidant daris la métropole et opposition avec les représentants, dans la colonie, de ce même peuple. Les exemples en sont nombreux et quelques-uns d'une vivante actualité. Le massacre de quelques milliers de colons qui n'ont pas pu s'embarquer avec les forces expéditionnaires françaises allait être profitable aux Métis et Noirs libres qui voulaient évincer définitivement les Blancs des situations supérieures dans l'île.

Pour bien assurer sa suprématie, il aurait fallu que la classe des Métis devenue dirigeante, manifestât ses attaches avec les Noirs. Et elle ne le fit pas — ou si peu — ce qui devait demeurer le problème fondamental de la Nation « en train de se faire ». On trouve dans toute l'Amérique latine ce problème [51] de « la nation en train de se faire ». Certes, avec les proclamation d'indépendance du début du XIXème siècle, des États sont apparus. Mais point de Nations. Car si l'État peut apparaître rapidement au moins d'une manière formelle, il n'en est pas de même de la Nation qui, surtout lorsqu'il s'agit de différenciation ethnique dans un État, demande des générations pour aboutir à une unité nationale contre laquelle se dressent maints obstacles d'ordre socio-économique et d'ordre socioculturel. Mais, tout en refusant de s'assimiler aux Noirs, les Métis sont contraints d'admettre leur appartenance à la race noire et même de s'en prévaloir auprès de ces masses toutes les fois qu'il s'agit de s'opposer aux Blancs et d'obtenir un avantage politique et social. . .

Les colons représentaient-ils vraiment un danger pour Haïti ? N'avaient-ils pas accepté l'autorité de Louverture, N'avaient-ils pas été fonctionnaires dans son gouvernement ? On doit reconnaître que les Métis, de par leur fortune, leur éducation et leur importance dans l'État, étaient les concurrents éventuels des Blancs, qu'ils voulaient les évincer et empêcher que le parti noir au pouvoir ne pût s'en servir à leur désavantage.

Si l'on doit justifier leur massacre, il convient de reconnaître qu'il répondait surtout à des causes économiques plutôt que politiques. Ainsi les Métis et quelques Noirs propriétaires allaient devenir maîtres du pays, au détriment des masses noires qui venaient de verser leur sang pour l'indépendance. Dessalines, représentant de cette masse, ne tardera pas à être victime de cette situation politique.

Plus que jamais la conception de l'indépendance de Louverture est d'actualité ; certains prétendent qu'elle aurait donné à Haïti la physionomie des pays latino-américains dirigés par une élite espagnole. Comment ne pas insister, en effet, sur cette espèce de défection des lois géopolitiques, qui fait d'Haïti un état et une nation de forme spéciale ? Les Noirs nord-américains, cependant géographiquement bien proches de leurs congénères haïtiens, on sait ce qu'il en est advenu. Les Amérindiens ou les Noirs des pays latino-américains, eux aussi géographiquement et culturellement peu éloignés, se sont fondus dans le métissage qui allait donner le pouvoir aux descendants de l'élite espagnole. Ce dont il [52] faut tenir compte, c'est l'insularité d'Haïti, sa nature montagneuse qui ne facilitent pas le brassage des éléments ethniques.

Qu'est-il arrivé à Haïti après l'indépendance réalisée par Dessalines ? C'est, dans un sens, le même phénomène latino-américain, mais avec cette différence essentielle que la classe dirigeante haïtienne n'est pas blanche.

Haïti est à cet égard un état plurinational : [[39]](#footnote-39) d'une part, une classe d'hommes empruntant certaines formes de la culture occidentale, parlant le français et pratiquant le catholicisme, d'autre part, une masse grouillant dans la misère, ayant sa religion, son dialecte et son habitat propres. Le génie de Louverture lui avait permis d'entrevoir les obstacles auxquels devait se heurter le nouvel État. Ce qu'il a voulu tenter pour son peuple, d'autres le réalisent aujourd'hui. Dans son intuition, il confondait tous les propriétaires d'esclaves et il savait que tous ceux-ci, qu'ils fussent Blancs, Métis ou Noirs, étaient des ennemis de cette masse qui voulait accéder à la citoyenneté. [[40]](#footnote-40)

L'indépendance telle qu'elle s'est réalisée, n'a profité qu'à une classe, comme elle a été en Amérique latine favorable à la minorité espagnole. *L'indépendance politique n'est qu'un leurre si elle n'est pas justifiée par l'indépendance sociale, elle-même liée à l'indépendance économique.* L'indépendance haïtienne réalisée dans ces conditions n'a pas pu répondre à ses objectifs. *Seule une classe en a tiré les avantages.* L'élément noir n'a fait que changer de maîtres. Mais la question n'est que posée ici, à savoir si les Métis ou Affranchis avaient la vocation nationale ?

[53]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre V

Les Métis et l’indépendance  
de Saint-Domingue

[Retour à la table des matières](#tdm)

[54]

[55]

Peut-on dire que cette classe a eu une politique visant à l'autonomie de Saint-Domingue, en d'autres termes a-t-elle eu une vocation nationale ? Son comportement, du début de la révolution jusqu'à la deuxième phase de la Guerre d'indépendance, semble prouver nettement le contraire. Cependant il arrive dans une classe comme dans un groupe social qu'on rencontre une aile libérale qui n'est pas inféodée à l'idéologie du groupe et qui peut admettre un compromis. Le milieu et l'éducation de chacun, jouent un rôle important dans ce cas. C'est ainsi que l'on explique que certains officiers supérieurs de Toussaint Louverture furent des Métis et lui demeurèrent fidèles tels Vernet, Chancy, ainsi que Beauvais qui refusa de prendre part à la guerre civile du Sud. On peut avancer que dans cette société esclavagiste de Saint-Domingue les Affranchis, qu'ils fussent Métis ou Noirs, ont eu une attitude réformiste, ne réclamant que l'égalité politique et civile avec les colons. Propriétaires d'esclaves et détenteurs du tiers de la richesse de l'Ile, il était normal qu'ils fussent favorables au maintien de l'esclavage. Ils ne sont pas exploités comme les esclaves mais opprimés civilement et politiquement, non pas tellement à cause de leurs origines africaines, mais parce qu'ils sont des concurrents éventuels du colon et du moyen colon. Une fois de plus, les rapports de production sont déterminants d'un comportement. Pour bien se faire une idée du rôle réformiste qu'a joué ce groupement d'hommes, on doit le situer dans son contexte historique.

On sait déjà les conditions dans lesquelles apparut le Métis. Au début de la colonisation, le préjugé de race était inexistant à Saint-Domingue, étant donné que l'esclave noir vivait côte à côte avec l'engagé blanc et l'Indien. Les conditions [56] économiques et politiques de la IIème période de la colonisation seront à l'origine d'un changement, c'est-à-dire vers 1700, à l'époque où la colonie passe du stade agraire au stade industriel. Dès lors, les engagés, comme nous l'avons déjà remarqué, seront employés dans les raffineries de sucre et le sol sera uniquement cultivé par des Noirs ; le contact des races noire et blanche donnera naissance au Métis de Saint-Domingue. Mais, contrairement à ce qui se passa dans les colonies anglaises [[41]](#footnote-41), le métissage se fera entre le Blanc et la femme noire. Et, au plus fort des luttes qui mettront aux prises les deux races, ces liens persisteront. Ainsi est né le Métis. Quelque dur que pût être le colon, en général, il accordait la liberté à sa progéniture. C'était là un heureux événement qui faisait bénéficier la famille maternelle de certains avantages. L'affranchissement de la mère et même des oncles maternels était chose courante. Dans cette colonie où le colon comme le rapporte Pierre de Vaissière dans son *Saint-Domingue,* vivait entre un bol de « tafia » [[42]](#footnote-42) et sa concubine noire l'union entre les deux races n'était frappée d'aucune réprobation. L'édit de 1685 connu particulièrement sous le vocable de Code noir, prévoyait le mariage d'un Blanc et d'une esclave noire dont il avait des enfants et accordait les mêmes droits aux Blancs, aux Métis et aux Noirs libres. Alexandre Dumas père ne déclare-t-il pas dans ses Mémoires que son grand-père, le Marquis de la Pailleterie avait épousé en justes noces sa grand-mère, esclave noire, Cessette Dumas. [[43]](#footnote-43) Le développement des Métis se fit rapidement. En moins d'un siècle, ils étaient devenus une force sociale et économique considérable. La plupart manifestèrent un goût très élevé de l'épargne et acquirent une situation matérielle des plus enviables. Consommant les produits du pays, réglant leur vie sur des normes déterminées, « ils se portaient acquéreurs des plus belles propriétés qui étaient le refuge sûr des affranchis sans foyer et des esclaves en rupture de ban. Leurs enfants recevaient une éducation soignée en France. Dans ce pays (France), le préjugé de race n'était pas connu ». [[44]](#footnote-44) Jusqu'en [57] 1766, l'esclave qui en foulait le sol était considéré immédiatement libre. Dans l'armée métropolitaine, les Métis occupaient des postes importants et parvenaient aux plus hauts grades, tels Le Chevalier de Saint-Georges, originaire de la Martinique et le Général Alexandre Dumas, originaire de Saint-Domingue. Lebeau rapporte dans son livre *De la condition des gens de couleur* que, « sous l'ancien régime, on acceptait de jeunes mulâtres dans les corps réservés aux jeunes nobles et dans certains offices de la magistrature. Malheureusement, quand ils étaient de retour dans la colonie, on se faisait fort de leur rappeler leurs origines africaines. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux ne regagnaient plus la terre natale. « Imbus des idées révolutionnaires de l'époque, les Métis instruits étaient les plus grands ennemis de l'autorité coloniale ». [[45]](#footnote-45) Le *Saint-Domingue* de Pierre de Vaissière nous montre la position de « cette caste d'hommes qui seront les premiers à briser leur joug d'autant qu'ils seront riches, disciplinés et instruits ». La Révolution ne tardera pas en effet à les trouver en pleine agitation. Ils allaient transposer sur le plan dominguois des luttes sociales et politiques qui déchiraient la France. La plupart de ceux qui avaient étu­dié en Europe étaient particulièrement sensibilisés par les idées matérialistes et anticléricales de l'Encyclopédie. On comprend qu'André Rigaud, le leader du Parti des Affranchis, ait épousé les préjugés et les hostilités de la bourgeoisie française envers les prêtres et les émigrés, alors que Toussaint Louverture était resté foncièrement catholique, protégeant les prêtres et les colons qui étaient traîtres à leur patrie. Cette mentalité a prévalu au lendemain de l'indépendance dans la bourgeoisie haïtienne, héritière de l'idéologie des Affranchis. Tandis que Christophe, ancien esclave, fondait la monarchie dans le nord de l'Ile, le Métis Pétion créait la République avec un Parlement bicaméral et adoptait le Code Napoléon. En 1843 [[46]](#footnote-46), la bourgeoisie haïtienne a instauré le régime parlementaire en honneur en France à cette époque. Ce régime a donc été repris en 1880 où l'on vit se dessiner deux grands partis : le [58] Parti libéral et la Parti national. [[47]](#footnote-47) Peu importe la forme d'un gouvernement, mais ce qui vaut par-dessus tout, c'est le contenu révolutionnaire qu'il renferme, le but qu'il se propose d'atteindre. Toussaint Louverture, Dessalines, Christophe, Salnave, Geffard, pouvaient avoir un régime personnel, mais c'est un fait qu'ils étaient tous animés du désir de faire évoluer les ci-devant esclaves et, sous leur gouvernement, un changement notable s'était produit de ce côté-là. Pourtant, après cent soixante-six ans d'indépendance, les masses noires analphabètes arrivent difficilement à prendre part à la vie politique du pays.

On doit aussi reconnaître que, malgré quelques idées humanitaires, les Métis étaient restés esclavagistes autant que les colons. Toutes leurs démarches avaient un seul objectif : l'accession à la citoyenneté pleine et entière. « Pendant longtemps, ils considéreront comme un rêve impossible l'affranchissement des Noirs. » [[48]](#footnote-48) Nous ne pouvons entrer ici dans une analyse totale et détaillée de l'attitude des Métis dans l'ensemble du pays. Une telle analyse nous imposerait une enquête historique et sociale bien difficile à faire sur place, par suite du caractère incomplet des documents et plus encore impossible à réaliser ici. Nous aurons recours à un autre procédé, que d'aucuns qualifieront peut-être de facile, mais qui nous semble cependant plein d'enseignements : l'analyse de la correspondance, entre Vincent Ogé, Pinchinat, Rigaud, Lapointe, tous Métis, correspondance dont les textes comme les conditions dans lesquelles elle fut échangée, montrera la véritable pensée des Affranchis, la violence de leur opposition aux Noirs leurs tendances esclavagistes, leur égoïsme de caste et donc leur absence de vocation nationale et de vocation à faire de la population haïtienne — *tout entière* — une population libre, non seulement extérieurement, mais intérieurement. Le soulèvement d'Ogé et de Chavannes en 1791, confirme ce point de vue. Dans une note de protestation adressée à l'autorité coloniale, Vincent Ogé déclare : « Mes prétentions sont justes et j'espère que vous y aurez égard. Je ne ferai pas soulever les ateliers (esclaves) : ce [59] moyen est indigne de moi. Apprenez à apprécier le mérite d'un homme dont les intentions sont pures. Lorsque j'ai sollicité à l'Assemblée Nationale un décret *que j'ai obtenu en faveur des colons américains, connus anciennement sous l’épithète injurieuse de sang-métis, je n'ai pas compris dans mes relations, le sort des nègres qui vivent dans l'esclavage.* Vous et vos adversaires avez empoisonné mes démarches pour me faire démériter des gens honnêtes. Non, non, Messieurs, nous n'avons réclamé que pour une classe d'hommes libres qui étaient sous le joug de l'oppression depuis deux siècles ». [[49]](#footnote-49) Les Métis de l'Ouest, après avoir extorqué aux colons les droits civils et politiques, leur ont abandonné trois cents esclaves dénommés « Suisses » [[50]](#footnote-50) qui furent impitoyablement massacrés. André Rigaud lui-même se mit à la tête des troupes gouvernementales pour combattre la révolte des esclaves du Sud réfugiés dans les montagnes de la Hotte après la reconnaissance des droits civils et politiques aux Affranchis. Devenu maître incontesté de la Province du Sud, il fut le plus ferme soutien de la France républicaine. Et s'il arrive qu'entre 1794 et 1798, une fraction des Métis tourne ses regards vers l'Angleterre, c'est que la Convention avait aboli l'esclavage. Il convient de bien fixer la position des leaders de cette classe au lendemain d'un tel événement.

Dans le Sud, Rigaud acceptait comme un fait accompli la libération des esclaves bien que Louverture lui reprochât son comportement inhumain à l'égard des Blancs et des Noirs sous son commandement. Ce fut d'ailleurs l'un des prétextes qu'évoqua Louverture pour intenter contre Rigaud la guerre du Sud qui devait lui permettre d'éliminer tous les Métis pro-français. Pinchinat [[51]](#footnote-51), dans le Nord, Beauvais, dans l'Ouest, furent eux aussi des Métis favorables à la cause française. Grâce à leur énergie et leur bravoure, la partie sud de l'Ile fut sauvée des Anglais. Dans l'Artibonite, cette province qui [60] était rattachée au Nord, on vit apparaître un leader, Jean-Baptiste Lapointe. Son attitude traduit les sentiments ambivalents de cette classe ; complexe d'infériorité à l'égard du Blanc et aversion pour le Noir. Placide David nous donne le portrait de celui qu'il appelle le « Terroriste Lapointe » qui sera, suivant les circonstances, un ardent esclavagiste ou un égalitaire passionné. [[52]](#footnote-52)

Il est à remarquer que, jusqu'à l'abolition de l'esclavage, Lapointe n'avait jamais manifesté d'hostilité à l'égard des esclaves. Il s'était d'ailleurs servi de ceux-ci pour défendre les privilèges de sa classe. Mais, quand la Convention abolit l'esclavage, il fut pris de dépit et devint le plus grand adversaire des Noirs. On voit par cet exemple les antinomies irréductibles qui apparaissaient dans cette classe. Deux courants opposés donneront naissance à une aile libérale et à une autre, conservatrice. L'abolition de l'esclavage avait porté un coup considérable aux Métis. Les plus sectaires ne comprirent pas que la citoyenneté qu'ils venaient d'acquérir avait pour corollaire la liberté des Noirs et répondait à une orientation totalement nouvelle de la politique métropolitaine. Ce fut dans l'Artibonite que se manifestèrent les tendances les plus réactionnaires des Métis. Non contents de s'opposer aux mesures prises par Santhonax [[53]](#footnote-53) ils associèrent à leurs luttes les Blancs de cette province. Et, le 17 novembre 1793, ils adressèrent un acte de protestation à la France, qu'ils intitulèrent eux-mêmes *Résistance à l'oppression.* Dans ce document, aux dires de Madiou, colons et Métis vouent à l'exécration publique les représentants du gouvernement français, proclament que leur coalition ne vise qu'à s'opposer à la liberté générale des esclaves et considèrent comme un vol, un assassinat, l'abolition de l'esclavage qui risque de faire de Saint-Domingue « une terre peuplée d'Africains ». Les esclaves des hauteurs de Saint-Marc se soulevèrent et menacèrent d'égorger les colons, et particulièrement les Métis qui leur avaient été désignés comme hostiles à leur liberté. Dans [61] la Grand'Anse, l'on constate le même raidissement des Métis à l'égard des esclaves et, contrairement à ce qui se passait dans les autres provinces du pays, les colons y avaient reçu l'appui des esclaves pour combattre les Métis : on ne peut imaginer contradictions plus lourdes, confusion plus totale.

Pinchinat, le directeur politique des Affranchis, qu'à tort ou à raison on a rendu responsable du massacre des esclaves « suisses », exprime, dans une lettre adressée aux Métis de Saint-Marc, les oppositions qui déchirent cette caste et les grandes lignes politiques qu'elle doit suivre si elle veut assurer sa survivance. Malgré sa longueur, il faut citer ce document in extenso :

« Ne croyez pas, leur dit-il, en supposant que vous n'avez rien à craindre de la juste sévérité du Commissaire Civil qui, malgré l'outrage qu'il a reçu, a la générosité de vous pardonner, que vous saurez échapper à la vengeance des fils de la liberté que vous voulez maintenir dans l'esclavage ; leur indignation poursuivra sans cesse vous et votre race.

« La plus lâche, la plus odieuse conspiration vient d'éclater à Saint-Marc ; les scélérats et les lâches habitants de cette ville et des environs viennent de célébrer l'anniversaire de la rébellion dont ils s'étaient rendus coupables envers le Commissaire civil Polvérel. Semblables aux habitants de Jérémie et du Môle, ils se sont, comme eux, signalés par leurs forfaits, il ne leur reste plus qu'à se rendre aux Anglais et aux Espagnols ; c'est du sein de cette ville impie qu'on ose écrire au Commissaire civil Sonthonax qu'elle est peuplée de républicains de toutes les couleurs, et quel est celui qui ose le dire ? C'est un homme sur le patriotisme duquel on comptait qui, au lieu d'employer les moyens que la nature indique pour arrêter l'anarchie, voudrait plonger dans le précipice les vrais amis de la liberté en les rendant les instruments aveugles de l'humanité. Et dans quel temps ose-t-il dire que la ville de Saint-Marc est peuplée de toutes les couleurs ? Dans un temps où personne n'ignore l'attentat qui a été commis, dans un temps où, comme tout le monde le sait, le brave Lapointe, commandant militaire de l'Arcahaie, se transporta à Saint-Marc avec son détachement, fit parler les factieux et les conspirateurs, prit sous sa conduite le Commissaire civil, l'accompagne à l'Arcahaie d'où il s'est rendu par mer au Port républicain ; [62] dans un temps où la foudre, peut-être trop longtemps suspendue sur les têtes sacrilèges des habitants de Saint-Marc va éclater et les anéantir ; car ne croyez-vous pas, en supposant que vous n'ayez rien à craindre de la juste sévérité du Commissaire civil qui malgré l'outrage qu'il a reçu a la générosité de vous pardonner, que vous saurez échapper à la vengeance des fils de la liberté que vous voulez maintenir dans l'esclavage ; leur indignation poursuivra sans cesse vous et toute votre race. Oui, les légions républicaines sont constituées ; leurs armes doivent être employées à l'abolition de la tyrannie et à la destruction des tyrans ! Loin donc qu'elles aillent combattre ce que vous avez l'imprudence d'appeler la cupidité sans bornes des Africains, elles iront au contraire soutenir leurs justes prétentions et feront disparaître tous les vestiges de l'esclavage dans lequel vous vous efforcerez de les maintenir.

« Si vous êtes républicains, livrez ma lettre à l'impression ; faites-en répandre des exemplaires avec profusion, que chaque citoyen, sans distinction de rang et de couleur la lise et qu'il se pénètre des vérités qu'elle renferme ; et puis faites venir parmi vous ces Africains que vous avez outragés, montez en leur présence sur l'autel de la patrie, jurez en face de la nature que vous abjurez vos erreurs criminelles, et par un retour sincère et vertueux, méritez votre pardon ; c'est le seul parti qu'il vous reste à prendre. Envisagez surtout que c'est votre frère qui vous parle, lui qui, depuis le commencement de la révolution, n'a cessé de s'occuper de la défense de vos droits et de vos intérêts. Vous devez concevoir combien il m'en coûte de vous dire des vérités dures et choquantes, mais vous devez sentir aussi que vous m'avez affligé de la manière la plus cruelle ; je dirai plus, vous m'avez déshonoré. Oui, les larmes de désespoir me suffoquent. Je vous donnerai tout mon sang pour expier vos excès abominables.

Je suis prêt à vous tendre les bras si vous êtes justes, libres et reconnaissants ; mais je vous parle pour la dernière fois, si je trouve en vous des ingrats, des traîtres, des ennemis de la Révolution, de la Liberté, l'Egalité ».

Cette lettre traduit bien les divergences qui déchirent les Affranchis. À la longue, leur groupe se divisera : *d'un côté, un courant nettement anglophile qui sera dirigé par* [63] *Lapointe, d'un autre côté, un courant francophile dominé par le républicain André Rigaud.* Dans ces circonstances, Santhonax prit position en faveur des Noirs, la seule force susceptible de conserver la colonie à la France.

La politique de Lapointe avait rencontré celle de Vincent Ogé qui, ainsi qu'on l'a déjà mentionné, ne luttait que pour l'égalité civile et politique des Métis avec les Blancs et pour le maintien de l'esclavage. Ainsi donc Lapointe, devancé par les événements, fit cause commune avec les colons en livrant sa paroisse aux Anglais. Une lettre qu'il adressa à Rigaud et la réponse de celui-ci nous confirment les heurts qui ont existé entre les deux représentants les plus authentiques de l'idéologie des Affranchis. L'un est convaincu, comme tout propriétaire à Saint-Domingue, que l'esclavage est nécessaire à la prospérité de la colonie alors que l'autre, républicain ardent, accepte comme un fait accompli la libération des esclaves. Lapointe eut en l'occurrence le comportement et les agissements des royalistes. Après avoir rétabli l'esclavage dans sa paroisse, il soumit les Noirs à un régime de terreur rappelant les pires moments de la colonisation. « Jamais, dit Madiou, avant 1789, les esclaves n'avaient été aussi maltraités. Dans la légion d'York, les Noirs ne pouvaient atteindre qu'au grade de sous-officier. Lapointe était aussi impitoyable envers eux qu'à l'égard des colons et des émigrés français. Quand ces derniers lui fournissaient l'occasion de les frapper, il les immolait sans commisération. Les Anglais qui avaient besoin de son influence et de son courage lui pardonneraient tout ». [[54]](#footnote-54)

Cependant la situation de l'armée anglaise devint précaire par suite des pressions des troupes de Toussaint Louverture et d'André Rigaud. L'État major britannique chargea Lapointe d'entrer en contact avec ce dernier. Voici en quels termes Lapointe écrivit à Rigaud :

[64]

Arcahaie, le 12 juillet 1797

Au Général Rigaud  
Commandant de la Province du Sud

« La guerre que le Commissaire Santhonax allume contre vous doit vous convaincre de la perversité de ses projets et de la constante résolution de faire de Saint-Domingue le sépulcre de tout ce qui fut, avant la révolution, libre et propriétaire. Cet homme altéré de sang, après avoir anéanti ou pour mieux dire réduit à un tel point de nullité les Blancs qu'il n'a plus rien à craindre d'eux, appelle la vengeance des Nègres contre les hommes de couleur. Les malheureux Blancs qui se trouvent dans son parti, pour les y amener, il a dépeint à leurs yeux les hommes de couleur comme les destructeurs de Saint-Domingue : le perfide sait bien que c'est le contraire ; mais pour justifier ses atroces complots, il le répète sans cesse. Le gouvernement français feint de le croire ou le croit réellement. Il vous a mis hors la loi, et Santhonax avide de tout ce qui peut contribuer à faire couler un sang qui n'eut d'autre sort que celui de l'avoir écouté a déjà sonné le tocsin de la mort sur la tête de ceux qu'il appelle aujourd'hui les mulâtres. De grands préparatifs sont faits contre vous ; le nègre Toussaint, aidé des Blancs qui ont eu la lâcheté de se ranger sous sa bannière, emploie la vigilance la plus active pour s'ouvrir une communication dans le Sud. (Nous le gênons à la vérité, il faudrait pour cela nous forcer, et la chose n'est pas aisée). Je ne crois pas, quoiqu'en aient dit quelques-uns de ses partisans que j'ai été à même de voir ces jours derniers, que son projet soit de vous attaquer à force ouverte.

« Cet esclave est trop lâche pour l'entreprendre mais je suppose qu'il compte sur l'influence *que lui donne sa couleur* et le rôle qu'on lui fait jouer sur les noirs pour capter ceux de votre province. Alors, vous vous verrez réduit à périr de la main de ses satellites, devenus plus féroces à l'instigation des bourreaux qui arment leurs bras contre vous.

« Vous connaissez sans doute la proclamation de Santhonax par rapport à vous, vous aurez sans doute remarqué avec quelle barbare adresse il rappelle l'affaire des nègres de la Croix-des-Bouquets connus sous la dénomination de « Suisses » embarqués par Caradeux pour la baie des Moustiques.

[65]

« Attendez-vous à ce que ce monstre consomme ses forfaits. Attendez-vous à ce qu'il porte le dernier coup à la population libre, et que par son machiavélisme il soit *parvenu à faire de cette Ile superbe une nouvelle Guinée ;* la faction dont il est l'agent n'eut jamais d'autre but, et quoique ce terrible système soit changé en France, le cruel n'a pas renoncé à ses projets. Ouvrez, je vous en conjure, les yeux, promenez vos regards dans l'avenir et recourez à cette énergie qui sauva, vous et ceux que la fortune lie à votre sort du massacre et d'une prescription semblable à celle qu'il exerça contre les blancs lors de son premier voyage dans cette colonie.

« Nous touchons peut-être au moment où une paix générale rendue à l'Europe, réglera les destinées de Saint-Domingue. Ne serait-il pas flatteur pour vous d'avoir préservé les restes infortunés des hommes et des propriétés des lieux où vous commandez de la fureur dévastatrice des brigands qui ne connaissent que l'anarchie. Croyez que *quelle que soit la puissance destinée à posséder Saint-Domingue,* elle s'estimera heureuse d'y trouver un noyau d'une colonie contre laquelle tant de coups ont été dirigés.

« N'attendez pas que la guerre s'allume dans le lieu où vous commandez, vous en connaissez les ravages ; ils entraîneraient infailliblement la destruction de ce que vous avez conservé et le hideux en retomberait sur vous. Je ne vous propose aucun parti ; vous êtes grand, sage ; je vous envoie un ouvrage imprimé vers la fin de l'année dernière sous les yeux du Directoire français. Lisez-le avec attention ; cette lecture fixera votre opinion sur tout ce qui a trait à la colonie. Je désire que vos réflexions se rencontrent avec les miennes.

« Si vous êtes jaloux de répondre à mon ouverture, j'en serai enchanté. Cela pourrait vous mener sans compromettre votre honneur à quelque chose d'utile à la colonie. Je suis autorisé à cette démarche par mes chefs qui m'ont dit de l'entreprendre par le moyen de mes bâtiments armés. Vous pourrez correspondre avec moi par les barges de Léogane. Je ne vous indiquerai aucun moyen d'exécution. Peut-être ne les auriez-vous pas, mais ces bâtiments me les donnent. Celui qui protège le parlementaire chargé de la présenter reparaîtra dans cinq jours ; vous pourrez le renvoyer, votre loyauté m'est garante de sa sûreté.

[66]

« Faites tout pour la perfection de votre ouvrage, sa conservation ; ne souffrez pas qu'on le souille. Je ne puis m'étendre davantage, il suffit d'avoir commencé, continuez et si vous le désirez nous nous expliquerons autrement. »

(signé) J.B. Lapointe

Voici la réponse de Rigaud :

Aux Cayes, le 29 Messidor an V  
(le 17 juillet 1797) de la République française  
ne et indivisible.

« J'ai reçu avec autant de surprise que vous méritez de mépris la lettre que vous m'avez écrite, et mon étonnement s'est accru à chacune des lignes que j'en ai lues.

« D'abord j'ai cru que ce pouvait être l'aveu des crimes que vous avez commis envers votre Patrie et vos frères : je m'imaginais que, reconnaissant enfin la profondeur de l'abîme où vous vous êtes précipité, vous vouliez avant de subir le sort qui vous attend, transmettre à la postérité, par mon entreprise, le tableau des plaies que vous avez faites à l'humanité ; mon cœur s'ouvrait à la joie en vous croyant encore susceptible de remords... mais non ! vous persévérez dans le vice et vous osez proposer à un *républicain intègre* de vous imiter ! de sacrifier ainsi la gloire de vous avoir combattu, vous et vos maîtres, d'avoir constamment résisté à vos efforts réunis, à vos promesses et à vos menaces ! Et dans quel temps, mon Dieu ! saurez-vous tenir ce langage ! au moment même où la paix rendue à l'Europe, dites-vous, réglera les destinées de Saint-Domingue. Ces destinées peuvent-elles être incertaines ? et Lapointe peut-il se flatter d'en goûter le fruit ? La colonie française peut-elle appartenir à une autre puissance qu'à la République française ? et pouvez-vous espérer d'y finir paisiblement vos jours, après avoir abreuvé cette terre de sang innocent ? Est-ce vous qui prenez tant d'intérêts à mes camarades et à moi, vous qui avez fait égorger impitoyablement ceux qu'il était en votre pouvoir de sauver ? Vous qui auriez consommé, si vous l'aviez pu, la destruction de tous les hommes de couleur attachés à leur patrie ; avez-vous l'audace de vous montrer sensible aux malheurs dont vous les croyez menacés ?

[67]

« Si nous avons quelques différends avec les agents que le gouvernement français a envoyés dans la colonie, c'est à ce Gouvernement seul à en connaître. *Nous n'avons et nous ne voulons avoir d'autre appui que sa justice.*

« Si les Africains pour la liberté desquels j'ai combattu deviennent ingrats au point de méconnaître mes services, je n'en serai pas moins fidèle à ma patrie, pas moins attaché aux sublimes principes qui m'ont dirigé. Je trouverai au fond de mon cœur la douce consolation d'avoir embrassé une cause à laquelle la mienne est nécessairement liée et qui aurait été aussi la vôtre, si vous aviez connu vos intérêts ! Mais ils ne sont pas tous si injustes à mon égard, et l'affection de ceux qui me connaissent me venge bien de la haine qu'on a suggérée à ceux qui n'ont pas été à portée de m'apprécier. *Au reste, un républicain qui, pour le bonheur de son pays* sait affronter la mort dans les combats, doit-il la craindre de la part des factions de l'intérieur ? Et cette crainte doit-il le porter à trahir ses devoirs, à vivre dans l'ignominie plutôt qu'à mou­rir, s'il le faut, avec gloire et sans reproches ? Il n'est pas étonnant que vous m'avez envoyé un livre écrit par un colon et qui ne parle que de la nécessité de maintenir l'esclavage. La lecture que j'en ai faite n'a fait que me convaincre de la conformité des principes de l'auteur avec les vôtres et ceux de vos pareils.

« Je dois réprimer votre insolence et relever le ton méprisant avec lequel vous me parlez du Général français Toussaint Louverture.

« Il ne vous convient pas de le traiter de lâche, puisque vous avez toujours craint de vous mesurer avec lui, ni d'esclave parce qu'un républicain français ne peut pas être un esclave. Ces titres vous appartiennent parce que vous n'avez su combattre vos ennemis qu'avec les larmes de la perfidie, lorsqu'ils étaient sans défense, parce que vous servez les hommes dont vous ne pourrez jamais devenir l'égal, que vous travaillez en les servant à maintenir l'esclavage. Toussaint, au contraire, combat sous les drapeaux de la liberté pour affranchir les hommes que vous asservissez. Sa qualité de nègre ne met aucune différence entre lui et ses concitoyens, sous l'empire d'une Constitution qui n'établit pas les dignités sur les nuances de l'épiderme. Lorsque vous aurez pris [68] connaissance de mes sentiments par la lecture de la présente, vous serez sans doute convaincu que mon honneur serait gravement compromis si j'avais une plus longue correspondance avec vous. Je ne réponds à votre ouverture que pour vous payer le juste tribut d'indignation que votre conduite liberticide et sanguinaire vous attire de la part de tous les hommes sensibles. Chargé de si grands forfaits, il ne vous reste plus d'honneur : vos chefs ont si bien senti cette vérité, qu'après vous avoir envoyé des propositions anonymes, ils vous ont chargé de m'en faire désigner, comme n'ayant pas d'honneur à compromettre. Mais moi qui suis jaloux de conserver le mien, je ne puis plus longtemps m'entretenir avec un traître. Vos envoyés ne méritent pas plus d'égards que vous, car ce sont aussi des Français rebelles à leur patrie, et exposés à toutes les rigueurs de ses lois. Ils ne peuvent être considérés comme parlementaires, étant chargés d'une mission contraire à toutes les lois de la guerre. Ce ne serait donc pas manquer de loyauté que de les retenir, et je ne les renvoie que pour vous faire parvenir ma réponse. » [[55]](#footnote-55)

(signé) A. Rigaud

Ces deux lettres confirment les oppositions qui au lendemain de l'abolition de l'esclavage ont existé au sein même de la classe des Affranchis. Elles nous montrent l'importance considérable que prend la question de couleur. Les idées de Lapointe traduisent les préjugés de caste d'un secteur très important des Métis. En faisant appel aux Anglais, il savait que ceux-ci étaient partisans du rétablissement de l'esclavage sans se rappeler qu'ils n'admettaient point l'égalité civile et politique pour les Métis. Il n'est pas étonnant que Lapointe, *fils de Métis et de négresse esclave,* ait manifesté une si grande aversion pour Toussaint Louverture et pour l'Afrique. Son comportement répond aux normes de cette société esclavagiste.

La position de Rigaud est plus nuancée. Républicain il ne saurait être esclavagiste. Et toute attitude qu'il aurait prise contre l'esclavage irait à l'encontre de la politique de la République. S'il admet l'abolition de l'esclavage comme [69] un fait accompli, il n'est pas moins vrai qu'il s'estime qualifié pour occuper la première place dans la nouvelle Cité.

Les événements se dérouleront comme Lapointe l'avait prévu. A la guerre contre les Anglais succède la guerre du Sud qui mit aux prises Noirs et Métis et qui fut le prélude de la guerre de l'indépendance haïtienne. Le massacre de Métis guadeloupéens qui s'étaient révoltés contre les forces françaises, la déportation de plusieurs leaders métis de Saint-Domingue vont les amener à changer d'attitude envers les Noirs ci-devant esclaves.

Seules les circonstances avaient donné à ces hommes une vocation nationale, liée à ces circonstances, et donc momentanée : mais si elle est momentanée et liée aux circonstances politiques et économiques, une pareille « vocation » est-elle véritable ? Évidemment non. Cette « vocation » pouvait-on d'ailleurs l'exiger des Affranchis et y a-t-il lieu de s'étonner de son absence chez eux ? Absolument pas : leur attitude ne pouvait être que réformiste.

Elle n'était et ne pouvait être que l'attitude normale, nécessaire à leur survie, celle des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie. Classes moyennes et petite bourgeoisie n'ont aucun véritable intérêt à se lier fondamentalement au prolétariat. Elles ne peuvent se lier à celui-ci qu'à certains moments de l'Histoire, de l'évolution économique, et surtout de *leur* Histoire et de *leur* évolution économique.

Or, les Métis et quelques Noirs propriétaires, dans Haïti d'alors, et peut-être encore aujourd'hui, représentaient bien les classes moyennes, formaient l'essentiel de ce que l'on nomme aujourd'hui la petite bourgeoisie. Ce n'est pas par idéologie politique que nous classons ainsi les Affranchis, mais bien comme conséquence d'une évidence. Au-dessus d'eux, manière de haute bourgeoisie ou d'aristocratie, les colons ; au-dessous d'eux, manière de prolétariat, les esclaves. Au centre de cette pyramide raciale, les Affranchis. On ne voit pas où, économiquement et socialement, ils pourraient, d'ailleurs, être situés. Certes, les relations ethniques, la pigmentation de leur épiderme pourraient tendre à les relier aux Esclaves noirs, et une vue superficielle de la situation pourrait créer un étonnement en face de leur absence de solidarité avec leurs congénères ou quasi-congénères au [70] sens strict et racial des termes. Mais seulement une vue superficielle pourrait faire commettre cette erreur. Et surtout une fausse utilisation de préjugé de race. *En face des relations de production, il ne peut y avoir de solidarité ethnique.* Et les relations de production liaient la mentalité des Métis et des Noirs propriétaires aux manières de voir, aux habitudes de penser, aux attitudes politiques caractéristiques des colons, même si ceux-ci étaient amenés à abandonner momentanément et d'une manière essentiellement tactique, ces manières de voir, ces habitudes de pensée, ces attitudes politiques traditionnelles à leur situation économique. Qui possédait les moyens et les instruments de production ? Colons et Affranchis. Qui ne possédait ni moyens ni instruments de production, mieux qui *étaient,* entre les mains d'autrui, ces moyens et ces instruments de production ? Les esclaves noirs. La cause était entendue d'avance...

Nous avons posé la question de la vocation nationale des Affranchis par simple souci de probité intellectuelle et parce que dans notre recherche de la vocation nationale et libératrice de toutes les classes, de toutes les castes en Haïti, nous ne pouvions ne pas aborder la question en rapport avec les Affranchis. Mais, en réalité, après examen, comme pour nous avant cet examen, ce problème n'était et ne demeure qu'un faux problème. Aucune des conditions objectives sus­ceptibles de créer cette vocation à l'indépendance nationale et à la libération sociale de l'ensemble de la population haïtienne n'était présente dans la situation même des Affranchis. Que quelques-unes aient pu en donner l'illusion, que quelques autres aient joué, comme un pari, la vocation nationale, que certains, en se trompant eux-mêmes, aient, au pouvoir, adopté cette attitude, certes. Mais ce n'est là que réaction subjective et donc momentanée et partielle, puisque les conditions objectives d'une telle vocation — la possession de moyens et d'instruments de production — leur faisait une obligation de se dresser contre les esclaves. Il faudra, pour que s'opère un rapprochement des classes de couleur — et nous disons bien rapprochement avec ce que ce terme contient d'instabilité — un élément extérieur objectif, l'expédition française.

[71]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre VI

L’expédition Française  
et la prise de conscience  
de la nation Haïtienne

[Retour à la table des matières](#tdm)

[72]

[73]

L'expédition française fut une reconquête mais, si contra­dictoire que cela puisse paraître, celle-ci souligna davantage la solidité de l'organisation de Saint-Domingue et montra combien étaient structurées les bases de l'État que venait de fonder Toussaint Louverture. D'aucuns allèguent les hésitations de l'armée indigène sur un plan d'attaque contre les Français, et les trahisons tant des civils que des militaires dans l'entourage de Toussaint, pour montrer que son œuvre ne fut qu'une faillite. En réalité, ces hésitations, ces trahisons inhérentes à tout système social, ne sauraient provenir d'une faille de l'organisation politique : l'œuvre de Toussaint eût été une faillite si elle n'eût concerné qu'une fraction du peuple. Or, bien au contraire, ce fut une œuvre d'unité : il n'eut pas affaire au soulèvement d'une minorité mais à une massive expédition étrangère qui fut l'épreuve de sa solidité.

C'est qu'en effet, Louverture est l'homme qui symbolise la Révolution et concrétise en l'unifiant le large courant d'autonomie et de liberté qui, durant deux siècles, avait animé colons, affranchis et bon nombre d'esclaves : il exploite toutes les passions et les dirige vers un but déterminé, exprimé par la Constitution de 1801. L'État qu'il propose — celui qui doit se réaliser avec le plus d'avantages et le moins d'inconvénients possibles répond aux intérêts de tous : Colons, Métis, Noirs, et aussi à ceux du Gouvernement français. Toussaint Louverture n'est ni un fanatique ni un illuminé que l'ascension au pouvoir eût pu détourner de la mission qu'il s'était assignée. Mais son sens de la mesure, sa connaissance de la complexité des problèmes de l'île, l'élévation de ses vues, son impartialité, lui font comprendre que, tout en dirigeant le pays vers l'indépendance, il devait ménager les susceptibilités de la France et son amour-propre, et que le nouvel État ne pouvait encore évoluer sans elle. Si la Constitution de 1801 reconnaît Saint-Domingue [74] comme partie intégrante du territoire français, ce n'est absolument ni une tactique ni une concession, c'est tout cela à la fois : en effet, l'autonomie de l'île n'entraînait pas une rupture brutale avec la métropole et Saint-Domingue, devenue indépendante, serait restée attachée à la grande famille qu'on aurait appelée aujourd'hui une « Fédération Française », une sorte de Commonwealth français. La question est de savoir les mobiles qui ont poussé Napoléon à refuser cette entente que lui proposait Toussaint Louverture et à faire contre Haïti une expédition militaire et une guerre d'extermination.

L'indépendance de Saint-Domingue apparaissait d'abord comme une menace à l'impérialisme occidental (et Napoléon ne manquera pas de se servir de cet argument). De plus, une des principales conquêtes de la Constitution de 1801 fut la liberté du commerce qu'avaient d'ailleurs toujours rêvée les colons. Or, étant donné que le commerce avec Haïti était la principale source des revenus coloniaux français, et que ce commerce (de français à français) reposait sur l'esclavage, les raisons d'une reconquête s'imposaient facilement.

Il est bon d'évoquer la situation économique de Saint-Domingue de la première période de la colonisation proprement dite jusqu'à l'administration de Louverture. Elle nous permettra de comprendre le développement d'une colonie qui représentait les 2/3 du commerce métropolitain et les avantages qu'il en résultait. En 1720, Saint-Domingue produisait 21,000,000 de livres de sucre brut, 1,000,000 livres d'indigo, 1,900,000 livres de sucre terré. En 1737, on planta le coton et le café, un peu plus tard, le cacao. En 1775, Saint-Domingue exporta sur 353 navires des denrées pour une somme totale de 94,162,178 francs. La culture de la canne à sucre avait pris une extension de plus en plus considérable. Saint-Domingue possédait 385 sucreries de sucre brut et 263 de sucre terré et 2,587 indigoteries. Les plantations étaient divisées en deux catégories : plantations de denrées d'exportation, et plantations de denrées vivrières, servant à l'alimentation. Le cheptel était réparti entre les chiffres suivants : 15,958 chevaux et mules, 79,204 bêtes à cornes. Les statistiques de Barbé de Marbois, intendant de Saint-Domingue à cette époque, nous donnent des renseignements sur le mouvement [75] des affaires de la colonie avec la France. En 1788, 600 navires avaient laissé l'Ile transportant 249,000,000 de livres de sucre, de coton, de café et d'indigo. Cette prospérité n'avait fait qu'accroître durant l'administration de Louverture, s'il faut en croire les statistiques de Idlenger, Directeur des domaines et des douanes sous son administration.

En 1800, année où l'Ile a connu une prospérité qu'elle n'a plus jamais atteinte, les recettes des douanes s'élevaient à 400,000,000 de francs-or, valeur qui n'a jamais été dépassée. L'administration de Louverture avait produit des effets heureux sur un pays qui venait de connaître plus de dix années de trouble ; il en avait augmenté les revenus de 2/3 de ce qu'ils étaient auparavant. Ces chiffres sont plus éloquents que les considérations qu'on pourrait émettre sur cet homme extraordinaire.

Saint-Domingue représentait donc les deux tiers des 200,000,000 de francs de denrées que la France retirait de son commerce colonial. En 1789, le sucre, le café, le coton, l'indigo produisaient à la France une valeur de 250,000,000. Elle en consommait 100,000,000 et elle en vendait à l'Europe sous forme de sucre raffiné 150,000,000 de francs-or. Ce commerce provoquait un afflux de piastres espagnols, le dollar du temps ! En 1802, la guerre avec l'Angleterre d'une part, et d'autre part, l'Indépendance d'Haïti, l'avaient privée de cette richesse et la France se voyait réduite à acheter les produits tropicaux à la Hollande, à l'Amérique, à Gênes, donnant en retour des produits manufacturés insuffisants à cause du manque de développement de son industrie. Des murmures parvenaient de la part du peuple jusqu'à l'homme qui tenait les rênes de l'Europe ; ceci était aggravé par le mécontentement de la bourgeoisie maritime détentrice du commerce colonial : le prix de revient augmentant de jour en jour, il fallait hausser le prix de vente, ce qui provoquait mévente et crise ; l'activité des raffineries et des industries qui s'y rattachaient était considérablement ralentie ; les industries étaient obligées de renvoyer les ouvriers. Les Colons propriétaires résidant en France désiraient reprendre le contrôle de leurs biens comme dans l'ancien ordre des choses. Les Métis eux-mêmes, vaincus par Louverture, et réfugiés en France, demandaient aussi une expédition dans l'espoir qu'elle [76] chasserait Toussaint Louverture et leur redonnerait leur ancienne prospérité.

En somme, partout en France, l'opinion était favorable à la reconquête de Saint-Domingue, d'autant que les « vétérans » des guerres d'Espagne, d'Égypte, demandaient d'autres champs de bataille et de conquête. Un historien du temps nous donne une idée de la situation : « Partout l'on répétait que, du moment « que nous aurions repris Saint-Domingue, nous serions assurés de ne plus manquer de produits tropicaux, le sucre et le café dont la consommation augmentait de plus en plus ». Nous avions de nombreuses troupes disponibles, et quantité d'officiers, déjà fatigués des loisirs de la paix demandaient à faire partie du corps expéditionnaire, afin de se procurer des titres à l'avancement. Plusieurs d'entre eux espéraient pouvoir trouver à Saint-Domingue l'occasion de pouvoir épouser quelque veuve ou fille de riche colon et finir leurs jours en menant l'existence plus ou moins opulente de planteur. Les hommes de couleur réfugiés en France depuis la victoire de Toussaint demandaient l'expédition avec ins­tance. L'expédition était réclamée par l'opinion publique et jamais une entreprise n'eut lieu avec un assentiment aussi unanime que celui qu'elle rencontra dans le pays. »

Ces raisons économiques allaient rencontrer le rêve de Napoléon de créer un empire français de l'Amérique qui engloberait la riche vallée du Mississipi, la Nouvelle Orléans, les Antilles, et même le Canada ; de jeter les bases, avec les colonies espagnoles de l'Amérique Centrale, d'un empire latin des Antilles, qui contrebalancerait non seulement l'influence anglaise en cette partie du monde, mais aussi la puissance naissante des États-Unis qui avaient déjà pris pied à Saint-Domingue et que certains considéraient, dès ce moment-là, comme une menace pour l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud. Certains allèguent que c'est par dépit que les Anglais, n'ayant pu l'emporter sur les Français à Saint-Domingue, n'ont pas empêché l'expédition française. Il faut voir de préférence la situation économique de l'Angleterre à la paix d'Amiens, ruinée par la guerre entreprise par Napoléon, son désir de trouver des débouchés, car sa révolution industrielle était en plein essor. Napoléon exploitera ces besoins en lui faisant comprendre qu'il fallait détruire, étouffer dans ses germes, [77] le nouvel état noir de Saint-Domingue dont l'existence serait une menace pour les possessions européennes de cette partie du Nouveau-Monde. C'est là, semble-t-il, la raison profonde de cette expédition. En effet, dans une dépêche du 22 Brumaire, an X (13 Novembre 1801) adressée à Talleyrand, Napoléon nous dévoile ses pensées : (6.7 8.9) :

« Que si j'étais obligé de renvoyer l'expédition à une autre année, je serais obligé de reconnaître Toussaint, de renoncer à Saint-Domingue et d'y constituer des noirs français ; ce qui sans doute ne serait point une spéculation d'argent mais serait bien avantageux à la République sous le point de vue de la puissance militaire.

« Que *dans le parti que j'ai pris d'anéantir les noirs à Saint-Domingue, j'étais moins guidé par des considérations de commerce et de finance que par la nécessité d'étouffer dans toutes les parties du monde toute espèce de germe, d'inquiétude et de trouble ;* mais qu'il n'a pas pu m'échapper que Saint-Domingue reconquis par les blancs serait pendant bien des années un point faible qui aurait besoin de l'appui de la paix de la métropole.

« Que la liberté des Noirs reconnue à Saint-Domingue et légitimée par le gouvernement serait dans tous les temps un point d'appui pour la République dans le Nouveau Monde. Qu'un des principaux bienfaits de la paix dans l'époque actuelle pour l'Angleterre, était d'être conclue dans un temps où le Gouvernement Français n'avait pas encore reconnu l'organisation de Saint-Domingue et dès lors le pouvoir des Noirs, et que, dans ce cas, le spectre du nouveau monde serait tôt ou tard tombé aux mains des Noirs ; que la secousse qui en résulterait pour l'Angleterre est incalculable tandis que la secousse de l'empire des noirs relativement à la France serait confondue avec celle de la Révolution. »

Dans une dépêche précédente du 30 Octobre 1801 (n° 5.945), le Premier Consul dit au sujet de Saint-Domingue : « *l'intérêt de la civilisation était de détruire* la Nouvelle Alger qui s'organiserait au milieu de l'Amérique ». Sans nul doute, Napoléon fait allusion à la piraterie qui s'exerçait sur la côte Sud de Saint-Domingue, au grand détriment du commerce et surtout du commerce anglais. On voit clairement que ces considérations économiques passent au [78] second plan par rapport aux préoccupations raciales. Bien que Napoléon reconnût l'avantage d'une entente cordiale avec les Noirs, ses arguments, qui sont ceux d'une puissance colonialiste, suffisaient à convaincre l'Angleterre, autre puissance colonialiste et qui avait des intérêts dans cette même partie du monde. Ce sont là peut-être de simples arguments diplomatiques derrière lesquels se cachaient des intérêts plus pressants d'une bourgeoisie assoiffée de profit, hostile à toute idée de compromis à Saint-Domingue. Napoléon ne sous-estimait pas, d'ailleurs, le danger auquel il allait exposer des milliers de vies françaises, non moins que le parti qu'il pourrait tirer du gouvernement de Louverture qui, par la Charte de 1801, avait mis chaque classe à sa place sans exclure le rôle civilisateur que devait jouer le français.

On comprend que les intérêts de la bourgeoisie dont Napoléon était l'expression, même au pouvoir, devaient prendre le pas sur les considérations militaires et politiques du peuple français. Ainsi s'explique cette expédition forte de 53 unités et formée de plus de 18,000 hommes qui, le 2 Février 1802, arrive dans la baie du Cap Français, aujourd'hui Cap Haïtien. Telles sont les conditions objectives dans lesquelles elle s'engage, si nous pouvons centrer cette expédition sur Louverture, son idéologie et son œuvre, d'une part, sur Napoléon et la naissance de l'Empire, les conditions économiques données de la Métropole, d'autre part. Après des mois de luttes opiniâtres et la résistance farouche des soldats indigènes, Toussaint Louverture capitula et obtient une retraite honorable jusqu'au jour où il sera traîtreusement déporté, accusé de préparer une reprise des hostilités.

Ainsi se présentent les faits historiques, dans la compréhension classique et traditionnelle de ce que l'on a nommé « L'Histoire-Roi », « l'Histoire-Bataille », ou plus scientifiquement l'Histoire événementielle. Conception nécessaire à un moment de l'évolution de la recherche historique, mais qui doit être aujourd'hui dépassée ou plus exactement, approfondie par l'appel à l'Histoire économique et sociale.

Et c'est là qu'il faut voir la position des différentes classes vis-à-vis l'administration du général Leclerc, chef de l'expédition française. Si celui-ci a pu avoir raison facilement du Sud de l'Ile où dominait la fraction des propriétaires de couleur [79] hostiles à Louverture, il n'en fut pas de même pour la province de l'Ouest où les cultivateurs noirs lui restaient attachés. Il est difficile de localiser plus nettement les conséquences historiques, sur le plan militaire puis politique, d'une répartition socio-économique des couches diverses d'une population. Notons, cependant encore, que le Sud a été la région de l'Ile qui ne s'est pas opposée aux forces expéditionnaires. Dès le début de ces hostilités, l'affranchi Laplume l'avait livré aux Français. Là, les hommes de couleur acceptaient le nouveau régime ; leur objectif, à cette époque, était de reconstituer leurs titres de propriété. Les difficultés de l'administration française venaient le plus souvent des colons. Ces derniers de retour à St-Domingue avec l'expédition française éprouvaient beaucoup de mal à entrer en possession de leurs terres et à réorganiser leurs ateliers, particulièrement dans le Nord ; ils tentaient de chasser les fermiers qui ne refusaient pas de leur payer le montant du bail mais qui, pourtant, entendaient jouir des plantations en s'appuyant sur les cultivateurs noirs. Ces propriétaires intransigeants causaient beaucoup d'ennuis à l'administration qui ne pouvait répondre à leurs doléances à une époque où il fallait accorder la priorité aux problèmes politiques. La déportation de Toussaint et l'apparition de la fièvre jaune, allaient ruiner les premières espérances de Leclerc. Sans doute, celui-ci aurait fini momentanément par apaiser les appréhensions des Noirs et des Métis. Mais le rétablissement de l'esclavage à la Guadeloupe et à la Martinique, le massacre des propriétaires Métis dans la première de ces îles, avaient soulevé les soupçons et l'animosité des Métis de St-Domingue. Une double solidarité socio-économique et ethnique jouait à travers les détroits des Caraïbes. Ainsi la rébellion s'aggrava et l'on constata la défection en masse des soldats indigènes des troupes françaises. Ils n'avaient pour ce faire, aucune autre raison que cette double solidarité. Ils rejoignirent les bandes de partisans de Toussaint qui, malgré la soumission du chef, n'avaient jamais déposé les armes. Par centaines, les Noirs, après avoir mis le feu aux plantations où ils travaillaient, gagnèrent la montagne où ils se firent « marrons ». Il est intéressant de lire la réponse de Leclerc à une lettre de Napoléon, réponse où Leclerc définit sa position : « Il me paraît que vous ne vous êtes pas fait une idée exacte de ma position par les ordres que vous [80] m'adressez ? Vous m'ordonnez d'envoyer en France tous les généraux noirs. Il est bien simple de les arrêter tous le même jour. Mais ces généraux me servent à arrêter les révoltés qui continuent toujours et qui ont un caractère alarmant dans certains cantons. Je viens de découvrir un complot qui tendait à insurger la colonie en entier à la fin de Thermidor mais qui n'a jamais été exécuté que partiellement par le défaut de chefs unis. Ce n'est pas le tout d'avoir enlevé Toussaint : il y a ici deux mille chefs à faire enlever. Il n'y a pas de gérant qui n'ait assez d'influence pour soulever à volonté son atelier. Cependant, à mesure que j'enlève les armes, le goût des insurrections augmente. J'ai déjà ramassé 20,000 fusils environ. Il en reste encore autant dans les mains des cultivateurs. Il faut bien que je les aie !! »

Ces anciens officiers noirs de Toussaint n'ont pu demeurer dans un état de rébellion et conserver leurs armes que parce que Toussaint avait su affirmer pour eux et consolider en la précisant, leur volonté d'indépendance. Et Toussaint avait conscience que l'État qui venait d'être fondé pouvait résister à l'épreuve de force de l'expédition. N'aurait-il pas dit en s'embarquant sur le « HÉROS » : « En me renversant, on n'a abattu à Saint-Domingue, que le tronc de l'arbre de la liberté des Noirs. Il poussera par les racines parce qu'elles sont profondes et nombreuses ». Ces paroles confirment davantage que l'État haïtien était déjà vivant.

Plusieurs écoles [[56]](#footnote-56) interprètent diversement les actes de Toussaint. Pour les historiens de la droite haïtienne Toussaint est un général français qui n'a jamais voulu une rupture complète avec la France. Pour d'autres, même quand ils sont de la gauche haïtienne, si Toussaint avait voulu l'indépendance de Saint-Domingue, c'eût été à l'avantage des colons et Haïti aurait eu la physionomie des pays latino-américains où domine encore l'élément espagnol. Quant à l'école française, elle est à ce point de vue très nuancée : c'est que Toussaint est un dissident, un rebelle qui a voulu détacher la colonie de la métropole tout en gardant avec elle des liens fictifs qui finiraient [81] un jour par s'effriter : « Que lui reste-t-il pour consommer le grand-œuvre de son indépendance que d'oser la proclamer ? Qui est-ce qui établit les impôts ? Qui est-ce qui dispose des caisses publiques ? Qui est-ce qui règle le nombre des troupes et crée à son gré les nouveaux régiments ? Qui est-ce qui organise, institue ou abolit les tribunaux ? Qui est-ce qui nomme à tous les emplois civils et militaires et fait jusqu'à des administrateurs, des généraux et des juges ? Qui est-ce qui négocie de puissance à puissance avec les nations étrangères et fait des traités de neutralité et même d'alliance avec les ennemis de la Métropole ? Qui est-ce qui chasse de la colonie les propriétaires venant avec des passeports de la Métropole ? Les fonctionnaires nommés par la métropole, les commissaires envoyés par la Métropole ? Qui est-ce qui reçoit l'argent de la Métropole ? Que l'on cesse de se faire illusion, tant qu'il restera dans la colonie, lui seul sera le souverain ; il y régnera au nom de la France peut-être tant qu'elle voudra fléchir sous sa domination ; il y existera une espèce d'ordre, mais ce sera celui qu'il aura établi ; une autorité, mais ce sera la sienne... *C'est à la République à examiner,* si *après avoir donné des lois à tous les monarques de l'Europe, il convient à sa dignité d'en recevoir dans une de ses colonies d'un nègre révolté »*. [[57]](#footnote-57)

En ce point, l'école américaine rencontre avec Henri Adams, la thèse française et la nôtre. Car, dit Adams, si Toussaint n'a pas hésité à faire une déclaration positive d'indépendance, c'était uniquement pour des raisons politiques et surtout pour sauvegarder les apparences.

Nous pensons que l'expédition française a nettement fait ressortir l'entité de la Nation et de l'État haïtiens, qu'elle a joué le rôle activant dans la prise de conscience, et que la proclamation de l'indépendance de 1804 n'a été qu'une prise formelle de position de l'État qui venait de résister aux forces d'oppression qui l'avaient accablé. L'histoire moderne ne nous représente-t-elle pas des États qui n'ont jamais fait de déclaration d'indépendance et qui, dans leurs relations politiques et économiques, sont encore plus libres que d'autres [82] états qui proclament leur indépendance, alors qu'ils restent encore assujettis à des métropoles économiques ou inféodés à un bloc. C'est un complexe qu'on retrouve surtout dans les États qui ont été obligés de se soulever contre des oppresseurs n'appartenant pas à une même race. Ce phénomène a dominé tout le XIXème siècle et domine encore le XXème. Toussaint Louverture a été une des rares exceptions à comprendre que l'indépendance est un fait global.

[83]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre VII

Le triomphe du « gauchisme »  
et l’Indépendance Haïtienne

[Retour à la table des matières](#tdm)

[84]

[85]

Après l'indépendance et le départ des Blancs, les Métis allaient devenir la classe dirigeante puisqu'ils étaient techniquement et politiquement préparés ; ils représentaient, d'ailleurs, même sans le « pouvoir », une classe moyenne puissante qui allait fatalement prendre de l'importance lors de la disparition de l'élément dominant antérieur. Tous les moyens de production passent entre leurs mains, ils adoptent les formes de pensée et les comportements des Blancs — phénomène de mimétisme fréquent dans les pays colonisés — et vont remplacer automatiquement ces derniers en se mettant en oppo­sition aux masses noires.

Les mêmes luttes qui avaient opposé les Métis aux Blancs, se manifestaient ouvertement, dans la répartition des biens des colons. Le préjugé de couleur compromettra au cours de l'histoire haïtienne, par son contenu affectif, la question de classe ; remplaçant les préjugés de race des colons, il définira les attitudes et les démarches des divers secteurs de la société haïtienne dans leurs rapports économiques suivant les régions. Ce phénomène a prévalu jusqu'à l'occupation du pays en 1915 et a constitué l'une des causes de heurts et de frictions entre les différentes classes. Le préjugé de couleur domine leur éducation et conditionne leur réaction politique ; aussi, est-il étroitement lié à l'économie nationale : l'État haïtien connut à sa naissance une lutte de couleur axée sur des intérêts économiques bien déterminés, ceux-ci étroitement liés à leur tour à la question agraire, préoccupation majeure des différents gouvernements. La question agraire a été à l'origine de la première révolution qui renversa le régime du proclamateur de l'État haïtien, l'ancien esclave Jean-Jacques Dessalines. Pour avoir voulu un partage équitable des domaines restés vacants au départ des Français, il sera emporté... Il est intéressant de constater la façon dont Dessalines, lui-même, [86] évoque les contradictions qui déchirent la nouvelle société et caractérisent l'apparition de la nouvelle élite :

« Avant la prise d'armes contre Leclerc, dit Dessalines, « les hommes de couleur, fils de blancs, ne recueillent point les successions de leurs pères ; comment se fait-il que, depuis que nous avons chassé les colons, leurs enfants réclament leurs biens ; les Noirs dont les pères sont en Afrique n'auront donc rien ; j'ai su qu'il n'y a pas, dans tout le Sud, cent habitations ou maisons séquestrées, et cependant j'en ai fait disparaître toutes les familles de colons. Ah ! Messieurs, si cela doit continuer ainsi, les affaires iront fort mal ! Sans doute, continue-t-il, il n'y a plus de biens domaniaux dans la division militaire de l'Ouest ; d'après vos rapports de complaisance, les Blanchet, les Vastey, auront mis en possession des biens de l'État les fils des colons au préjudice des pauvres noirs. Prenez garde à vous, nègres et mulâtres, nous avons tous combattu contre les Blancs, les biens que nous avons conquis en versant notre sang, appartiennent à nous tous ; j'entends qu'ils soient partagés avec équité. [[58]](#footnote-58) »

Voilà la question agraire liée à celle de couleur ? Dessalines le dit en termes nets et explicites. De ce long plaidoyer, pour une meilleure répartition des conquêtes de la révolution, se dégage le changement d'attitude des Métis vis-à-vis des biens des Blancs antérieurement à la libération et postérieurement à elle. Il est bien évident, en effet, que dans le premier cas, les Métis, fils de Blancs, ne réclamaient pas la succession de leurs pères : d'autres héritiers se présentaient — Blancs et légitimes — à qui il n'était pas question de demander partage. Trop de choses les séparaient des Blancs, et l'idée de jouer le rôle de la classe dominante ou d'apparaître comme une élite ne leur était point encore venue, en face des héritiers blancs présents. La for­mule de Dessalines implique une transformation totale de l'héritage matériel et plus encore spirituel et de la situation respective des Blancs et des Affranchis les uns par rapport aux autres. Antérieurement, il y avait concomitance ; par la suite, remplacement des uns par les autres. La disparition des premiers [87] et leur remplacement par les seconds, fait apparaître la situation économico-sociale d'Haïti comme si elle n'avait été modifiée qu'au sommet de la pyramide sociale ; comme, si dans une société, l'ébranlement d'une couche ne se transmettait pas à l'ensemble de la société. Comme s'il était possible qu'un groupe disparaisse, qu'un autre le remplace pour jouer vis-à-vis des autres groupes le même rôle que les premiers ; et nous disons bien le *même* rôle que les premiers. Non pas un rôle comparable, similaire, semblable, mais le *même* rôle, un rôle parfaitement *identique,* entraînant des attitudes, des comportements qui ne sont pas la copie adaptée des attitudes, des comportements de l'ancien élément, mais le transfert *total* et sans adaptation d'une mentalité et d'une attitude sociale. C'est là qu'est remise en cause l'idée même d'une élite véritable se substituant à la précédente. Le danger de ce que l'on nommerait aujourd'hui l'embourgeoisement d'une classe moyenne et qui était alors un simple glissement d'attitude, se manifestait brutalement.

Dessalines comprit, rapidement, l'impossibilité d'une telle situation et, quoique absorbé par les travaux de fortification du nouvel état, il aborde la question des domaines en ordonnant à ses fonctionnaires de vérifier les titres de propriété et d'annuler les titres frauduleux ; il avait une vision parfaitement lucide de la situation. Malheureusement, ses mesures furent pratiquement inapplicables dans le Sud, qui, en raison des conditions historiques, était considéré comme le fief des Métis. Il est arrivé que, dans cette région, lors des troubles politiques, les Esclaves se trouvèrent la plupart du temps du côté des Colons. La confusion de classes était totale : les esclaves se présentaient là et alors, non pas comme un prolétariat ayant pris conscience de l'existence de son groupe et conscience de sa force, mais comme un lumpen-prolétariat, une masse informe et d'autant plus informe qu'ils se situaient dans un cadre *non industriel* et à une phase encore féodale et non-capitaliste. À ces motifs d'ordre général, s'ajoutaient plusieurs raisons locales à la fois d'ordre économique et social : l'attitude plus favorable de ces Esclaves envers les Blancs résultait surtout du fait que, dans le Sud, il n'y avait que des exploitations moyennes de cacao et de café, cultures réclamant moins de travail et moins de bras que celles de la canne à sucre [88] prédominante dans le Nord. En outre, le plus grand brassage de races entre Blancs et Noirs dans le Sud amena un nombre assez considérable de Métis qui allaient s'opposer parfois assez violemment aux Blancs, tout en professant le mépris le plus féroce vis-à-vis des esclaves. Tout en manifestant un profond mépris pour les Noirs au fur et à mesure que les Blancs accordaient des avantages aux Affranchis, ceux-ci, pour s'affirmer, étaient conduits à se montrer plus distants vis-à-vis des esclaves. Ces derniers, en raison de l'éloignement de la presqu'île du Sud, étaient beaucoup plus arriérés que ceux du Nord et devaient attendre longtemps pour trouver des leaders, tels que Goman et Accau. Cette situation est aussi due au fait que les Esclaves du Sud étaient moins unis par les liens de la religion vaudou que ceux du Nord et qu'ils ne pouvaient se prévaloir des expériences d'un Mackandal [[59]](#footnote-59) ou d'un Padrejean, [[60]](#footnote-60) pour maintenir vivace, chez eux, le goût de la révolte. Telles sont les raisons pour lesquelles, dans cette Province du Sud, qui avait été le fief des Métis et qui s'était révoltée contre l'administration de Louverture, il eût été difficile d'appliquer une réforme agraire sans bouleverser les structures sociales de cette région. [[61]](#footnote-61) L'union préconisée par Moïse et dont Dessalines fut le protagoniste était au départ compromise, d'autant qu'il n'y avait plus de colons pour servir d'élément catalyseur entre Métis et Noirs. Ce qui nous laisse croire que la solidarité ethnique des classes de couleur se manifestait seulement par rapport à l'autre groupe ethnique blanc et contre lui. Mais dès l'instant où les différences de niveau socio-économique apparaissent, et en dehors de toute opposition d'une classe dominante allogène, il n'est plus de solidarité : le Métis ne fait que profiter de l'absence du colon pour se substituer à celui-ci. Ainsi, l'on était parvenu, deux ans après l'Indépendance, à un renforcement des prérogatives des Métis, à une synchronisation de leurs activités politiques au point qu'ils pouvaient susciter des rivalités entre les leaders noirs eux-mêmes. Cette manœuvre leur fut très facile et leur action politique ne tarda pas à avoir raison [89] de celui qui — aux dires de l'historien haïtien, le Dr Joseph Janvier —, voulait fonder la véritable liberté du paysan en faisant de lui un propriétaire du sol. Sans doute, l'on dira que Toussaint Louverture avait maintenu le régime de la grande propriété, mais non en faveur d'une classe et au détriment d'une autre, puisque l'État — comme nous l'avons déjà démontré — pouvait intervenir à n'importe quel moment dans la production. D'ailleurs, c'était des mesures transitoires prévoyant une indépendance totale et une totale libération de la personne. Mais, en 1806, tout lien était rompu avec l'ancienne métropole et, de ce fait, la question agraire allait se poser autrement. Nous sommes là au nœud du problème de toute libération coloniale, problème qui s'est alors posé en Haïti comme il se posera, par la suite en d'autres régions du monde : une libération nationale pour être valable ne doit-elle pas s'accompagner d'une libération de l'individu, de sa transformation en personne morale ? Dans l'affirmative, cette libération nationale doit-elle se produire seulement quand les conditions objectives de la libération individuelle sont remplies ou en voie de le devenir ? L'indépendance d'une nation est-elle compatible avec le maintien des structures sociales antérieures à l'indépendance ? Toute ces interrogations se rapportant à la libération d'Haïti voilà 166 ans, ne semblent pas avoir trouvé à l'heure actuelle une réponse valable.

Tant qu'il pouvait conserver les structures féodales de la société dominguoise, Dessalines avait des chances de se maintenir. Mais il lui importait de concrétiser cette indépendance dans les faits. Ses projets allaient à l'encontre des intérêts des Métis qui, se considérant comme héritiers légitimes des colons, s'étaient emparés, particulièrement dans le Sud, de tous les domaines coloniaux. Les Français, obligés de quitter la colonie, avaient, dès 1802, passé des actes de ventes, des donations, ou des baux à fermes en faveur des hommes de couleur. Dessalines ordonna l'annulation de tous ces actes et un contrôle général des titres de propriété, mais, pris par les problèmes de la défense nationale, il n'a pas pu, au début de l'indépendance, orienter sa politique agraire. Aussi, se contenta-t-il au début d'affermer les biens des domaines de l'État aux généraux, aux colonels et aux fonctionnaires civils les plus importants. L'État devait recevoir de ses fermiers le quart des produits des « habitations » ; le deuxième quart allait aux [90] cultivateurs, le troisième au propriétaire et le quatrième aux étudiants d'habitation. Comme sous l'administration de Louverture, Dessalines donna à l'agriculture une discipline militaire, car il fallait relever l'économie du pays affaiblie par trois années consécutives de guerre. Les « habitations », ainsi que les sucreries fonctionnaient à plein rendement comme par le passé. Les Métis et les Noirs propriétaires souscrivaient volontiers à cette mesure qui leur permettait de renforcer leur position économique.

Mais les premiers dangers d'une invasion française étant écartés, Dessalines, sous l'impulsion de ses deux secrétaires, Mentor et Boisrond Tonnerre, orienta sa politique vers les conquêtes sociales qu'imposait l'indépendance. Les actes qu'il pose au cours de cette période essaient de promouvoir chez le peuple haïtien une véritable conscience nationale à base raciale, en préconisant la fusion des éléments de couleur de la société naissante. N'est-ce pas la raison qui le porta à offrir la main de sa fille au Métis Pétion ? La question de couleur a toujours hanté son esprit. Pour lui, la disparité des nuances était l'une des causes de haine et de division entre les membres de cette société. Il voulait arriver coûte que coûte à un type ethnique qui ne serait ni le Noir, ni le Métis, mais l'Haïtien. Sa vision des problèmes sociaux est encore actuelle, car la question de couleur a été toujours exploitée parfois à des fins nettement personnelles, et ce, à maintes époques de la vie nationale. Il voulut édifier un système social qui permettrait à l'ancienne classe des Noirs dont il était le représentant authentique, d'accéder à un bien-être conforme à ses destinées de peuple libre. Le R.P. Cabon ne sous-estime pas les difficultés de la tâche de Dessalines quand il écrit : « La tâche entreprise par Dessalines et ses collaborateurs n'était pas achevée à l'évacuation de l'armée française, il lui restait à donner au peuple les moyens de vivre auprès des Nations avec lesquelles il entrait en parallèle et s'établissait sur un pied d'égalité. Ce n'est pas un moins rude travail et si des fautes ont été commises, les auteurs responsables ont leur excuse dans leur inexpérience et dans les difficultés de la tâche ». [[62]](#footnote-62) Mais comment arriver à modifier les structures de [91] cette société, puisque toute réforme abolirait les privilèges de l'ancienne fraction de couleur de la classe des propriétaires d'esclaves ? Aucune politique sociale ne pouvait s'effectuer sans leur assentiment et leur concours puisqu'ils étaient à peu près les seuls à avoir les connaissances et la formation pour l'appliquer ; et, en même temps, aucune politique sociale ne pouvait s'effectuer sans leur soustraire des avantages puisqu'ils formaient la classe possédante et dirigeante. La politique de conciliation nationale devait tourner à l'échec. Il suffit qu'il prît le décret du 2 janvier 1805, résiliant tous les baux à ferme passés sous l'administration coloniale et ordonnant la confiscation de tous les biens indûment accaparés par les hommes de couleur se réclamant d'une filiation avec les Blancs, pour que s'écroulât le régime. À cet acte politique firent suite des mesures administratives rigoureuses tendant à établir le contrôle de la perception des taxes douanières. Voici ce que nous rapporte Joseph Janvier à ce sujet : « En 1806, le premier Empereur d'Haïti voulut porter quelques-uns de ces concitoyens à produire les titres en vertu desquels ils prétendait exercer des droits de propriété sur certaines portions de terrain qui auraient dû revenir au Domaine National, mais dont ils s'étaient emparés par fraude ou par force ; en même temps, il exigeait d'un petit nombre d'individus qui avaient occupé sans en avoir le droit des plantations ayant appartenu à d'anciens colons dont ils portaient les noms, de prouver par actes ou témoignages authentiques qu'ils étaient les fils ou les parents de ces anciens colons et qu'ils en pouvaient hériter. Ces titres, ces actes ou ces témoignages, peu de personnes étaient en mesure de les produire. Les faux propriétaires fomentaient une révolte à laquelle on prit la précaution de donner une couleur politique pour en masquer la véritable cause ». [[63]](#footnote-63) Ainsi tomba, victime, le 17 Octobre 1806, celui qui consolida l'Indépendance et fut l'initiateur de la politique sociale en Haïti.

Sitôt Dessalines mort, les rivalités entre « nouveaux libres » et les affranchis devinrent manifestes et même virulentes.

[92]

Dans l'Ouest, l'on assista à la fondation de la République et au triomphe de l'idéologie des Métis. La réforme fut poursuivie dans le sens des intérêts de la nouvelle bourgeoisie, avec l'accession au pouvoir du général Alexandre Pétion. Il maintint les acquisitions des terres domaniales et fit une large distribution de terres aux officiers supérieurs de son armée. Le message du 27 Août 1811 adressé au Sénat atteste une politique nettement partisane : « Je vous propose donc, Citoyens Sénateurs, de décerner à chacun des officiers généraux de la République, la concession d'une habitation-sucrerie à titre de don et de récompense nationale. Je laisse à votre sagesse de prendre le sujet de ma proposition en sérieuse considération et de prendre telle délibération que vous jugerez convenable, signé : Pétion. »

Quels furent les bénéficiaires de ces importantes concessions de terre ? Pour la plupart, des officiers qui, dans cette région, s'étaient soulevés contre la réforme agraire de Dessalines. On comprend l'empressement du Sénat, corps composé des grands feudataires de l'époque, de ratifier une telle mesure. Toujours dans ce même ordre d'idées, le président Pétion prit la loi du 21 Octobre 1812, accordant à titre de don national une habitation-sucrerie à chacun des généraux en activité de service, et une habitation-caféière à chaque adjudant-général placé dans les mêmes conditions. Une telle mesure ne pouvait être considérée comme démocratique puisque les neuf-dixièmes de l'armée étaient composés de soldats. C'était là — qu'on le veuille ou non — renforcer les bases de la grande propriété et créer une manière d'aristocratie terrienne, un peu comme à l'époque de la féodalité en France.

Dans son message du 12 Avril 1814, Pétion continue ses libéralités, mais cette fois-ci pour apaiser la colère des officiers de grade inférieur :

« Citoyens Sénateurs,

Le corps législatif, par la loi du 21 Octobre 1811, a décerné aux officiers généraux et aux colonels de l'armée de la République, à chacun une habitation à titre de concession nationale. Il est aisé d'apprécier tout le bien qui a résulté de cet acte de justice, soit pour l'ordre public, soit pour le rétablissement des habitations concédées ; mais le sort des autres officiers en activités de service, depuis les lieutenants [93] colonels jusqu'aux sous-lieutenants, est resté indécis ; ils méritent également votre sollicitude par le dévouement qu'ils mettent au service de la patrie. Je viens donc, Citoyens Sénateurs, solliciter de vous en faveur des officiers ci-dessus, une répartition des terres à titre de don national, cette répartition pourra avoir lieu dans les démembrements des domaines de l'État. »

« Les terres qui resteront après le partage seront conservées pour être concédées aux officiers qui pourront être créés par la suite ou à d'autres militaires qui se feront remarquer par leurs vertus et leur bonne conduite. »

« Si vous considérez la détérioration des biens de l'État dans les mains des fermiers et l'état prospère de ceux dont les propriétaires sont présents, vous verrez combien il est important de conserver à la République ses ressources, de se défaire des domaines nationaux qui chaque jour approchent de la nullité ; d'ailleurs, les biens que je vous propose de distribuer ont été conquis sur les ennemis de la liberté haïtienne ; ils doivent naturellement être la récompense de ceux dont la nature est de défendre l'État. Et puis, en augmentant le nombre des propriétaires fonciers, c'est donner une existence réelle et solide à la Patrie ». [[64]](#footnote-64)

Mais cette répartition des terres ne se faisait que dans un sens horizontal au détriment des soldats, des masses noires, de « ceux dont les pères sont en Afrique ». Elle ne visait qu'à consolider les structures d'une bourgeoisie féodale qui dure encore. Mais les événements allaient forcer la main au Président Pétion et le mettre en difficulté avec le Sénat. Le soulèvement des paysans de la Grand'Anse [[65]](#footnote-65)\* prit de l'ampleur et menaça de s'étendre dans l'Ouest. Leur chef, un ancien esclave nommé Goman, réclama le partage des terres qu'avait préconisé Dessalines et, pendant treize ans, il tiendra en échec les troupes gouvernementales. C'est alors que Pétion accorda, par l'arrêté du 30 Décembre 1809, des concessions de cinq carreaux [[66]](#footnote-66)de terre aux sous-officiers et soldats congédiés ainsi qu'aux gérants d'habitations, aux conducteurs d'ateliers, à des [94] campagnards honnêtes et laborieux, à des soldats en activité de service, qui se distinguent par leur bonne conduite ». [[67]](#footnote-67)

Bon nombre d'historiens rendent hommage à Pétion d'avoir établi en Haïti la petite propriété et d'être l'initiateur de la démocratie haïtienne. Nous pensons, pour notre part, qu'en partageant les domaines de l'État comme il l'a fait, il a uniquement servi les intérêts d'une classe dont il fut, au pouvoir, le prisonnier. Le fait est qu'au moment où il se montra favorable à la petite propriété en accordant quelques parcelles de terre aux masses noires, il entre en conflit avec le Sénat. À la vérité, Pétion pensait, contrairement à l'opinion des hommes d'État de cette époque, que, pour prévenir toute insurrection paysanne, il fallait intéresser le soldat et le cultivateur au partage des terres. Il n'en demeure pas moins vrai que les bénéficiaires les plus avantagés furent les Métis détenteurs de faux titres et comme tels dépossédés naguère par Dessalines. Par ailleurs, peut-on voir dans cette répartition arbitraire des terres et dans l'octroi de quelques hectares à des soldats et à des paysans, le fondement de la petite propriété ? Nous croyons, quant à nous, sans faire appel aux statistiques, que c'était encore le maintien de la grande propriété en honneur sous l'administration de Toussaint Louverture, avec cette différence cependant, que sous le gouvernorat de ce dernier, « l'habitation était considéré comme une grande famille » et que priorité était accordée à la formation du paysan. Pour établir de façon authentique la petite propriété, il aurait fallu qu'elle s'inscrivît d'abord dans un démembrement systématique des grandes plantations, afin de former de petites propriétés pour être distribuées au peuple. Compte tenu de la configuration et de la démographie d'Haïti, ce partage ne pouvait pas dépasser dix à quinze carreaux [[68]](#footnote-68)pour chacun.

De cette distribution de terre que fit Pétion, la démo­cratie haïtienne ne tira aucun profit. Aucune mesure sociale ne fut prise comme corollaire. L'éducation du peuple ne fut pas entreprise. Les écoles furent aussi rares qu'aux jours de la colonisation française. Ce fut un régime d'obscurantisme, [95] de corruption, et de laisser-aller, où le cynisme tint lieu de vertu. Tous ceux qui osaient protester furent éliminés. Le vol se répandit dans tous les secteurs de l'administration. Le Président eut pour toute réaction ces paroles : « Tous les hommes sont voleurs ». [[69]](#footnote-69) Il est mort, dit-on, de dégoût et de dépit, laissant à l'État du Nord l'exemple pernicieux du laisser-aller érigé en système.

Dans la partie nord du pays, Christophe, ancien esclave, originaire d'une des petites Iles anglaises de la Mer des Caraïbes, eut une politique nettement opposée. Il fonda le « royaume du Nord » et adopta le régime de la grande propriété en honneur sous Louverture par la remise d'immenses plantations aux nobles militaires qui devinrent ses loyaux sujets. L'État étant le seul propriétaire faisait obligation aux bénéficiaires de résider sur ses terres pour servir de guides sociaux aux cultivateurs. Son système, qui se rapproche de celui de Louverture, fut une manière de féodalisme anglais. Christophe rendit l'enseignement obligatoire en créant dans chaque arrondissement une école particulière, et dans chaque division militaire, une école centrale. Une Académie Royale ainsi que des écoles professionnelles furent créées. Dans son système d'éducation, la priorité fut accordée à la technique. Tout élève, à quelque degré d'enseignement qu'il pût appartenir, devait connaître un art manuel. Voulant à tout prix promouvoir l'éducation, il n'hésita pas à faire appel à des professeurs et techniciens anglais, français, américains. Ce recours à l'aide étrangère préfigure en Haïti, le schéma général des libérations nationales qui n'ont pu être totales en leur début ; la nécessité de faire appel à une nouvelle immigration blanche qualifiée, minime en nombre, divisée nationalement, mais unie quant au caractère biologique n'est-elle pas une preuve de cette libération impossible tant que les conditions sociales nouvelles n'ont pas remplacé les anciennes ? On semble passer déjà en Haïti, à cette époque, à une manière de nouveau colonialisme débouchant sur plusieurs directions nationales et faisant suite à la colonisation française. Certes, il ne s'agit plus, dans la majorité des cas, de propriétaires nouveaux, [96] de possesseurs du sol et des moyens de production, mais bien seulement d'hommes doués de connaissances techniques. Nous ne voudrions pas tenter des rapprochements entre l'appel à ces techniciens et l'actuelle assistance technique ; il n'en demeure pas moins que les connaissances techniques, en un cas comme dans l'autre, représentent une condition sine qua non de production et quasiment un moyen de production aliéné en des mains étrangères. Et c'est bien là le drame d'un grand nombre de libérations nationales : les pays colonisateurs, volontairement ou non, selon les temps et selon les cas, ne forment pas l'intelligence locale, préférant maintenir ceux qui seraient dignes d'accéder à cette couche sociale, au niveau des techniques rudimentaires ; au départ des colonisateurs, les pays ex-colonisés se trouvent en face d'une totale pénurie de techniciens ; ou bien les maîtres de la révolte font appel à des cerveaux étrangers — et un nouveau colonialisme risque de s'instaurer — ou bien le pays, apparemment libéré, tombe en une situation économique créatrice de désordres sociaux et l'indépendance nationale comme la libération sociale ne sont plus que des mots. Christophe avait bien compris ces difficultés. Il écarta ces « techniciens » de la vie politique du pays et les soumis à un contrôle rigoureux. Son régime, quoique despotique, fut le prélude d'une politique sociale qui, à la longue, devait produire ses fruits. Cependant, il ne comprit pas qu'au fur et à mesure que l'instruction pénétrait dans les masses, une élite se formait réclamant plus de liberté après 14 années de régime dictatorial. La démagogie dans laquelle vivaient les masses de l'Ouest devait avoir raison de son autoritarisme et ruiner son œuvre. Tombé malade, il fut vite emporté par une révolte de palais, en laissant le champ libre aux appétits du successeur de Pétion. On était à la fin de 1820.

L'avènement de Jean-Pierre Boyer symbolise le triomphe de l'aile extrémiste de droite de l'ancienne classe des Affranchis. Son gouvernement est marqué par des faits politiques et sociaux d'une très grande importance. Il réunit sous son autorité le Royaume du Nord et la partie orientale de l'île, aujourd'hui République dominicaine. En acceptant avec la plus grande désinvolture de payer à la France une indemnité de cent cinquante millions de francs, Jean-Pierre Boyer [97] signa l'arrêt de mort du jeune État et lui porta un coup dont il ne s'est jamais relevé. Charge lourde pour le budget puisque le premier versement n'a pu se réaliser qu'avec un emprunt de trente millions réalisé en France et dont le produit net fut de vingt-quatre millions. Les autres annuités ne furent versées et il a fallu treize ans pour que le gouvernement français consentît à réduire la dette de cent vingt millions à soixante millions payables en trente termes échelonnés de 1838 à 1867.

La fameuse dette extérieure peut s'exprimer de la façon suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Dette extérieure | Emprunt | Dette totale |
| Situation en 1825 | 150,000,000 |  | 150,000,000 |
| Situation en 1826 après le versement de 30,000,000 effectué au moyen d'emprunt de 30,000,000 |  |  |  |
| (Valeur nominale) | 120,000,000 | 30,000,000 | 150,000,000 |
| Situation en 1838, année où la réduction à 60,000,000 F. du solde de l'indemnité fut consentie en faveur de Haïti | 60,000,000 | 30,000,000 |  |
|  |  |  | 90,000,000 |

Jusqu'en 1875, Haïti devait à la France 13,730 589 Francs. Le Capital amorti de 1826 à 1875, moyennant *bit* d'intérêt l'an s'élevait à 90,000,000 Francs, moins les 13,730,589 Francs, sont en chiffres ronds 76 millions de Francs.

Non content de dédommager les colons français qui, pour la plupart avaient été exterminés après l'Indépendance proclamée officiellement par Jean-Jacques Dessalines, le gouvernement de Jean-Pierre Boyer accordait à la France le privilège de ne payer que la moitié des droits exigibles aux bateaux étrangers.

De 1875 à 1922, les gouvernements haïtiens contractaient plusieurs emprunts en France :

1° L'emprunt de 1875 de 50 millions de francs

2° L'emprunt 1896 de 50 millions de francs

3° L'emprunt 1910 de 65 millions de francs

Quel était le but de ces emprunts ? Etait-ce pour liquider les 14 millions de Francs de la dette française ? Pas le moins du monde. Du montant nominal de 50 millions de francs de l'emprunt de 1875, l'État haïtien ne reçut que 25 millions 960,380 Francs. Cette valeur aurait pu éteindre la dette nationale qui ne sera définitivement amortie qu'en 1893. [[70]](#footnote-70)

[98]

Les emprunts de 1896 et de 1910 eurent le même sort que celui de 1875.

Tout ce dont on est certain, c'est que 50$ de ces emprunts furent dilapidés par les gouvernements et les courtiers professionnels tant nationaux qu'étrangers.

L'État haïtien devait jusqu'en 1922 une valeur globale de 140,960,380, ajoutée au solde de l'indemnité française, soit 14,000,000 de Francs. Ce qui augmente la dette publique de 154,960,380. Il s'agit de soustraire de cette valeur des amortissements pendant la période de 1920-1932, de l'ordre de 24,510 00 pour l'emprunt de 1896 et de 60,589,000 pour l'emprunt de 1910 pendant la période de 1923-1931.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Emprunt 1896, période 1920-32. | Amortissement | 24,510,000 |
| Emprunt 1910, période 1923-31. | Amortissement | 60,589,000 |
|  | Total | 85,099,000 |

Et si l'on retranche cette valeur de la dette extérieure, l'État devait en 1922 en fin de compte 69,371,380 Francs.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | 154,960,380 |
|  |  | 85,589,000 |
|  |  | 69,371,380 |

Faut-il admettre que le pays a tiré de ses propres ressources malgré la prévarication des dirigeants les moyens pour rembourser ces différents emprunts. L'emprunt américain de 1922 mit fin à la dette française. Il était de 40,000,000 de dollars, à intérêt de *6%* remboursable dans 30 ans. Cependant, pour des raisons encore inconnues, la City Bank ne versera que 23,660,000 dollars, ce qui a quand même contribué à un démarrage économique dont les gouvernements ultérieurs n'ont pas su profiter pleinement.

Enfin vint en 1946 le gouvernement de Dumarsais Estimé, qui mit un frein à ses emprunts extérieurs. Il remboursa l'emprunt américain de 1922 et libéra les finances haïtiennes de la tutelle étrangère.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Boyer accentua la politique agraire de Pétion, consolida la propriété en procédant pour des sommes dérisoires, à la vente des biens du Domaine et en consacrant dans le Code Civil haïtien, *la* reproduction tacite du Code Napoléon, le droit pour le « possesseur » d'immeuble de se prévaloir de la prescription dans le but de devenir « propriétaire ». Quoiqu'il distribuât des lots de 5 carreaux aux soldats « dont la bravoure à la République n'avait pas été récompensée », il accorda les meilleures habitations aux généraux et officiers supérieurs de son armée. Voici un tableau des concessions faites par Pétion et par Boyer que nous a tracé Armand Thoby :

« 25 généraux et 109 officiers supérieurs ou hauts-fonc­tionnaires, furent dotés chacun d'une habitation-sucrerie ou d'une habitation caféière mesurant à peu près 150 carreaux c'est-à-dire 200 hectares environs. Il y eut 176 concessionnaires de 35 carreaux de terre, 639 de 30 carreaux, 711 de 25 carreaux, 2,322 de 10 carreaux, 6,000 de 5 carreaux ! » [[71]](#footnote-71)Toutes [99] ces mesures ne visaient qu'au maintien des privilèges de l'ancienne classe possédante Métis et Noirs propriétaires. Le Code rural de 1826 oriente nettement sa politique de classe. Voulant organiser les rapports entre les cultivateurs et les grands propriétaires, afin de détruire tout germe de révolte au sein des plantations, il établit le servage. Les anciens esclaves furent voués à l'exploitation. Ce fut l'exode de la campagne. Les paysans se réfugièrent dans les villes vivant dans un chômage chronique. L'éducation fut totalement négligée. Il ferma les écoles qu'avait ouvertes Christophe et particulièrement l'Académie Royale. Jamais le préjugé de couleur n'était arrivé à un si haut degré. Il interdit brutalement — rapporte Anténor Firmin — le mariage d'une femme noire avec un Blanc de qui elle avait des enfants. Boyer qui n'avait pris aucune part importante à la guerre d'indépen­dance, fut le plus grand ennemi de cette masse qui, elle, avait forgé l'indépendance. Tous ceux qui essayaient d'élever leur voix contre sa politique, furent supprimés. Tel fut le cas de Dafour, ce journaliste originaire du Soudan, éduqué en France et émigré en Haïti, qui osa réclamer quelque bien-être pour les paysans. Traduit devant un tribunal militaire, il fut condamné à mort et exécuté. Ces exactions se multipliant, certains privilégiés du régime exploitèrent le mécontentement général et le renversèrent. On vit alors apparaître sur la scène politique un Noir, Louis Joseph Acaau, qui se mit à la tête des cul­tivateurs du Sud pour réclamer la mise en liberté d'un autre Noir influent que le successeur de Boyer, Rivière Herard, avait mis en prison. Ce mouvement se développa et prit un caractère politique et social : « amoindrir ou supprimer la prépondérance des Métis, mettre un Noir à la présidence d'Haïti (but politique) ; déposséder certains citoyens réputés riches en faveur des prolétaires (but social) ». [[72]](#footnote-72) Dans un manifeste, Acaau réclama une réforme agraire conforme aux intérêts du peuple, le développement de l'instruction publique et, dans une claire vision des problèmes du pays, il traça la courbe arithmétique que [100] doit suivre tout gouvernement démocratique haïtien pour arriver à un équilibre des forces sociales : Les Noirs formant la majorité ne pouvaient être dirigés par une minorité de Métis, les fonctions publiques devaient être distribuées proportionnellement aux représentants des groupes ethniques. Pour la première fois, la question de couleur se trouvait posée explicitement et officiellement. Acaau ne se contente pas de dénoncer le problème de couleur. Il voyait aussi les conditions économiques, et les moyens de production qui déterminent la classe sociale de l'individu, quelle que soit sa pigmentation. Sa formule « nègre riche, c'est Mulâtre — Mulâtre Pauvre c'est nègre » traduit sa lucidité sur les problèmes sociaux. Il est curieux de constater que Karl Marx, quelques années plus tard, dans le « Capital », traite d'une façon scientifique les mêmes problèmes de classe en faisant ressortir l'importance du facteur économique. Quoique illettré, Acaau comprit que le propriétaire noir était l'équivalent du propriétaire Métis et que la question de couleur n'est qu'un épiphénomène. Aussi voulait-il orienter le pays vers une nouvelle démocratie sans discrimination aucune de couleur, de fortune. Malheureusement, la *réaction* eut vite raison de lui. Les Métis, pour apaiser la colère des masses paysannes eurent recours à la politique de « doublure » qui consiste à mettre un Noir ignare au pouvoir et à gouverner à sa place. Cette politique a prévalu de 1844-1847 jusqu'au jour où elle se retourna contre eux avec l'avènement d'un Noir illettré : Faustin Soulouque. On ne peut rien dire de sa politique sociale si ce n'est qu'il créa une cour impériale qui fut largement critiquée et dont le seul mérite fut de revaloriser l'élément noir en face de l'élément métis. Il réprima un soulèvement des « bourgeois » de Port-au-Prince et donna une impulsion à l'enseignement dont le Président Geffrard tira les heureux effets.

Ce dernier pratiqua au pouvoir (1895-1867), un système d'équilibre social. Se trouvant à cheval entre les deux groupements ethniques, fils de Métis et de Noire, il eut l'avantage de poursuivre une politique de modération et de clairvoyance. S'entourant d'hommes remarquables, il a pu donner à son gouvernement une allure progressiste. Grâce au développement de l'instruction primaire, se forma une classe moyenne de commerçants, de fonctionnaires, d'ouvriers [101] spécialisés, de contremaîtres. Sa politique agraire n'apporta rien de nouveau si ce n'est le fait qu'il distribua des terres du domaine de l'État aux paysans métis des États-Unis, victimes du préjugé de race. Ce qui provoqua, de la part des cultivateurs haïtiens, une certaine méfiance. Non content d'accorder des primes à l'exportation des denrées, il facilita particulièrement la culture du coton qui fut en très grande demande sur le marché anglais par suite de la guerre de Sécession. Geffrard se montra tolérant envers la bourgeoisie féodale. L'affermage des domaines de l'État se faisant à un prix dérisoire et même impayé, l'État à son tour payait des loyers exorbitants pour les immeubles qu'il louait. Il fut le premier chef d'état haïtien à prendre une loi favorable au droit de propriété des étrangers, mettant fin à la « blancophobie » de la période de l'après-indépendance. Il signa avec Rome, malgré l'opposition des Chambres, un Concordat par lequel le catholicisme devint religion d'État. Ces mesures furent mal accueillies et aboutirent en 1867, à une révolution populaire, dont le Général Salnave pourtant Métis comme Geffrard fut le leader.

Sitôt au pouvoir, le général Sylvain Salnave dut faire face aux soulèvements des différents secteurs de la bourgeoisie. On l'accusa d'avoir donné accès au Palais présidentiel, à la « populace » et de vouloir introduire — on était en 1867 — la dictature du prolétariat. Il est intéressant de rapporter ici les jugements portés sur son gouvernement par un écrivain de l'époque : « Salnave affecta, au pouvoir, le mépris des convenances les plus élémentaires et accorda l'entrée de son palais aux intrigants de bas étage, voire même aux femmes de mauvaise vie ». (D'après F. Marcelin). En revanche, les personnes de « so­ciété » et la plupart des hommes politiques, évitèrent avec soin une si douteuse promiscuité ». [[73]](#footnote-73)Rien de plus imagé que ces notes où Marcellin et J.C. Dorsainville traduisent le complexe de supériorité d'une classe d'hommes à l'égard de la plèbe. Qui étaient-ils, « ces intrigants de bas étage, ces femmes de mauvaise vie », sinon des gens du peuple ; quant aux « personnes de société », c'étaient des possédants et propriétaires [102] qui, comme leurs ancêtres, ont toujours voué le plus profond mépris aux masses noires. Certes, Salnave n'a été, d'après Anténor Firmin, qu'un soldat d'une très grande bravoure qui n'avait pas compris que, pour se maintenir au pouvoir, il était nécessaire de faire un compromis avec les éléments des classes moyennes en formation et de la bourgeoisie. Dans les pays hautement évolués d'Europe, même en plein XXème siècle, le prolétariat n'arrive pas à prendre le pouvoir. Il eût été étonnant que se réalisât cette conquête en Haïti au début de la seconde moitié du XXème siècle. Le cas Salnave est particulier. C'est un Métis du Nord, de descendance Indienne, dit-on, de cet ancien royaume de Christophe où le préjugé de couleur était jusqu'à ces derniers temps presque nul par suite du nivellement des conditions sociales, opéré sur les différents groupes ethniques par Christophe. Jusqu'en 1940, le Métis du Cap Haïtien [[74]](#footnote-74)ne se reconnaissait Métis qu'en arrivant à Port-au-Prince, la capitale. Le développement des moyens de communication, l'acuité des problèmes « de couleur » soulevés à la chute du Président Lescot (1946) ont fait prendre conscience de ce facteur. Il était normal que Salnave, né et élevé dans le Nord, n'eût aucun préjugé de couleur vis-à-vis de la masse noire. Les bourgeois féodaux n'hésitèrent pas à l'accuser d'être « mulâtre » auprès des paysans noirs du Sud, comme ils le firent plus tard pour Anténor Firmin, homme d'État libéral. Ne rapporte-t-on pas que ces paysans dénommés Piquets [[75]](#footnote-75) s'étant soulevés, Salnave eut la présence d'esprit de leur présenter son fils Victor, qui, quoique très noir, lui ressemblait beaucoup. Ce geste habile mit fin à cette insurrection paysanne. Après dix-huit mois de luttes incessantes, Salnave tomba du pouvoir « Accusé de meurtre, d'incendie, de violation de la Constitution » il fut condamné à mort et exécuté. On fut d'autant plus dur avec lui qu'il avait trahi sa « classe ».

Signalons le gouvernement de Saget (1870-1874) qui, le premier, promulgua une loi ordonnant l'établissement du cadastre général des biens de l'État. Il s'agissait de faire l'inventaire [103] des terres du Domaine, comprenant à la fois les noms des fermiers et les indications de situation et de contenance des propriétés préalablement arpentées. Même pris dans cette acception, le cadastre fut loin d'être réalisé. Et l'état haïtien ignore encore l'importance de ses propriétés.

Les autres gouvernements qui succèdent à Saget, n'ont eu aucune politique sociale déterminée, *déchirés par des rivalités de personnes* à travers lesquelles on voit se dessiner les lignes de deux partis politiques : le Parti National et le Parti Libéral.

Il faut noter ici l'importance capitale et particulière de ce fait et bien voir s'il s'agit réellement de partis et non de simples fractions : les deux questions sont fondamentales aussi bien en général qu'en ce qui concerne la situation politique d'alors et d'aujourd'hui en Haïti.

L'apparition de partis politiques sous le gouvernement Saget est, à notre avis, un fait historique considérable : l'État moderne est-il concevable sans partis politiques ? Non : pas de partis politiques, pas d'état moderne. Argument de fait : tous les états modernes, sous quelque forme qu'ils apparaissent, présentent à l'observateur l'existence de partis politiques. À l'inverse : antérieurement à l'apparition de l'état moderne, où que ce soit, il n'y a pas de parti politique. Cet argument est basé sur l'opinion de M. Duverger [[76]](#footnote-76), J.W. Lapierre [[77]](#footnote-77) sur le plan de la Science politique, d'E, Sicard, [[78]](#footnote-78) sur le plan de la sociologie, d'E. Larbat sur celui de la philosophie [[79]](#footnote-79) qui tous, directement ou non, lient l'existence de l'État à celle de partis politiques.

Or, il s'agit bien, dans le cas d'Haïti, de partis et non de fractions ou de clientèles. Le programme, nous le détaillerons, et l'idéologie nous l'avons rattachée à la vision du monde de telle ou telle classe. Une étude plus ou moins détaillée nous paraît nécessaire et quant à la position économique de ces deux Partis et quant aux groupes raciaux auxquels ils [104] s'adressent. Remarque d'autant plus nécessaire que, tout au long de son histoire, Haïti n'a connu que pendant une brève période une véritable organisation de partis.

L'influence qu'ont exercée ces deux partis (Libéral et National) qui ont dominé cette époque, se retrouve dans la façon dont aujourd'hui encore, nous posons nos problèmes.

« Le pouvoir aux plus capables » clamaient les « Libéraux ».

« Non, au plus grand nombre », répliquaient les « Nationaux ».

« Libertés démocratiques » demandait le parti Libéral.

« Pouvoir Fort », renchérissait le parti National.

Il serait fort instructif d'étudier l'aspect idéologique, so­cial, politique et économique du programme de ces deux partis.

Notre travail sera plus modeste. Nous essaierons de dégager — et à titre de simple hypothèse — les groupes d'intérêt que représentait chacun des deux partis et de montrer comment la pression de ces groupes a pu influer sur leur doctrine économique.

PARTI NATIONAL

I. — *DOCTRINE ÉCONOMIQUE.* — Comme dans tous les pays sous-développés, l'agriculture joue un rôle très important dans l'économie haïtienne. Elle doit nourrir le pays et remplir les caisses de l'État. Aussi, le parti National accordait-il la priorité au développement de l'Agriculture. Il insistait sur la nécessité d'intensifier la production des denrées d'exportation, afin de permettre, grâce aux rentrées abondantes de devises qui en découleraient, l'élévation du niveau de vie du pays.

En même temps, il préconisait la création de nombreuses écoles rurales, pour instruire les paysans et les amener à utiliser les techniques modernes, seules capables d'améliorer le rendement des terres passablement épuisées.

Il n'entre pas dans notre propos de critiquer la doctrine économique des « Nationaux ».

Nous devons simplement rechercher si le choix d'une telle politique n'avait pas été imposé au parti par la contexture sociale de sa clientèle.

[105]

Faute de documents, notre travail ne vaudra « qu'à titre de simple hypothèse ».

Quelle était la clientèle du Parti National ?

II. — *CLIENTÈLE DU PARTI.* — Le Parti National se voulait un parti de « masse ». Face à la minorité « mulâtre », il entendait défendre les intérêts de la majorité « noire » du pays.

Or, la population haïtienne, dans son immense majorité, est « rurale » (85%).

D'où la nécessité d'avoir une doctrine économique qui puisse défendre les intérêts de cette masse et répondre à ses aspirations.

En outre, les cadres du parti étaient, en majorité, soit des intellectuels de la petite bourgeoisie noire, issus de milieux ruraux, soit de grands propriétaires terriens noirs attachés à la terre, qui leur fournissait le plus clair de leurs ressources.

Rien d'étonnant donc que le « Parti National » ait « privilégié », dans son programme, le développement de l'agriculture.

PARTI LIBÉRAL

I. *—DOCTRINE ÉCONOMIQUE* — Mais le Parti libéral ne comptait-il pas, lui aussi, dans ses rangs, des représentants venus de la classe rurale et de grands propriétaires terriens ?

Certes, mais d'autres facteurs, d'autres forces, allaient influencer sa politique économique.

La révolution industrielle du 19ème siècle avait conféré à l'Europe un pouvoir inégalé. Elle avait augmenté dans des proportions inouïes sa puissance de production et entraîné un relèvement général du niveau de vie de ses habitants.

Les dirigeants du parti Libéral, dont la plupart avaient fait leurs études en France, virent donc dans le développement de l'industrie le remède aux maux de l'économie haïtienne.

Ce développement de l'industrie ne pouvait se faire à leurs yeux sans un « système protecteur » seul capable de stimuler l'initiative privée ni sans un système national d'éducation, [106] axé sur la création d'écoles professionnelles et l'octroi de bourses à l'étranger. [[80]](#footnote-80)

Leur programme était-il adapté à la structure sociale et politique du pays ? Ceci est un autre aspect que nous ne com­menterons pas ici. Tout au moins, pourrions-nous essayer de dégager dans quelle mesure la doctrine économique du parti libéral reflète les intérêts et les aspirations de sa clientèle.

II. — *CLIENTÈLE DU PARTI.* — Le parti libéral se voulait un parti « éclairé ». Par son mot d'ordre « le pouvoir aux plus capables », il entendait rallier l'élite du pays.

On lui reprochait de défendre les intérêts de la « petite minorité mulâtre » à qui les circonstances de l'indépendance, la politique suivie par Pétion et Boyer, avaient assuré la direction économique et administrative du pays.

Cette « minorité mulâtre » qui formait la base des cadres du parti libéral, de qui se composait-elle ?

On y trouvait une majorité de grands et de moyens fonctionnaires, la majeure partie des commerçants, et un grand nombre d'intellectuels, originaires des villes de la République, dont les attaches avec la terre n'étaient pas aussi profondes que celle des « Nationaux ».

Il était donc assez facile au parti Libéral de prôner à cette clientèle une doctrine économique, prestigieuse en Europe où elle faisait ses preuves et prometteuse de gros profits.

Le Parti National et le Parti Libéral ont prétendu, tous les deux, dégager ce qu'ils considéraient comme les intérêts permanents du pays, même si, ce faisant ils répondaient aux aspirations de leurs partisans. Il nous reste à tirer aujourd'hui de leur programme un enseignement qui pourrait être utile à l'évolution démocratique d'Haïti.

Voici les grandes lignes du programme du Parti Libéral qui nous portent à croire que les divergences avec le parti national prenaient moins naissance dans les idées que dans les faits sociaux. Nous ne voudrions, par une transposition quelconque, [107] en transformer l'esprit : aussi, nous contenterons-nous, sans commentaire, d'en citer les termes mêmes.

« I. — *Instruction Publique :* gratuite et obligatoire.

Création d'écoles professionnelles sur le modèle des Écoles françaises.

Envoi à l'étranger des jeunes gens auprès des Facultés, d'ouvriers auprès des écoles d'apprentissage.

Modification du matériel scolaire actuel.

Introduction dans le programme de l'enseignement sco­laire, de leçons de « choses » et de leçons d'instruction civique pour former les enfants à l'amour de la patrie.

II. — *Agriculture :* Distribution des terres de l'État aux paysans.

Création de concours agricoles et de primes.

Fondation d'usines centrales.

*Industrie :* La protéger à tout prix pour provoquer l'initiative privée.

III. — *Guerre :* Réduction de l'effectif de l'armée, rétablissement de la Garde Nationale.

Abolition du favoritisme.

*Intérieur :* Séparation absolu du pouvoir militaire du Pouvoir civil.

Division des Départements en préfectures et sous-préfectures.

Indépendance des Communes.

Création d'un service de prisons.

Etablissement de colonies pénitentiaires pour les jeunes détenus.

Création d'un puissant corps de gendarmerie chargé de la police générale.

Séparation de l'Église et de l'État ; liberté de conscience.

La loi portant distribution des terres aux paysans a été votée en Février 1883 ; le Parti Libéral réclame, aujourd'hui, son application.

IV. —*Extérieur :* Maintien des relations amicales avec les puissances étrangères.

[108]

Neutralisation de l'Ile d'Haïti.

Traités de commerce avec les principales puissances intéressées dans la mer des Antilles.

*Finances :* Reprise du Service de la dette publique. Fondation d'Institutions de Crédit.

Etablissement de voies ferrées et câbles sous-marins. »

Sur ces différents points, le Parti Libéral se trouvait en parfait accord avec le Parti National. Ils marquaient seulement *quelques rares points de divergence :* Le Parti National préconise :

Rattachement d'Haïti à une Civilisation noire, en d'autres termes, le retour d'Haïti à l'Afrique. [[81]](#footnote-81)Comme corollaire, régime autoritaire, le seul susceptible, vu le niveau culturel très bas des masses haïtiennes, de faire progresser la République. [[82]](#footnote-82)

Le parti libéral se veut l'héritier de la révolution française de 1789, de l'Europe, de ses institutions et surtout de la France. Ses partisans se voulaient ses fils spirituels « pour ne pas dire ses fils tout court. »

Ce désaccord est une séquelle des grandes luttes qui ont opposé, au cours de l'histoire de l'Ile le parti de Rigaud, chef des Métis, à celui de Louverture, chef des Noirs, plus tard, *Pétion à Dessalines.*

Mais là, précisément, il s'agit bien d'une question d'idéologie, de vision du monde ou éventuellement de mystique. C'est justement l'opposition des idéologies qui conditionne l'existence même des partis politiques. Or, dans cette opposition, il s'agit bien de deux idéologies distinctes nées de conditions ethniques et économiques différentes.

Les Libéraux, quoique fortement influencés par les courants démocratiques de la pensée française au siècle dernier, ne sont pas moins tributaires de l'idéologie de leur classe.

[109]

Ainsi et l'on voit par là mieux encore l'importance des oppositions de classes dans la lutte d'Haïti pour son indépendance, au moment où l'État se forme réellement selon la conception moderne, c'est-à-dire par l'apparition de véritables partis politiques ; ces partis politiques puisent le fondement même de leur être, leur idéologie, dans l'opposition des classes.

Les Libéraux, mieux formés pour diriger l'administration, en vinrent à ce slogan « le pouvoir aux plus capables », les capables se trouvant être ceux qui avaient pu faire leurs études en Europe, surtout en France.

Incidemment, on en vient à soulever la question de couleur. Incidemment mais non fortuitement. L'apparition de l'argument de couleur était d'autant plus fatale, déterminée, nécessaire au sens large du terme, que la couleur était liée à la situation économique, autant que numérique.

La scission qui se produisit chez les libéraux par suite de l'intransigeance des intellectuels du parti favorisa, le 23 octobre 1879, l'avènement de Lysius Félicité Salomon Jeune, appartenant à une vieille famille bourgeoise de Noirs du Sud. De bonne heure, il avait pris position contre les injustices dont étaient victimes les masses de cette région. Son oncle, Etienne Salomon, pour la même raison, avait été condamné à mort et fusillé le 18 juin 1862. Exilé en France pendant plus de vingt ans, Lysius Salomon revint à Haïti pour se voir acclamé président par les Nationaux et les Néo-libéraux.

Son programme était des plus constructifs dans son effort pour doter le pays d'une organisation sérieuse dans les différents domaines de l'administration ainsi que d'une politique agraire basée sur le rendement de la production de café, canne à sucre, cacao et autres denrées exportables : tout paysan qui s'engageait à cultiver les denrées ci-dessus énumérées, recevait de l'État trois à cinq carreaux de terre. Après un certain nombre d'années, l'occupant ou ses ayants droit devenait propriétaire. La loi fut en partie un échec à cause de la pauvreté des paysans non-propriétaires et de leur attachement à la liberté de cultiver ce qui leur convient.

Déjà apparaissait l'impossibilité d'une réforme agraire qui ne tient pas compte des conditions économiques des paysans. C'est une illusion de vouloir imposer telle production [110] sans donner aux cultivateurs les moyens financiers ou les instruments nécessaires pour l'obtenir. On verra, plus tard, dans d'autres pays, le caractère utopique de ces réformes agraires qui donnent liberté aux paysans sans leur assurer en même temps les conditions de réalisation de ce droit dans une forme ou une autre de propriété. Et non seulement de propriété du sol, mais d'un minimum de moyens et d'instruments de production. Il en va de même de la collectivisation des terres réalisée par la force sans l'éducation préalable des masses. C'est, dans un cas comme dans l'autre, « mettre la charrue avant les bœufs ».

Sous le gouvernement de Salomon, les masses rurales et urbaines connurent un bien-être relatif comparé à l'état de misère où elles se trouvaient antérieurement. Malheureusement, comme tous les chefs d'état haïtiens — à très peu d'exception — il ne comprit pas qu'à la fin de son mandat il devait se retirer, d'autant qu'il prenait de l'âge. Ce fut la cause de sa chute. Les gouvernements qui lui succédèrent n'eurent aucune action efficace jusqu'à l'avènement de Cincinatus Leconte à la présidence, en août 1911.

Descendant de Dessalines, Leconte se montra, au pouvoir, d'une probité extrême, quoique quelques années auparavant, il fût compromis dans un scandale financier. En moins d'une année, il avait pu remettre l'ordre dans l'administration publique, et gagner la confiance des masses. Haïti commençait à jouir d'une période de paix et de tranquillité. Au moment où le Président s'apprêtait à passer à des réformes de structure, la classe privilégiée en prit ombrage : le palais explosa avec trois cents soldats de la Garde présidentielle, alors que lui-même, le Président, était déporté et tué.

Sa mort annonce toute une suite de gouvernements éphémères, impuissants à combattre les révoltes des paysans livrés à la misère et aux souffrances, jusqu'à l'occupation américaine de 1915.

[111]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

Chapitre VIII

Les idéologies haïtiennes

[Retour à la table des matières](#tdm)

[112]

[113]

Est-il permis, à la lumière des faits que nous venons de relater, de trouver les véritables causes qui ont perturbé l'État haïtien ? Faut-il donner raison à Toussaint Louverture qui, par sa politique nuancée, voulut préparer Saint-Domingue à l'apprentissage de l'indépendance ? Seule une analyse aussi objective que possible de la vision du monde qu'avaient les deux groupes ethniques peut aider à comprendre le drame haïtien.

Depuis l'indépendance, ce fut le règne de la violence, une lutte âpre entre l'Europe et l'Afrique ; le colonialisme restait encore vivant. La minorité métisse protégeant son isolement, défendant tout ce qu'elle avait hérité de l'Europe : son économie, ses privilèges, ses préjugés, sans chercher à trouver une entente avec les Noirs. Ceux-ci, produits hybrides des différentes races africaines, qui se sont répandues à travers Saint-Domingue sans lien, sans cohésion, si ce n'est la chaîne de l'esclave, perpétuaient l'Afrique mais une Afrique idéaliste. La colonisation les avait amoindris, leur offrant le spectacle d'une société dépravée et développant en eux un sentiment d'infériorité.

Ces luttes entre les deux groupements ethniques connurent des rebondissements divers ; elles auraient pu finalement s'éteindre et déboucher sur un compromis constructif comme cela s'est constaté dans d'autres sociétés multinationales. Mais au moment où elles atteignaient le paroxysme — prélude possible de la phase finale ? — survint l'occupation américaine qui fut un arrêt de la nation en formation en stoppant le cours des événements.

Malgré l'importance, démontrée par les faits précédents, du préjugé de couleur, celui-ci n'explique pas toute la ques­tion sociale haïtienne. Elle en recouvre les contradictions et les antagonismes. Il faut aussi reconnaître les oppositions [114] profondes des différentes ethnies africaines réunies dans le pays. La plupart des Africains vendus aux Blancs, comme nous l'avons déjà souligné, étaient des guerriers faits prisonniers au cours des luttes tribales. L'Europe a trouvé l'Afrique en pleine effervescence politique ; ces Noirs n'ont jamais constitué un groupe homogène ; l'opposition aux Blancs a été leur seul dénominateur commun. C'est à partir des origines ethniques africaines et de leur survivance qu'on pourrait essayer de comprendre les dissensions profondes entre les Noirs eux-mêmes. Les exemples abondent de trahison et de vengeance entre les leaders noirs que l'opposition « noir-mulâtre » n'arrive pas à expliquer de façon satisfaisante : Dessalines, proclamateur officiel de l'indépendance haïtienne, n'aurait-il pas livré aux autorités françaises Belair, neveu et héritier politique de Louverture ainsi que la femme de Belair ? Plus près de nous, le président Dumarsais Estimé, qui se réclamait des masses paysannes, a été chassé du pouvoir malgré sa politique sociale progressiste, par ces mêmes Noirs à qui il avait accordé des promotions sociales trop rapides...

Pour reprendre la question du préjugé de couleur, il faut noter qu'elle n'a jamais été soulevée ouvertement et objectivement, d'où la difficulté à y porter remède. Elle demeure un sujet tabou dont on parle en famille ou entre intimes, jamais avec des étrangers qu'ils soient Noirs ou Blancs. Même quand on évoque le préjugé de race en Amé­rique du Nord ou en Afrique du Sud, l'Haïtien, qu'il soit Métis ou Noir, nie l'existence de ce problème dans son pays. Il a fallu depuis 1958 l'exil et l'émigration massive pour qu'il s'interroge sur la question sociale et politique haïtienne en évoquant son corollaire, le préjugé de couleur et pour qu'il se découvre une âme nationale que l'héritage colonial avait aliénée. Les difficultés de l'exil, souvent assorties d'humilia­tions et de traumatismes, lui permettront-elles de parvenir à une conscience nationale ? La diaspora haïtienne aura peut-être servi à quelque chose ...

Pour mieux cerner ce problème, il est intéressant de relever l'opinion de quelques auteurs haïtiens. D'après Emmanuel Edouard, « cet antagonisme entre les éléments de la population haïtienne n'a jamais été avoué officiellement, excepté dans les périodes de crise aiguë : il n'en a pas moins dominé [115] la politique haïtienne. Il est inutile de chercher en dehors de lui la raison qui empêche Haïti de s'engager dans la voie bienheureuse que les destinées avaient semblé lui ouvrir. » [[83]](#footnote-83) Son point de vue traduit les luttes que nous avons essayé d'évoquer au cours des diverses périodes de l'histoire haïtienne. Il fait, sans nul doute, allusion à la trop fameuse opposition socio-ethnique. Cependant, Emmanuel Edouard n'a pas déterminé la vraie portée de la question épidermique dans le cadre des antagonismes sociaux ni son contenu réel. Il a aussi négligé le dédain des classes dites moyennes pour le paysan et l'exploitation de ce dernier.

Le Dr Louis-Joseph Janvier dans *Les constitutions haïtiennes* a fait une analyse lucide des problèmes ethniques haïtiens. Il reconnaît « qu'il faut établir une distinction entre les mulâtres haïtiens qui ont servi tous les gouvernements quels qu'ils fussent, comprenant qu'ils ne servaient que la Patrie et ceux qui, dès qu'un gouvernement noir arrive aux affaires, refusent de le servir ou de lui obéir ou bien quittent le pays, s'en vont à l'étranger déclarer mensongèrement qu'à cause de leur couleur on a voulu les massacrer ».

« Au fond, écrit-il, la couleur du Président importe peu, si les Ministres sont responsables, si le parlement veille sur les intérêts du pays, si tous les pouvoirs sont forcés de n'agir que dans le but de faire le plus grand bien au plus grand nombre, si tous les citoyens, rejetant les termes de distinction humiliante et divisante qui étaient autrefois un stigmate d'ignorance au lieu de se croire mulâtre, griffe, sacatra, mamelouk, quarteron, disent fièrement qu'ils sont nègres et respectent la loi. » Le Dr Louis Joseph Janvier est favorable à tout gouvernement démocratique dont l'action est tournée vers la majorité. Il nous est cependant difficile de le suivre quand il voudrait que tous les Métis se proclament Noirs. Le Métis n'est pas plus blanc que noir. Son intégration dans le groupe noir n'est qu'une manifestation du racisme blanc. On ne se fait pas faute de lui rappeler ses origines nègres quand bien même il essaierait de l'oublier... L'expression « Haïti état Noir » n'est qu'un mythe de l'idéologie des Affranchis dont [116] l'intérêt était de se substituer aux Blancs. Le fait est qu'en Haïti vivent depuis déjà quelques décennies des minorités syriennes, italiennes, libanaises, françaises qui ont pris la nationalité haïtienne et participent à la vie économique et même politique du pays. La présence de ces différents groupes — et il en serait de même pour celles d'autres races — n'a pas aggravé le sort de la masse noire. La race envisagée sous son aspect purement biologique n'est pas un caractère essentiel dans une nation. L'important est que tous aiment leur patrie, qu'ils aient le souci du développement des masses paysannes et qu'ils y contribuent dans la mesure de leurs possibilités.

Toujours dans le même ordre d'idées, Alexis Charmant met en évidence dans son ouvrage *Haïti vivra-t-elle,* le préjugé de couleur qu'il critique d'ailleurs. Pour lui, le préjugé de couleur est une survivance des tarés coloniales qui ont opposé les éléments de la société dominguoise. Ce préjugé a toujours été exploité par la caste des Métis et est devenu — au lendemain de l'indépendance — un système de gouvernement. Il n'est pas sectaire, ainsi qu'on pourrait le croire, mais moraliste ; il dénonce un mal dont les conséquences sont néfastes pour la démocratie haïtienne et même pour l'avenir de ce peuple. Aussi, décide-t-il de combattre le préjugé de couleur sous quelque forme qu'il se présente en préconisant une solution intéressante, certes, mais que nous n'estimons pas suffisante. « Je ne proclame qu'un principe : l'égalité sociale entre les Noirs et les sang-mêlé par la diffusion des lumières, de la culture, par une juste répartition des charges de l'État, par l'abolition, dans une proportion raisonnable, des impôts dont les cultivateurs seuls supportent le trop lourd fardeau. Enfin, je ne connais qu'un ennemi : le préjugé de couleur. » [[84]](#footnote-84) Cette égalité économique et culturelle qu'il préconise entre sang-mêlé et Noirs est utopique si à la base l'on ne pose pas la question de classes sociales. Le préjugé de couleur n'est que la forme qui recouvre les antagonismes sociaux. Il ne suffit pas de le mettre hors la loi : Il faut proposer des solutions concrètes. Tant que l'éducation haïtienne n'aura pas une mystique nationale ; que le service [117] militaire ne sera pas organisé sur des bases rationnelles permettant le contact des divers éléments ethniques ; que les masses végéteront dans l'ignorance et la misère et que, dans les organisations artistiques, religieuses, on n'arrivera pas à donner une valeur à l'élément noir, le préjugé de couleur subsistera, quelle que soit la forme du gouvernement.

Antoine Michel présente le tableau suivant : Le pays est divisé en deux groupes : « 1° les exploiteurs formant une minorité remuante et téméraire dans l'action, accaparant le pouvoir et paralysant l'évolution du peuple. 2° les exploités, représentant la grande majorité, par un système tortionnaire employé contre eux, sont réduits à ne pas pouvoir se manifester en faveur des défenseurs de leur cause. Les exploiteurs sont de toutes couleurs ».

« Lorsque par leur origine, ils sortent directement de cette masse, ils sont parfois dangereux. C'est par eux que tous les mauvais coups sont donnés aux intérêts de la collectivité. Dans leur hâte d'avoir un certain bien-être, ils trahiront n'importe quel individu... pour un plat de lentilles : Méfie-toi d'eux » [[85]](#footnote-85) Cette analyse n'a rien de spécifiquement haïtien et pourrait s'adapter à toute société. L'auteur devait plutôt se demander au service de quelle classe se sont trouvés les gouvernements haïtiens de 1804 à nos jours. Qui avait intérêt à maintenir ces masses dans la détresse ? Par quel phénomène les fils du peuple les avaient trahies, bafouées ? Et lesquels bénéficiaient de cet état de choses ? Il oublie qu'une classe n'est pas une caste — et que la transition peut bien se faire d'une classe à une autre. Ce qu'il néglige de mentionner c'est que cette féodalité est aussi bien composée d'éléments métis que d'éléments noirs. Les considérations de Michel restent superficiels aussi longtemps qu'il méconnaît la lutte des classes en présence et le rôle de l'idéologie en Haïti. D'ailleurs, il ne nous dit pas quels sont les classes, les groupes, et leurs représentants qui sont capables de faire une réforme en faveur de ces masses.

Quant au Dr J.C. Dorsainville, « le mal d'Haïti est un mal moral fait d'un côté de l'impréparation et d'ignorance, de [118] l'autre de sécheresse de cœur, d'obnubilation de l'intelligence sociale. Que peut-on attendre d'une société où le désarroi moral se présente partout ? Là où l'on s'attend à trouver un homme, on ne trouve que l'animal humain avec ses appétits frémissants, ses besoins de luxe, de luxure et de lucre ». Ce sont là des considérations d'ordre moral qui échappent à une analyse profonde des causes.

Dans [*Les classes sociales à travers l'histoire d'Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Duvalier_Francois/Probleme_des_classes_Haiti/Probleme_des_classes_Haiti.html)*,* Dr François Duvalier et Lorimer Denis se font les défenseurs de la petite classe moyenne et souhaitent son alliance avec la paysannerie. Pour corroborer leur thèse, ils citent à la fois Jean Jaurès, Salazar, Ataturk. Association et éclectisme d'autant plus singuliers qu'ils relient socialisme et nationalisme. Si les deux tomes de son ouvrage *En posant les Jalons* sont une réplique aux détracteurs de son gouvernement, Sténio Vincent n'évoque pas moins les aspects ambigus de l'idéo­logie haïtienne. « Donc les Haïtiens, n'eurent-ils pas plus que les Brésiliens et que tout autre peuple américain, ayant aussi des origines africaines plus ou moins marquées, ne représentent aucune trace. Une fatale évolution ethnique, qu'accentueront encore davantage les prochaines et nécessaires immigrations blanches et jaunes, les entraîne au métissage à l'infini. D'ailleurs, même chez les Haïtiens des classes élevées où la proportion du sang africain est encore manifestement prédominante, les avantages de la liberté, le développement de l'éducation et de l'instruction, la pratique déjà séculaire de la société européenne ont tellement influé sur l'ensemble des conditions esthétiques au sens le plus large du terme, qu'on peut dire que rien, sauf la couleur, ne rappelle les types grossiers de ces malheureux Nègres qu'on croit, et surtout que l'on a cru, devoir exhiber périodiquement dans toute Exposition universelle et internationale qui se respecte, pour constituer les attractions de ces foires mondiales et persuader peut-être davantage les Blancs, par un triste et inutile spectacle de barbarie et de misère qu'ils sont, eux réellement, des êtres supérieurs. Nous pouvons avouer aujourd'hui que nous ne sommes pas plus les uns que les autres, d'une « nègrerie » assez franche pour poser devant le monde en champions de la race noire et continuer à jouer de temps en temps [119] les phénomènes devant la curiosité indulgente des civilisés, ce qui suffit, paraît-il, à satisfaire la gloriole facile de quelques-unes de nos personnalités les plus notoires. Seul, un groupement de Nègres purs évoluant en pleine terre d'Afrique dans le cadre même où d'immémoriales générations d'ancêtres en tous points semblables auraient vécu la même vie et tissé la même histoire parmi les traditions non adultérées, extériorisant ses concepts, ses sensations, ses états d'âme d'après ses propres modes d'expression ; ayant des conditions de vie matérielle originales, non empruntées à d'autres, poursuivant enfin, en vertu des forces de pensées et d'action vraiment révélatrices du génie de race, quelque civilisation et surtout quelque culture bien à lui, seul croyons-nous un pareil groupement pourrait revendiquer ce titre. Les Haïtiens, quant à eux, si ce groupement existe d'ailleurs !... parlant la plus belle des langues européennes, bloqués dans leur Ile par la civilisation blanche mais issus de toutes les promiscuités génératrices dont nous avons déjà parlé, sont des assimilés, des néo-latins, pourrions-nous dire ou presque, c'est-à-dire que l'esprit occidental les a marqués de son empreinte dès la période colombienne, qu'ils ont été touchés en naissant du grand « souffle méditerranéen » et que la société qu'ils ont fondée a pris des formes et des directions qui l'éloignent de plus en plus et à tous les points de vue, des pitoyables humanités africaines. »

Cet homme qui avait laissé assassiner trente-sept mille (37,000) paysans haïtiens en République dominicaine ne pouvait que tenir de tels propos qui témoignent d'une profonde méconnaissance de l'histoire des civilisations. Pour lui, l'Afrique est ce rebut d'humanité qu'à travers une certaine littérature on nous présente. Si, du moins, il s'était donné la peine d'étudier l'histoire de cette Afrique dont l'organisation sociale, économique et politique fut des plus remarquables et peut être comparée aux états européens du Moyen-Age, il se serait gardé de porter un jugement hâtif sur une race dont les représentants ont fondé la nation haïtienne. Vincent fait ressortir le dualisme de l'idéologie mulâtre : admiration qui va jusqu'au désir d'identification avec le Blanc et rejet pur et simple de l'Afrique. La question de couleur qui oppose l'Europe à l'Afrique est une perversion de l'idéologie [120] raciale. [[86]](#footnote-86) Et l'on comprend que Vincent rejette la « négritude » qui refoule les problèmes nationaux derrière le mythe d'une Afrique céleste. Mais, là où il est difficile de le suivre, c'est qu'après avoir renié l'Afrique, et fait fi des différentes classes dont se compose la société haïtienne, il considère l'Haïtien comme un assimilé et un « néo-latin ». Faut-il croire qu'il confond la grande masse paysanne haïtienne en majorité noire et analphabète avec cette féodalité qui s'est toujours réclamée de la France et qui ne la connaît bien souvent que par des clichés traditionnels et périmés. Peut-on se demander quelle est la valeur de la culture haïtienne ? La plupart de ses manifestations artistiques, littéraires, etc., dans la mesure où elles n'étaient que l'expression d'une classe dominante n'étaient que le reflet défiguré de la culture française. Bien qu'Haïti ne fut plus colonisée de l'extérieur après l'indépendance, elle continua de l'être à l'intérieur et cette colonisation freina d'autant plus son épanouissement culturel qu'elle demeura l'image et l'expression d'une culture étrangère. L'occupation américaine de 1915 donna cependant au pays une nouvelle orientation, puis l'agitation sociale de 1946 consolida cet aspect tendanciel d'un nationalisme culturel devant reposer sur les diverses origines ethniques, notamment africaines. Le folklore, la poésie, la peinture etc. ne pouvaient qu'y trouver les ferments nécessaires à leur développement.

Enfin, le Dr Jean Price-Mars a dénoncé le bovarysme de la société haïtienne et peut être considéré comme l'artisan principal de ce renouveau culturel. Jacques Roumain, l'un des fondateurs du Bureau d'Ethnologie de Port-au-Prince n'a pas moins contribué à la réhabilitation de la culture haïtienne. Dans le manifeste du parti communiste haïtien, il aborde la question de couleur. Pour lui, « la question de couleur n'est rien », la classe est tout : « un bourgeois noir vaut un bourgeois mulâtre » [[87]](#footnote-87) ; il reprend le vieil aphorisme du leader paysan Acaau « Mulâtre pauvre c'est nègre, nègre riche c'est mulâtre ». Théoriquement, la justesse de son point de vue ne fait pas de doute en égard à l'idéologie marxiste. Cependant, il ne [121] tient pas compte dans les faits de la déviation de l'idéologie par la question de couleur. Celle-ci suscite des différenciations voire des contradictions entre les deux ailes de la bourgeoisie haïtienne, lesquelles contradictions ont permis l'avènement au pouvoir, à travers l'histoire, de quelques représentants de la classe moyenne de la paysannerie et même du prolétariat.

Bref, plusieurs idéologies dominent la société haïtienne : l'idéologie « affranchie » que l'on pourrait appeler « mulâtre », et l'idéologie « noire ». Entre ces deux idéologies se manifeste depuis 1946 l'idéologie des classes moyennes.

*L'idéologie mulâtre* est l'héritière politique de l'idéologie affranchie d'avant l'indépendance, dans la mesure où elles restent d'accord avec les idéaux de 1789. (Institutions républicaines : système de liberté, établissement des Chambres, etc.) ce n'est là qu'un phénomène d'acculturation résultant du contact avec la France. Au point de vue culturel, l'idéologie « mulâtre » s'aligne sur tout ce qui vient de l'occident, particulièrement de la France. Elle affecte le rejet des survivances africaines, en particulier le Vaudou qu'elle feint de considérer comme une grossière superstition ; elle méprise le créole en tant que langue nationale et refuse systématiquement de discuter — voire d'admettre l'existence de la question de couleur, de peur de se couper du reste de la nation. Quant au point de vue économique, l'idéologie mulâtre a pénétré toutes les couches du pays. Elle affiche vin caractère libéral qui conteste à l'État le droit d'exercer un contrôle économique et qui prétend faire confiance à l'initiative privée. Cependant, dans les faits, les Métis haïtiens bourgeois n'investissent pas dans des entreprises industrielles.

*Idéologie noire.* — Au point de vue politique, le Noir montre une tendance foncière au régime fort dans le but de concurrencer la bourgeoisie mulâtre et renforcer la bourgeoisie noire. C'est là aussi un retour plus ou moins conscient aux traditions africaines de royauté. Le Noir en vient donc à souhaiter un gouvernement fort pour sa caste afin de s'imposer à celle des Mulâtres. C'est ainsi que le Noir domine les professions libérales, recherche les hauts postes de l'administration pour mieux se valoriser. Par ce biais, il est susceptible [122] de contrôler la richesse du pays, d'où son opinion pour l’État-providence. Mais on retrouve chez lui la même peur du risque dans le domaine économique. Enfin, il faut reconnaître que le bourgeois métis s'intéresse davantage au commerce, à la petite industrie, à l'hôtellerie et même à certaines activités artisanales et manuelles dédaignées par le Noir bourgeois qui, à cause de sa couleur, croit déchoir en les exerçant.

Parallèlement à ces idéologies, se développe l'idéologie de la classe moyenne dont certains écrivains se sont faits les apôtres.

*Vocation de la classe moyenne.* Nouvellement formée, elle se croit appelée, en raison de son rôle intermédiaire et de son appui dans les grandes masses noires à faire la révolution en Haïti. Elle est persuadée qu'elle seule, à l'heure actuelle, peut promouvoir le développement économique, car la bourgeoisie, qu'elle soit mulâtre ou noire, s'est disqualifiée et les classes ouvrières et paysannes ne sont pas encore préparées. Du point de vue économique, cette classe moyenne croit à l'État-providence, capable d'assumer son bien-être et de défendre ses intérêts. Mais il lui manque l'apprentissage et l'esprit d'initiative pour faire la révolution industrielle et de plus, elle est dominée par des intérêts égoïstes puissants.

Quant au point de vue culturel, c'est l'idéologie noire qui prédomine avec ceci de particulier qu'elle accepte les valeurs africaines et s'oppose violemment aux Noirs et aux Métis de la bourgeoisie.

C'est là un tableau très schématique de la situation politique d'Haïti ; les complexités qu'engendrent les rapports entre la notion de classe et la notion de couleur font d'Haïti un des pays les plus singuliers du monde où se fusionnent et se juxtaposent des cultures diverses et montrent à quel point les facteurs ethnique et épidermique prirent un rôle déterminant pour l'avenir de la nation haïtienne. Toutefois, il est difficile d'aborder une étude concrète des différenciations dans la vie du peuple haïtien, étant donné l'absence totale des statistiques en cette matière et la crainte qu'en les entreprenant, on ne ravive les conflits sociaux toujours latents. Voilà [123] pourquoi il n'était pas possible d'interpréter autrement les phénomènes ethniques qu'en faisant appel en grande partie à l'histoire sociale, en attendant qu'une enquête sur place nous permette de dégager les éléments actuels d'une sociologie haïtienne.

[124]

[125]

**La présociologie haïtienne  
ou Haïti et sa vocation nationale**

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#tdm)

B. ANDOIN — *Histoire d'Haïti* (1er et 2ème tome) Imprimerie Cheraguet, 1924.

E. AUBIN — *En Haïti, Planteurs, Nègres d'aujourd'hui*, Paris, Colin, 1910.

G. BALANDIER — *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Paris, Presses universitaires de France, 1955.

R. BASTIDE — Le *Mythe de l'Afrique Noire et la société multinationale*, Présence africaine, Paris, fév., mai, 1953.

\_\_\_\_\_, *Initiation aux recherches sur l'interprétation des civilisations* — Centre des civilisations — Centre de documentation universitaire 1953

\_\_\_\_\_, Cours de sociologie ethnique, Ecole des Hautes Etudes pratiques — Sorbonne ; Paris, 1959.

D. BELLEGARDE — [*La Nation Haïtienne*](http://classiques.uqac.ca/classiques/bellegarde_dantes/Nation_haitienne/Nation_haitienne.html), Paris, Gigord, 1958.

A. CABON — *Histoire d'Haïti*, Port-au-Prince, Petit Séminaire - Collège Saint-Martial, 1937.

E. CHARLIER — *Aperçu sur la formation historique de la Nation Haïtienne*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 1952.

ALEINS CHARMANT — *Haïti vivra-t-elle*. Imp. Cheraqui, Port-au-Prince, 1908.

P. CHARLEVOIX — *Aperçu sur la formation historique de la Nation Haïtienne*, Imprimerie de l'État, 1952.

M. DARTIGUE—*Conditions rurales en Haïti*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 1938.

P. DAVID — *Sur les Rives du Passé*, Paris, La Caravelle, 1947 — Héritage colonial inédite.

G. DEBIEN — *Esprit de colon et esprit d'autonomie de St-Domingue XVIIIème siècle*, Paris, Larose, 1954, Engagés aux Antilles, Paris, Larose, 1952.

L. DENIS et F. DUVALIER — [*Problèmes de classes à travers l'histoire d'Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Duvalier_Francois/Probleme_des_classes_Haiti/Probleme_des_classes_Haiti.html), Port-au-Prince, 1948.

J. C. DORSAINVILLE —[*Manuel d'Histoire d'Haïti*](http://www.manioc.org/gsdl/collect/patrimon/archives/PAP11077.dir/PAP11077.pdf), Port-au-Prince, F.I.C., 1925

\_\_\_\_\_, *Quelques vues politiques et morales*, Imprimerie modèle, Port-au-Prince, 1934.

E. DURKHEIM — [*Les règles de la Méthode de Sociologie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.reg1), Paris, 1907.

F. DUVALIER et LORIMIER DENIS — [*Le problème des classes en Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Duvalier_Francois/Probleme_des_classes_Haiti/Probleme_des_classes_Haiti.html), 1950, Ed. les Griots, Port-au-Prince.

EM. EDOUARD — *Essai sur la politique intérieure d'Haïti*, Librairie coloniale, Paris, 1890.

A. FIRMIN — [ROOSEVELT et Haïti](http://classiques.uqac.ca/classiques/firmin_antenor/Roosevelt_et_Republique_Haiti/Roosevelt.html), 1905.

P. HERVÉ — *Lettres ouvertes à E. CHARLIER*, Nouvelliste, Nov., Dec, 1955, Port-au-Prince.

M. DUVERGER — *Les régimes politiques*, Paris, P.U.F., 1951.

GUMPLOVITZ—*La lutte des races*, Paris, Guillaumin, 1912.

G. GURVITCH — Le concept des classes sociales de Marx à nos jours, Sorbonne, C.D.V.,

1957. M. HERSKOVITZ — [*Les bases de l'Anthropologie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Herskovits_melville/bases_anthropo/bases_anthropo_culturelle.html), Paris, Payot, 1952.

G. JACOB — *L'ethnie haïtienne*, Port-au-Prince.

L. J. JANVIER — *Les Constitutions d'Haïti* (1801-1885), Marpion et Flammarion ; Paris, 1886.

S. V. JEAN-BAPTISTE — Les *deux Concepts de l'Indépendance à St-Domingue*, Paris, La Nef, 1957.

[126]

J. R. JAMES—*Les Jacobins Noirs*, Paris, Gallimard, 1957.

JEAN-WILLIAM LAPIERRE — *Le Pouvoir Politique*, Paris, 1953.

M. LEIRIS — [*Contacts de Civilisation en Martinique et Guadeloupe*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030092220), Paris, Unesco, 1955.

G. MARTIN — *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, Paris, P.U.F., 1948.

T. MADIOU (fils) — *Histoire d'Haïti*, Port-au-Prince, Imprimerie Cheraquet, 1922.

A. MICHEL — *Lettre à son fils Gérard*, Port-au-Prince, 1938.

MOREAU DE ST MERY — *Description topographique, physique, politique de Saint-Domingue*, Philadelphie, 1775.

P. MORTEL — *La Société Haïtienne d'aujourd'hui*, Thèse de doctorat d'Université, Paris, 1957.

J. PRICE-MARS — [*Ainsi parla l'oncle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151754), Port-au-Prince, New York, Parapsychology fondation, 1958.

A. MÉETRAUX — *Race et Culture*, Paris Unesco, s.I.n.d. Haïti, La terre et les Dieux ; Paris, 1958.

EMMANUEL C. PAUL — *Questions d'Histoire d'Haïti*, Imprimerie de l'État, Port-au-Prince, 1955.

J. B. ROMAIN — *Essai sur la vie sociale et religieuse du paysan haïtien.* Paris, Thèse de Doctorat es lettres, 1934.

B. SYLVAIN — *Le sort des Indigènes dans les colonies d'exploitation*, Thèse Doctorat en Droit, Paris, 1901.

J. VERNANT — *Cours de Sociologie Politique*, École Pratique des Hautes Études. Paris, 1957-1958-1959. *Cours de Sociologie ethnique sur le* Liban, E.P.H.E. ; Paris, 1959-1959.

S. VINCENT — *En posant des jalons* (tome I), Imprimerie de l'État, Port-au-Prince, Haïti, 1942.

[127]

TABLE DES MATIÈRES

Préface [7]

Appendice [9]

Introduction [11]

Chapitre I. Fondements des structures sociales et apparition des classes à Saint-Domingue [13]

Chapitre II. Formation des classes sociales et début de l'industrialisation à Saint-Domingue [23]

Chapitre III. Les colons et l'indépendance de Saint-Domingue [29]

Chapitre IV. La classe des Noirs et l'indépendance haïtienne [37]

Chapitre V. Les Métis et l'indépendance de Saint-Domingue [53]

Chapitre VI. L'expédition Française et la prise de conscience de la nation Haïtienne [71]

Chapitre VII. Le triomphe du « gauchisme » et l'Indépendance Haïtienne [83]

Chapitre VIII. Les idéologies haïtiennes [111]

Bibliographie [125]

[128]

*Achevé d'imprimer sur les presses*

*de l'imprimerie* « *Les Ed. Marquis Ltée »*

*le trois avril mil neuf cent soixante-dix*

*pour* « *Les Éditions Leméac Inc. »*

Fin du texte

1. Gurvitch dans son cours à la Sorbonne sur « Les classes sociales a établi la différence qui peut découler de ces vocables. Le concept des classes sociales de Marx à nos jours, Sorbonne, C.U.D., 1957. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir Analisis de los grupos sociales rurales en dos subdivisiones divergentes en el Tiempo y en el Espacio : Columbia (1950) y Hungria (1930). Travail collectif sous la direction de Sicard, Revista Mexicana de Sociologia, Mexico UNAM, t. XVIII, pp 51-65, 1956 et Cours sur la Géographie sociale, Institut International d'Etudes et de Recherches Diplomatiques, Paris, année scolaire 1955-1956. [↑](#footnote-ref-2)
3. Teoria de los agrupamientos sociales (La Mécanisation sociale), Lucio Mendieta y Nunez, Biblioteca de ensayos sociologicos, Instituto de investigaciones sociales, Universidad Nacional, Mexico D.F., p. 61. [↑](#footnote-ref-3)
4. Lucho de Razas, Luis Gumplowicz, éd. La Espana Moderna, Madrid, p. 228. [↑](#footnote-ref-4)
5. *Ibid*., p. 230 [↑](#footnote-ref-5)
6. Teoria de los agrupamientos sociales, op. cit. p. 132. [↑](#footnote-ref-6)
7. Pierre Hervé, Lettre à Etienne Charrier, manuscrit, Port-au-Prince, 1958. [↑](#footnote-ref-7)
8. Encyclopedia Britannica, vol. IV, p. 978. [↑](#footnote-ref-8)
9. Lt Général Sir George Mac Munn, The Living India, Its Romance and Realities, 1934, p. 49. [↑](#footnote-ref-9)
10. Karl Marx, [*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030145289), p. 31. [↑](#footnote-ref-10)
11. Étienne Charlier, *Formation historique du peuple haïtien*, éd. Imprimerie de l'État, 1er chapitre. [↑](#footnote-ref-11)
12. Cette citation reproduite par Placide David dans un ouvrage *Sur les rives du passé*, éd. La Caravelle, Paris, 1959 p. 101, est tirée de Saint-Domingue et l'autonomie 1629-1730 de M. Georges Pollet, 1934. [↑](#footnote-ref-12)
13. Placide David, *Sur les rives du passé*, éd. La Caravelle, Paris, pp. 89-103. [↑](#footnote-ref-13)
14. Les Noirs créoles sont ceux qui étaient nés dans la colonie. [↑](#footnote-ref-14)
15. Debien, *Les engagés pour les Antilles*, Paris, Ed. Larose 1954, pp. 257-258. [↑](#footnote-ref-15)
16. *Die Revolution von St-Domingue*, Hambourg 1930, in 8, p. 209. [↑](#footnote-ref-16)
17. Saint-Victor Jean-Baptiste, *Deux concepts de l'indépendance à Saint-Domingue*, Paris, La Nef, 1959. [↑](#footnote-ref-17)
18. Placide David, *Sur les rives du passé*, La Caravelle, Paris, 1949. [↑](#footnote-ref-18)
19. M. L. Leclerc, in *Revue d'histoire des colonies*, pp. 549-598, Paris, 1929. [↑](#footnote-ref-19)
20. G. Debien, *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIIIème siècle*, 2ème édition, La Rose, Paris, 1954. [↑](#footnote-ref-20)
21. Lettre de Morange à Stanislas Fouache, Le Cap, Saint-Domingue, No. 1785. [↑](#footnote-ref-21)
22. Viau des Thibaudières, Vues, p. 12. [↑](#footnote-ref-22)
23. F. Carteaux, *Histoire des désastres de Saint-Domingue*, Soirées bermudiennes, Bordeaux, 1802, in 8 p. 28. [↑](#footnote-ref-23)
24. Tainos et Arawaks noms donnés aux deux grandes ethnies amérindiennes qui se partagent l'Ile d'Haïti avant la conquête espagnole. [↑](#footnote-ref-24)
25. Qu'on le veuille ou non, l'apport amérindien à la formation de la nation haïtienne est évident. La vérité est que les gouvernements haïtiens se sont conduits en conquérants à l'égard de leur mémoire. Aucune statue, aucune rue ne rappellent les luttes glorieuses d'Anacona, de Cacnabo contre les envahisseurs espagnols, alors que sur le quai de Port-au-Prince s'élève la statue de Christophe Colomb qui a introduit avec les premiers conquérants espagnols, l'esclavage dans l'île. [↑](#footnote-ref-25)
26. P. I. R. James, *Jacobins noirs*, Gallimard, Paris, 1949, p. 37. [↑](#footnote-ref-26)
27. Placide David, *L'Héritage colonial en Haïti*, pp. 129-133 — Madrid 1959. [↑](#footnote-ref-27)
28. art. 15 de la Constitution de 1801 : Chaque habitation est une manufacture qui exige une réunion de cultivateurs ouvriers. C'est l'asile tranquille d'une active et résistante famille dont le propriétaire du sol ou son représentant est nécessairement le père. [↑](#footnote-ref-28)
29. Moïse est arrivé adolescent à Saint-Domingue. Il est probablement originaire de la côte de l'Or comme Dessalines lui-même. Il a été élevé par Louverture qui l'appelait son neveu. Tempérament bouillant, il n'était affligé d'aucun complexe insulaire. [↑](#footnote-ref-29)
30. \* Un carreau représente 1 hectare 33. [↑](#footnote-ref-30)
31. Art. 5. Il n'existe d'autres destinations que celles des vertus et des talents et d'autre supériorité que celle que la loi donne d'une fonction publique. [↑](#footnote-ref-31)
32. Représentant français à St-Domingue. [↑](#footnote-ref-32)
33. Alfred de Laujon, *Précis historique de la dernière révolution de Saint-Domingue jusqu'à l'évacuation de la colonie*, Paris 1805, p. 157. [↑](#footnote-ref-33)
34. Voir E. Sicard, *L'État et les partis politiques*, cours de l'Ecole des Hautes Etudes Sociales et Internationales, Paris, Année universitaire 1955-1956. [↑](#footnote-ref-34)
35. Voir Sicard, Ibidem. [↑](#footnote-ref-35)
36. La difficulté de l'étude d'une société in *Statu nascendi* vient de ce que la Sociologie n'a pas encore établi de théorie explicative de cette gestation, de tout appareil théorique susceptible de saisir le mouvement. C'est l'un des soucis de Georges Gurvitch et cette recherche de l'explication d'une cinématique, encore que le terme ne soit pas de lui (voir E. L. Larbot, *La Cité hum*aine, Paris 1927) représente un effort considérable et éminemment louable. [↑](#footnote-ref-36)
37. Article premier de la Constitution. [↑](#footnote-ref-37)
38. Les affranchis, étant en majorité Métis, jouissaient du droit de propriété et non des droits civils et politiques. C'étaient des citoyens passifs luttant pour l'égalité avec les Blancs. [↑](#footnote-ref-38)
39. Voir sur les différences des États multinationaux européens et des États multinationaux américains, E. Sicard, *Séminaire sur le Mexique contemporain*, La Haye, Institute of Social Studies, Sept, 1957, repris et développé dans sa Sociologie du Mexique contemporain, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-39)
40. Nouvelle preuve de la primauté des conditions économiques et des rapports de production sur toute autre notion, sur tout autre élément constituant, fût-ce la condition ethnique. [↑](#footnote-ref-40)
41. *Le préjugé de race et de couleur*, Sir Alan Burns, Payot, Paris, p. 132. [↑](#footnote-ref-41)
42. Rhum blanc. [↑](#footnote-ref-42)
43. D'après Placide David et Ernest D'Hauterive, ce mariage n'eut jamais lieu. [↑](#footnote-ref-43)
44. Pierre de Vaissière, *Saint-Domingue*, p. 122. [↑](#footnote-ref-44)
45. Lebeau, *De la condition des gens de couleur libres sous l'Ancien Régime*, Poitiers 1903. [↑](#footnote-ref-45)
46. Les leaders de la Révolution haïtienne de 1843 étaient nourris des écrits de Benjamin Constant, du Général Foy. La Révolution de 1830 en France, ou les Trois Glorieuses, avait eu des répercussions en Haïti en 1843. [↑](#footnote-ref-46)
47. Duraciné Vaval, *L'âme noire ou l'histoire de la littérature haïtienne*. [↑](#footnote-ref-47)
48. Placide David, *Sur les rive » du passé, op. cit*. p. 207. [↑](#footnote-ref-48)
49. Déclaration de Vincent Ogé à l'Assemblée du Cap Français, 1790. [↑](#footnote-ref-49)
50. Les « Suisses », dénomination donnée aux esclaves qui avaient pris position en faveur des Affranchis contre les colons. Ils furent livrés au gouvernement colonial dès que les Métis eurent l'obtention des droits civils et politiques et tous furent massacrés. [↑](#footnote-ref-50)
51. Pinchinat était l'un des hommes de couleur les plus instruits et lucides de son époque. Il fut de ceux dont l'attachement à la France était considérable. [↑](#footnote-ref-51)
52. Placide David, *Sur les rives du passé, op. cit*., p. 205-206. [↑](#footnote-ref-52)
53. Leader de la Convention française et Commissaire civil, il abolit l'esclavage et remit à chaque Noir un fusil — comme le symbole de la liberté. Aucune statue n'a jamais été élevée en Haïti — autant que je sache — à la mémoire de ce philanthrope. [↑](#footnote-ref-53)
54. Texte de Thomas Madiou rapporté par Placide David « *Sur les Rives du Passé*», pp. 211-212, La Caravelle, Paris. [↑](#footnote-ref-54)
55. Madiou, *Histoire d'Haïti*, tome I, p. 441 et suiv., nouvelle éd. [↑](#footnote-ref-55)
56. Saint Victor Jean Baptiste est l'un des premiers historiens haïtiens à faire ressortir dans son ouvrage « *les deux concepts de l'indépendance*» (pp. 232-235) les différentes écoles sur la conception de l'Indépendance de Louverture. [↑](#footnote-ref-56)
57. Rapport du Général Kerversau adressé au Ministre de la Marine, le 15 fructidor, an IX (Septembre 1801). [↑](#footnote-ref-57)
58. Texte du discours de Dessalines, 1805. [↑](#footnote-ref-58)
59. Mackandal, Padrejean : prêtres vaudou, leaders des esclaves lors des premières révoltes. [↑](#footnote-ref-59)
60. Mackandal, Padrejean : prêtres vaudou, leaders des esclaves lors des premières révoltes. [↑](#footnote-ref-60)
61. « De la nécessité de connaître les structures sociales d'un pays antérieurement à toute transformation planifiée de l'économique », Institut International de Sociologie XVIè Congrès, Communication, éd. provisoire, t. III, pp. 5-23. [↑](#footnote-ref-61)
62. R.P. Cabon, *Histoire d'Haïti*, t. 2, P. 310 de la petite revue de Port-au-Prince, Haïti, 1930. [↑](#footnote-ref-62)
63. Louis Joseph Janvier, *Les Affaires d'Haïti*, Paris, 1883-1884, page 155. [↑](#footnote-ref-63)
64. Message du Président Pétion 9 Février 1807 - Archives Nationales — P. au P. Haïti. [↑](#footnote-ref-64)
65. \* Région de la presqu'île du Sud de la République d'Haïti. [↑](#footnote-ref-65)
66. Un carreau représente 1 hectare 33. [↑](#footnote-ref-66)
67. Armand Thoby, *La question agraire en Haïti*. Port-au-Prince, 1888, page 9. [↑](#footnote-ref-67)
68. 1 carreau représente 1 hectare 33. [↑](#footnote-ref-68)
69. J.C. Dorsainville, [*Manuel d'Histoire d'Haïti*](http://www.manioc.org/gsdl/collect/patrimon/archives/PAP11077.dir/PAP11077.pdf), Port-au-Prince, Les Frères d'Instruction Chrétienne, page 166. [↑](#footnote-ref-69)
70. F. Marcelin, *Haïti et l'indemnité française.* Port-au-Prince, Haïti. [↑](#footnote-ref-70)
71. Armand Thoby, *Question agraire*, Port-au-Prince, p. 8. [↑](#footnote-ref-71)
72. J.C. Dorsainville, [*Manuel d'Histoire d'Haïti*](http://www.manioc.org/gsdl/collect/patrimon/archives/PAP11077.dir/PAP11077.pdf), Les Frères d'Instruction Chrétienne, Port-au-Prince, page 199. [↑](#footnote-ref-72)
73. J.C. Dorsainville, [*Manuel d'Histoire*](http://www.manioc.org/gsdl/collect/patrimon/archives/PAP11077.dir/PAP11077.pdf), Les Frères d'Instruction Chrétienne, Port-au-Prince, Haïti. [↑](#footnote-ref-73)
74. Cap-Haïtien, jadis Cap Français, est la Métropole du Département du Nord. [↑](#footnote-ref-74)
75. Les Piquets étaient des paysans du Sud, armés de piques, qui en maintes fois après l'indépendance, s'étaient révoltés pour réclamer le droit à la propriété et le partage des terres. [↑](#footnote-ref-75)
76. Maurice Duverger, *Les Régimes Politiques*, Paris, P.U.F. 1951. [↑](#footnote-ref-76)
77. Jean-William Lapierre, *Le Pouvoir Politique*, Paris, 1953. [↑](#footnote-ref-77)
78. Émile Sicard, *L'organisation de l'État et les Partis Politiques*. Cours de l'Ecole des Hautes Etudes Sociales et Internationales, 1954-1955 et 1956-1957, auquel nous empruntons le distinction entre clients, fraction, Parti comme aussi les conditions de l'existence du Parti : Mystique, Idéologie, Programme. [↑](#footnote-ref-78)
79. Émile Larbat, *La Cité Humaine*, Paris, t. Il - 1927. [↑](#footnote-ref-79)
80. Willy Bisreth, thèse de doctorat es sciences économiques, Faculté de Droit et de Sciences Economiques, Paris, 1959. [↑](#footnote-ref-80)
81. On rapprochera de ce désir du Parti national, la politique passée de ceux qui songeaient, ainsi que nous l'avons marqué dans le partage des terres à ceux « dont les Pères étaient en Afrique », tout comme la pensée actuelle, contemporaine, d'un grand nombre de Noirs qui veulent trouver dans un concept et une politique de « négritude » la base d'une culture sinon d'une civilisation. [↑](#footnote-ref-81)
82. Ce programme est tiré des notes de l'historien haïtien Ludovic Morin-Lacombe, Rue des Écoles, Paris 3ème. [↑](#footnote-ref-82)
83. Emmanuel Edouard, *Essai sur la politique intérieure d'Haïti*, Ed. Librairie coloniale, Paris 1890. [↑](#footnote-ref-83)
84. Alexis Charmant, *Haïti vivra-t-elle*, Paris, 1901, p. 157. [↑](#footnote-ref-84)
85. Antoine Michel, *Lettre à son fils Gérard*, Port-au-Prince, 1928. [↑](#footnote-ref-85)
86. Rony Durand, thèse de doctorat - Faculté de Droit et de Sciences Economiques, Paris, 1959. [↑](#footnote-ref-86)
87. Jacques Roumain, *Manifeste du Parti Communiste haïtien*, 1934. [↑](#footnote-ref-87)